

C-41

First Session, Thirty-fifth Parliament,
42-43 Elizabeth II, 1994

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-41

An Act to amend the Criminal Code (sentencing) and other
Acts in consequence thereof

First reading, June 13, 1994

THE MINISTER OF JUSTICE

C-41

Première session, trente-cinquième législature,
42-43 Elizabeth II, 1994

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-41

Loi modifiant le Code criminel (détermination de la peine)
et d'autres lois en conséquence

Première lecture le 13 juin 1994

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

1st Session, 35th Parliament,
42-43 Elizabeth II, 1994

1^{re} session, 35^e législature,
42-43 Elizabeth II, 1994

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-41

PROJET DE LOI C-41

An Act to amend the Criminal Code (sentencing) and other Acts in consequence thereof

Loi modifiant le Code criminel (détermination de la peine) et d'autres lois en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

R.S., c. C-46;
R.S., cc. 2, 11,
27, 31, 47, 51,
52 (1st Supp.),
cc. 1, 24, 27, 35
(2nd Supp.), cc.
10, 19, 30, 34
(3rd Supp.), cc.
1, 23, 29, 30,
31, 32, 40, 42,
50 (4th Supp.);
1989, c. 2;
1990, cc. 15,
16, 17, 44;
1991, cc. 1, 4,
28, 40, 43;
1992, cc. 1, 11,
20, 21, 22, 27,
38, 41, 47, 51;
1993, cc. 7, 25,
28, 34, 37, 40,
45, 46; 1994,
cc. 12, 13

L.R., ch. C-46;
L.R., ch. 2, 11,
27, 31, 47, 51,
52 (1^{er} suppl.),
ch. 1, 24, 27, 35
(2^e suppl.), ch.
10, 19, 30, 34
(3^e suppl.), ch.
1, 23, 29, 30,
31, 32, 40, 42,
50 (4^e suppl.);
1989, ch. 2;
1990, ch. 15,
16, 17, 44;
1991, ch. 1, 4,
28, 40, 43;
1992, ch. 1, 11,
20, 21, 22, 27,
38, 41, 47, 51;
1993, ch. 7, 25,
28, 34, 37, 40,
45, 46; 1994,
ch. 12, 13

R.S., c. 27 (1st
Supp.), s. 203;
1992, c. 20, s.
199

1. Section 149 of the *Criminal Code* is replaced by the following:

1. L'article 149 du *Code criminel* est remplacé par ce qui suit :

Service of term
for escape

149. (1) Notwithstanding section 743.1, a court that convicts a person for an escape committed while undergoing imprisonment may order that the term of imprisonment be served in a penitentiary, even if the time to be served is less than two years.

149. (1) Par dérogation à l'article 743.1, le tribunal qui déclare une personne coupable d'évasion commise alors qu'elle purgeait une peine d'emprisonnement peut ordonner que la peine soit purgée dans un pénitencier, même si la période à purger est inférieure à deux ans.

Definition of
"escape"

(2) In this section, "escape" means breaking prison, escaping from lawful custody or,

(2) Au présent article, « évasion » s'entend du bris de prison, du fait d'échapper à la

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.), art.
203; 1992, ch.
20, art. 199

Peine d'emprisonnement
pour évasion

Définition de
« évasion »

SUMMARY

This enactment implements reforms to the *Criminal Code* respecting sentencing, mainly by amending Part XXIII.

The major elements of the enactment are as follows:

Part XXIII is amended to include an express statement of the purpose and principles of sentencing. Where a crime is motivated by "hate", this is deemed to be an aggravating factor for the purpose of sentencing. Where a crime is committed by a person abusing a position of trust or authority, this is also deemed to be an aggravating factor.

Rules of evidence and procedure are updated.

A provision for alternative measures for adult offenders is provided.

The penalty for breach of probation is increased, and the conditions of probation are modernized.

New provisions for fine enforcement require courts to satisfy themselves that an offender can pay, before imposing a fine. Provinces and the federal government are authorized to refuse to issue permits, licences or other similar instruments until the fine is paid. Civil enforcement of fines is provided. Incarceration is a last resort for fine enforcement, and the period of incarceration is governed by a formula based on the provincial hourly minimum wage.

A new sanction called the "Conditional Sentence" is introduced, which permits the judge to impose a sentence of incarceration and then suspend the operation of the sentence on conditions imposed by the court. The purpose of a Conditional Sentence is supervision in the community. An administrative enforcement mechanism is provided.

Victims are permitted to make representations at hearings held to determine whether the court-imposed period of ineligibility for parole (for first or second degree murder) should be changed.

The order of the provisions in Part XXIII is reorganized, so that Part XXIII flows more logically and is easier to understand and use.

Provinces are authorized to develop regulations respecting pre-sentence reports.

SOMMAIRE

Le texte met en oeuvre la réforme du *Code criminel* en matière de détermination de la peine par le remplacement de la partie XXIII et par d'autres modifications qui en découlent.

Les principaux éléments du texte sont énoncés ci-après.

La partie XXIII est modifiée par adjonction d'une déclaration de l'objectif et des principes de la détermination de la peine. Est considérée comme circonstance aggravante pour la détermination de la peine la perpétration d'une infraction motivée par des préjugés ou de la haine. Est également considéré comme circonstance aggravante le fait de commettre une infraction par l'abus de la confiance d'une personne ou par l'abus d'autorité envers celle-ci.

Les règles de preuve et de procédure sont mises à jour.

Des mesures de rechange sont prévues pour les délinquants adultes.

La peine pour manquement à une ordonnance de probation est plus sévère et les conditions que peuvent contenir une ordonnance de probation sont modernisées.

Les nouvelles dispositions d'exécution forcée des amendes exigent des tribunaux qu'ils tiennent compte, avant d'infliger une amende, de la capacité de payer du délinquant. Les autorités fédérales et provinciales sont autorisées à refuser la délivrance de documents — permis ou licences — jusqu'au paiement intégral des amendes. Un recours aux tribunaux civils est prévu pour l'exécution forcée des amendes. L'incarcération est la mesure de dernier ressort pour l'exécution forcée des amendes; la période d'incarcération est déterminée par une formule fondée sur le taux horaire du salaire minimum provincial.

Un nouveau régime de sanction dénommé condamnation avec sursis est institué. Le tribunal peut imposer une peine d'emprisonnement et surseoir à son exécution aux conditions qu'il détermine. L'objectif du sursis d'exécution des peines est la réinsertion du contrevenant dans la collectivité, sous surveillance. Un mécanisme administratif d'exécution forcée est prévu.

Les victimes peuvent présenter des observations aux audiences portant sur la modification des périodes d'interdiction judiciaire de libération conditionnelle en matière de meurtre au premier et au second degré.

Les éléments de la partie XXIII sont présentés dans un ordre différent qui constitue une suite plus logique et qui rend plus facile leur compréhension et leur utilisation.

Les provinces sont habilitées à réglementer les rapports présententiels.

without lawful excuse, being at large before the expiration of a term of imprisonment to which a person has been sentenced.

2. Paragraph 553(c) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of subparagraph (vii), by adding the word "or" at the end of subparagraph (viii) and by adding the following after subparagraph (viii):

(ix) subsection 733.1(1) (failure to comply with probation order).

3. Section 665 of the Act is repealed.

4. The heading before section 668 and sections 668 and 669 of the Act are repealed.

5. (1) The definition "sentence" in section 673 of the Act is replaced by the following:

"sentence" includes

- (a) a declaration made under subsection 199(3),
- (b) an order made under subsection 100(1) or (2), 194(1) or 259(1) or (2), section 261 or 462.37, subsection 491.1(2) or 730(1) or section 737, 738, 739, 742.3 or 745.2, and
- (c) a disposition made under section 731 or 732 or subsection 732.2(3) or (5), 742.4(3) or 742.6(9);

(2) On the coming into force of section 747.1 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, paragraph (b) of the definition "sentence" in section 673 of the *Criminal Code* is replaced by the following:

- (b) an order made under subsection 100(1) or (2), 194(1) or 259(1) or (2), section 261 or 462.37, subsection 491.1(2) or 730(1), section 737, 738,

garde légale ou, sans excuse légitime, de se trouver en liberté avant l'expiration de la période d'emprisonnement à laquelle une personne a été condamnée.

2. L'alinéa 553c) de la même loi est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (viii), de ce qui suit :

(ix) le paragraphe 733.1(1) (défaut de se conformer à une ordonnance de probation).

3. L'article 665 de la même loi est abrogé.

4. L'intertitre précédant l'article 668 et les articles 668 et 669 de la même loi sont abrogés.

5. (1) La définition de « sentence », « peine » ou « condamnation », à l'article 673 de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

« sentence », « peine » ou « condamnation » Y est assimilée :

- a) la déclaration faite en vertu du paragraphe 199(3);
- b) l'ordonnance rendue en vertu des paragraphes 100(1) ou (2), 194(1) ou 259(1) ou (2), des articles 261 ou 462.37, des paragraphes 491.1(2) ou 730(1) ou des articles 737, 738, 739, 742.3 ou 745.2;
- c) la décision prise en vertu des articles 731 ou 732 ou des paragraphes 732.2(3) ou (5), 742.4(3) ou 742.6(9).

(2) À l'entrée en vigueur de l'article 747.1 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, l'alinéa b) de la définition de « sentence », « peine » ou « condamnation », à l'article 673 du *Code criminel*, est remplacé par ce qui suit :

- b) l'ordonnance rendue en vertu des paragraphes 100(1) ou (2), 194(1) ou 259(1) ou (2), des articles 261 ou 462.37, des paragraphes 491.1(2) ou

R.S., c. 27 (1st Suppl.), s. 135

1992, c. 1, s. 58 (Sch. I, item 12); 1993, c. 45, s. 10

"sentence"
« peine »

10

10

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 135

15

1992, ch. 1, art. 58, ann. I, art. 12; 1993, ch. 45, art. 10

20

« sentence »,
« peine » ou
« condamnation »
"sentence"

30

35

40

EXPLANATORY NOTES

Criminal Code

Clause 1: Section 149 reads as follows:

149. (1) A person convicted for an escape committed while undergoing imprisonment shall be sentenced to serve the term of imprisonment to which he is sentenced for the escape either concurrently with the portion of the term of imprisonment that he was serving at the time of his escape that he had not served or, if the court, judge, justice or provincial court judge by whom he is sentenced for the escape so orders, consecutively, and such imprisonment shall be served

- (a) in a penitentiary if the time to be served is two years or more; or
- (b) if the time to be served is less than two years,
 - (i) in a prison, or
 - (ii) notwithstanding section 731, in a penitentiary if the court, judge, justice or provincial court judge by whom he is sentenced for the escape so orders.

(2) For the purposes of subsection (1), section 139 of the *Corrections and Conditional Release Act* applies in determining the term of imprisonment that a person who escapes while undergoing imprisonment was serving at the time of his escape.

(3) For the purposes of subsection (1), "escape" means breaking prison, escaping from lawful custody or, without lawful excuse, being at large before the expiration of a term of imprisonment to which a person has been sentenced.

Clause 2: Subparagraph 553(c)(ix) is new. The relevant portion of section 553 reads as follows:

553. The jurisdiction of a provincial court judge to try an accused is absolute and does not depend on the consent of the accused where the accused is charged in an information

...

- (c) with an offence under

Clause 3: Section 665 reads as follows:

665. (1) Subject to subsections (3) and (4), where an accused or a defendant is convicted of an offence for which a greater punishment may be imposed by reason of previous convictions, no greater punishment shall be imposed on him by reason thereof unless the prosecutor satisfies the court that the accused or defendant, before making his plea, was notified that a greater punishment would be sought by reason thereof.

(2) Where an accused or a defendant is convicted of an offence for which a greater punishment may be imposed by reason of previous convictions, the court shall, on application by the prosecutor and on being satisfied that the accused or defendant was notified in accordance with subsection (1), ask the accused or defendant whether he was previously convicted and, if he does not admit that he was previously convicted, evidence of previous convictions may be adduced.

(3) Where a summary conviction court holds a trial pursuant to subsection 803(2) and convicts the defendant, the court may, whether or not the defendant was notified that a greater punishment would be sought by reason of a previous conviction, make inquiries and hear evidence with respect to previous convictions of the defendant and if any such conviction is proved may impose a greater punishment by reason thereof.

(4) Where, pursuant to section 623, the court proceeds with the trial of a corporation that has not appeared and pleaded and convicts the corpo-

NOTES EXPLICATIVES

Code criminel

Article 1. — Texte de l'article 149 :

149. (1) La personne déclarée coupable d'évasion commise alors qu'elle purgeait une peine d'emprisonnement doit être condamnée à purger concurremment la partie de sa sentence non encore purgée au moment de son évasion et la peine d'emprisonnement à laquelle elle est condamnée pour l'évasion, sauf si le tribunal, le juge, le juge de paix ou le juge de la cour provinciale qui l'a condamnée pour l'évasion ordonne que ces deux peines soient purgées consécutivement :

- a) dans un pénitencier, si le temps à purger est d'au moins deux ans;
- b) si le temps à purger est inférieur à deux ans :
 - (i) soit dans une prison,
 - (ii) soit, nonobstant l'article 731, dans un pénitencier si le tribunal, le juge, le juge de paix ou le magistrat qui l'a condamnée pour l'évasion l'ordonne.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), l'article 139 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* s'applique pour déterminer la peine d'emprisonnement que purgeait une personne au moment de son évasion.

(3) Pour l'application du paragraphe (1), « évasion » désigne le bris de prison, le fait d'échapper à la garde légale ou, sans excuse légitime, de se trouver en liberté avant l'expiration de la période d'emprisonnement à laquelle une personne a été condamnée.

Article 2. — Le sous-alinéa 553(c)(ix) est nouveau. Texte des passages introductif et visé de l'article 553 :

553. La compétence d'un juge de la cour provinciale pour juger un prévenu est absolue et ne dépend pas du consentement du prévenu, lorsque celui-ci est inculpé, dans une dénonciation :

...

- c) soit d'une infraction prévue par :

Article 3. — Texte de l'article 665 :

665. (1) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), lorsqu'un accusé ou un défendeur est déclaré coupable d'une infraction pour laquelle une peine plus sévère peut être infligée du fait de condamnations antérieures, aucune peine plus sévère ne peut lui être infligée de ce fait à moins que le poursuivant ne convainque le tribunal que l'accusé ou le défendeur, avant d'enregistrer son plaidoyer, a reçu avis qu'une peine plus sévère serait demandée de ce fait.

(2) Lorsqu'un accusé ou un défendeur est déclaré coupable d'une infraction pour laquelle une peine plus sévère peut être infligée en raison de condamnations antérieures, le tribunal, à la demande du poursuivant et lorsqu'il est convaincu que l'accusé ou le défendeur a reçu l'avis prévu au paragraphe (1), demande à l'accusé ou au défendeur s'il a été condamné antérieurement et, s'il n'admet pas avoir été condamné antérieurement, une preuve de ces condamnations antérieures peut être présentée.

(3) Une cour des poursuites sommaires qui tient un procès en conformité avec le paragraphe 803(2) et qui déclare le défendeur coupable peut faire des enquêtes et entendre des témoignages au sujet des condamnations antérieures, que le défendeur ait ou non reçu avis qu'une peine plus sévère serait demandée de ce fait et, dans le cas où une telle condamnation est prouvée, elle peut infliger une peine plus sévère de ce fait.

739, 742.3 or 745.2 or subsection 747.1(1), and

730(1), des articles 737, 738, 739, 742.3 ou 745.2 ou du paragraphe 747.1(1);

R.S., c. 27 (1st Suppl.), ss. 154 to 165, 203; c. 24 (2nd Suppl.), ss. 46, 47; c. 1 (4th Suppl.), s. 18 (Sch. I, items 20(F) to 25(F)); c. 23 (4th Suppl.), ss. 6, 7; 1990, c. 17, s. 14; 1992, c. 1, s. 60 (Sch. I, item 39(F)), c. 11, ss. 14 to 16, c. 20, ss. 200 to 203, 228, c. 22, s. 12, c. 51, s. 39

6. Part XXIII of the Act is replaced by the following:

6. La partie XXIII de la même loi est remplacée par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 154 à 165, 203; ch. 24 (2^e suppl.), art. 46, 47; ch. 1 (4^e suppl.), art. 18, ann. I, art. 20(F) à 25(F); ch. 23 (4^e suppl.), art. 6, 7; 1990, ch. 17, art. 14; 1992, ch. 1, art. 60, ann. I, art. 39(F); ch. 11, art. 14 à 16, ch. 20, art. 200 à 203, 228, ch. 22, art. 12, ch. 51, art. 39

PART XXIII

SENTENCING

Interpretation

Definitions

“accused”
« accusé »
“alternative measures”
« mesures de rechange »

“court”
« tribunal »

“fine”
« amende »

716. In this Part,
“accused” includes a defendant;
“alternative measures” means measures other than judicial proceedings under this Act used to deal with a person who is eighteen years of age or over and alleged to have committed an offence;
“court” means
(a) a superior court of criminal jurisdiction,
(b) a court of criminal jurisdiction,
(c) a justice or provincial court judge acting as a summary conviction court under Part XXVII, or
(d) a court that hears an appeal;
“fine” includes a pecuniary penalty or other sum of money, but does not include restitution.

PARTIE XXIII

DÉTERMINATION DE LA PEINE

Définitions

716. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.
« accusé » Est assimilé à l'accusé le défendeur.
« amende » Peine pécuniaire ou autre somme d'argent, à l'exclusion du dédommagement.
« mandat d'incarcération » Est assimilé au mandat d'incarcération le mandat de dépôt.
« mesures de rechange » Mesures prises à l'endroit d'une personne de dix-huit ans et plus à qui une infraction est imputée plutôt que le recours aux procédures judiciaires prévues par la présente loi.
« tribunal »
a) Une cour supérieure de juridiction criminelle;
b) une cour de juridiction criminelle;
c) un juge de paix ou un juge d'une cour provinciale agissant à titre de cour des poursuites sommaires en vertu de la partie XXVII;

Définitions

« accusé »
“accused”

« amende »
“fine”

« mandat d'incarcération »
French version only

« mesures de rechange »
“alternative measures”

« tribunal »
“court”

ration, the court may, whether or not the corporation was notified that a greater punishment would be sought by reason of a previous conviction, make inquiries and hear evidence with respect to previous convictions of the corporation and if any such conviction is proved may impose a greater punishment by reason thereof.

(5) This section does not apply to a person referred to in paragraph 742(a.1).

Clause 4: The heading before section 668 and sections 668 and 669 read as follows:

Sentence

668. Where a jury finds an accused guilty, or where an accused pleads guilty, the judge presiding at the trial shall ask the accused whether he has anything to say before sentence is passed on him, but an omission to comply with this section does not affect the validity of the proceedings.

669. Where one sentence is passed on a verdict of guilty on two or more counts of an indictment, the sentence is good if any of the counts would have justified the sentence.

Clause 5: The definition "sentence" in section 673 reads as follows:

"sentence" includes

- (a) declaration made under subsection 199(3),
- (b) an order made under subsection 100(1) or (2), section 161, subsection 194(1) or 259(1) or (2), section 261 or 462.37, subsection 491.1(2), section 725, 726 or 727.9, subsection 736(1) or 736.11(1) or section 744, and
- (c) a disposition made under subsection 737(1) or 738(3) or (4);

Clause 6: Part XXIII reads as follows:

PART XXIII

PUNISHMENTS, FINES, FORFEITURES, COSTS AND
RESTITUTION OF PROPERTY

Punishment Generally

716. In this Part,

"accused" includes a defendant;

"court" means

- (a) a superior court of criminal jurisdiction,
- (b) a court of criminal jurisdiction,
- (c) a justice or provincial court judge acting as a summary conviction court under Part XXVII, or
- (d) a court that hears an appeal.

717. (1) Where an enactment prescribes different degrees or kinds of punishment in respect of an offence, the punishment to be imposed is, subject to the limitations prescribed in the enactment, in the discretion of the court that convicts a person who commits the offence.

(4) Lorsque, en conformité avec l'article 623, le tribunal procède au procès d'une personne morale accusée qui n'a pas comparu ni enregistré de plaider, le tribunal peut faire des enquêtes et entendre des preuves au sujet des condamnations antérieures, que l'accusée ait ou non reçu avis qu'une peine plus sévère serait demandée de ce fait et, dans le cas où une telle condamnation est prouvée, il peut infliger une peine plus sévère de ce fait.

(5) Le présent article ne s'applique pas à une personne visée à l'alinéa 742a.1).

Article 4. — Texte de l'intertitre qui précède l'article 668 et des articles 668 et 669 :

Sentence

668. Lorsqu'un jury déclare un accusé coupable, ou lorsqu'un accusé s'avoue coupable, le juge qui préside au procès lui demande s'il a quelque chose à dire avant de recevoir sa sentence, mais une omission de se conformer au présent article n'atteint pas la validité des procédures.

669. Lorsqu'une seule sentence est prononcée à la suite d'un verdict de culpabilité sur deux ou plusieurs chefs contenus dans un acte d'accusation, la sentence est valable si l'un des chefs l'eût justifiée.

Article 5. — Texte de la définition de « sentence », « peine » ou « condamnation » à l'article 673 :

« sentence », « peine » ou « condamnation » Y sont assimilées :

- a) les déclarations faites en vertu du paragraphe 199(3);
- b) les ordonnances rendues en vertu des paragraphes 100(1) ou (2), de l'article 161, des paragraphes 194(1) ou 259(1) ou (2), des articles 261 ou 462.37, du paragraphe 491.1(2), des articles 725, 726 ou 727.9, du paragraphe 736(1) ou de l'article 744;
- c) les décisions prises en vertu des paragraphes 737(1) ou 738(3) ou (4).

Article 6. — Texte de la partie XXIII :

PARTIE XXIII

PEINES, AMENDES, CONFISCATIONS, FRAIS ET
RESTITUTION DE BIENS

Peines en général

716. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

« accusé » Est assimilé à l'accusé le défendeur.

« tribunal »

- a) Une cour supérieure de juridiction criminelle;
- b) une cour de juridiction criminelle;
- c) un juge de paix ou un juge d'une cour provinciale agissant à titre de cour des poursuites sommaires en vertu de la partie XXVII;
- d) un tribunal qui entend un appel.

717. (1) Lorsqu'une disposition prescrit différents degrés ou genres de peine à l'égard d'une infraction, la punition à imposer est, sous réserve des restrictions contenues dans la disposition, à la discrétion du tribunal qui condamne l'auteur de l'infraction.

When alternative measures may be used

Alternative Measures

717. (1) Alternative measures may be used to deal with a person alleged to have committed an offence only if it is not inconsistent with the protection of society and the following conditions are met:

- (a) the measures are part of a program of alternative measures authorized by the Attorney General or the Attorney General's delegate or authorized by a person, or a person within a class of persons, designated by the Lieutenant Governor in Council of a province;
- (b) the person who is considering whether to use the measures is satisfied that they would be appropriate, having regard to the needs of the person alleged to have committed the offence and the interests of society and of the victim;
- (c) the person, having been informed of the alternative measures, fully and freely consents to participate therein;
- (d) the person has, before consenting to participate in the alternative measures, been advised of the right to be represented by counsel;
- (e) the person accepts responsibility for the act or omission that forms the basis of the offence that the person is alleged to have committed;
- (f) there is, in the opinion of the Attorney General or the Attorney General's agent, sufficient evidence to proceed with the prosecution of the offence; and
- (g) the prosecution of the offence is not in any way barred at law.

Restriction on use

(2) Alternative measures shall not be used to deal with a person alleged to have committed an offence if the person

- (a) denies participation or involvement in the commission of the offence; or
- (b) expresses the wish to have any charge against the person dealt with by the court.

d) un tribunal qui entend un appel.

Mesures de rechange

717. (1) Compte tenu de l'intérêt de la société, le recours à des mesures de rechange à l'endroit d'une personne à qui une infraction est imputée plutôt qu'aux procédures judiciaires prévues par la présente loi peut se faire si les conditions suivantes sont réunies :

- a) ces mesures font partie d'un programme de mesures de rechange autorisé soit par le procureur général ou son délégué, soit par une personne appartenant à une catégorie de personnes désignée par le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province;
- b) la personne qui envisage de recourir à ces mesures est convaincue qu'elles sont appropriées, compte tenu des besoins du suspect et de l'intérêt de la société et de la victime;
- c) le suspect, informé des mesures de rechange, a librement manifesté sa ferme volonté de collaborer à leur mise en œuvre;
- d) le suspect, avant de manifester sa volonté de collaborer à leur mise en œuvre, a été avisé de son droit aux services d'un avocat;
- e) le suspect se reconnaît responsable de l'acte ou de l'omission à l'origine de l'infraction qui lui est imputée;
- f) le procureur général ou son représentant estiment qu'il y a des preuves suffisantes justifiant des poursuites relatives à l'infraction;
- g) aucune règle de droit ne fait obstacle à la mise en œuvre de poursuites relatives à l'infraction.

Application

5

5

10

15

20

25

30

35

(2) Le suspect ne peut faire l'objet de mesures de rechange dans les cas suivants :

- a) il a nié toute participation à la perpétration de l'infraction;
- b) il a manifesté le désir de voir déférer au tribunal toute accusation portée contre lui.

Restrictions

40

40

(2) Where an enactment prescribes a punishment in respect of an offence, the punishment to be imposed is, subject to the limitations prescribed in the enactment, in the discretion of the court that convicts a person who commits the offence, but no punishment is a minimum punishment unless it is declared to be a minimum punishment.

(3) Where an accused is convicted of an offence punishable with both fine and imprisonment and a term of imprisonment in default of payment of the fine is not specified in the enactment that prescribed the punishment to be imposed, the imprisonment that may be imposed in default of payment shall not exceed the term of imprisonment that is prescribed in respect of the offence.

(4) Where an accused

(a) is convicted while under sentence for an offence, and a term of imprisonment, whether in default of payment of a fine or otherwise, is imposed,

(b) is convicted of an offence punishable with both fine and imprisonment, and both are imposed with a direction that, in default of payment of the fine, the accused shall be imprisoned for a term certain, or

(c) is convicted of more offences than one before the same court at the same sittings, and

(i) more than one fine is imposed with a direction in respect of each of them that, in default of payment thereof, the accused shall be imprisoned for a term certain,

(ii) terms of imprisonment for the respective offences are imposed, or

(iii) a term of imprisonment is imposed in respect of one offence and a fine is imposed in respect of another offence with a direction that, in default of payment, the accused shall be imprisoned for a term certain,

the court that convicts the accused may direct that the terms of imprisonment shall be served one after the other.

718. (1) An accused who is convicted of an indictable offence punishable with imprisonment for five years or less may be fined in addition to or in lieu of any other punishment that is authorized, but an accused shall not be fined in lieu of imprisonment where the offence of which he is convicted is punishable by a minimum term of imprisonment.

(2) An accused who is convicted of an indictable offence punishable with imprisonment for more than five years may be fined in addition to, but not in lieu of, any other punishment that is authorized.

(3) Where a fine is imposed under this section, a term of imprisonment may be imposed in default of payment of the fine, but no such term shall exceed

(a) two years, where the term of imprisonment that may be imposed for the offence is less than five years, or

(b) five years, where the term of imprisonment that may be imposed for the offence is five years or more.

(4) Subject to this section, where an accused is convicted of an offence and is fined, the court that convicts the accused may direct that the fine

(a) be paid forthwith; or

(b) be paid at such time and on such terms as the court may fix.

(5) Where a court imposes a fine, the court shall not, at the time the sentence is imposed, direct that the fine be paid forthwith, unless

(a) the court is satisfied that the convicted person is possessed of sufficient means to enable him to pay the fine forthwith;

(2) Lorsqu'une disposition prescrit une peine à l'égard d'une infraction, la peine à imposer est, sous réserve des restrictions contenues dans la disposition, à la discrétion du tribunal qui condamne l'auteur de l'infraction, mais nulle peine n'est une peine minimale à moins qu'elle ne soit déclarée telle.

(3) Lorsqu'un accusé est déclaré coupable d'une infraction punissable à la fois d'une amende et d'un emprisonnement et qu'une période d'emprisonnement à défaut du paiement de l'amende n'est pas spécifiée dans la disposition qui prescrit la peine à imposer, l'emprisonnement pouvant être imposé à défaut du paiement ne peut dépasser l'emprisonnement prescrit à l'égard de l'infraction.

(4) Si un accusé, selon le cas :

a) est déclaré coupable alors qu'il est sous le coup d'une sentence pour infraction et si une période d'emprisonnement, soit à défaut du paiement d'une amende, soit autrement, est imposée;

b) est déclaré coupable d'une infraction punissable à la fois d'une amende et d'un emprisonnement et si les deux sont imposés avec stipulation que, faute de paiement de l'amende, il doit être emprisonné pour une période déterminée;

c) est déclaré coupable de plus d'une infraction devant le même tribunal pendant la même session, et si, selon le cas :

(i) plus d'une amende est imposée avec stipulation, à l'égard de chacune d'elles, que, faute de paiement de l'amende, il doit être emprisonné pour une période déterminée,

(ii) des périodes d'emprisonnement sont imposées pour les infractions respectives,

(iii) une période d'emprisonnement est imposée à l'égard d'une infraction et une amende imposée à l'égard d'une autre infraction avec stipulation que, faute de paiement, l'accusé doit être emprisonné pour une période déterminée,

le tribunal qui condamne l'accusé peut ordonner que les périodes d'emprisonnement soient purgées l'une après l'autre.

718. (1) Un accusé déclaré coupable d'un acte criminel punissable d'un emprisonnement de cinq ans ou moins peut être condamné à une amende en sus ou au lieu de toute autre peine autorisée, mais un accusé ne peut être condamné à une amende au lieu d'un emprisonnement lorsque l'infraction dont il est déclaré coupable est punissable d'une période minimale d'emprisonnement.

(2) Un accusé déclaré coupable d'un acte criminel punissable d'un emprisonnement de plus de cinq ans peut être condamné à une amende en sus, mais non au lieu, de toute autre peine autorisée.

(3) Lorsqu'une amende est imposée aux termes du présent article, une période d'emprisonnement peut être imposée à défaut du paiement de l'amende, mais aucune semblable période ne peut dépasser :

a) deux ans, si l'emprisonnement qui peut être imposé pour l'infraction est de moins de cinq ans;

b) cinq ans, si l'emprisonnement qui peut être imposé pour l'infraction est de cinq ans ou plus.

(4) Sous réserve des autres dispositions du présent article, lorsqu'un accusé est déclaré coupable d'une infraction et condamné à une amende, le tribunal qui le déclare coupable peut ordonner que l'amende soit versée :

a) ou bien sur-le-champ;

b) ou bien à l'époque et aux conditions que le tribunal peut fixer.

Admissions not
admissible in
evidence

(3) No admission, confession or statement accepting responsibility for a given act or omission made by a person alleged to have committed an offence as a condition of the person being dealt with by alternative measures is admissible in evidence against that person in any civil or criminal proceedings.

(3) Les aveux de culpabilité ou les déclarations par lesquels le suspect se reconnaît responsable d'un acte ou d'une omission déterminés ne sont pas, lorsqu'il les a faits pour pouvoir bénéficier de mesures de rechange, admissibles en preuve dans les actions civiles ou les poursuites pénales dirigées contre lui.

Non-admissibilité des aveux

No bar to proceedings

(4) The use of alternative measures in respect of a person alleged to have committed an offence is not a bar to proceedings against the person under this Act, but, if a charge is laid against that person in respect of that offence,

(4) Le recours aux mesures de rechange à l'endroit d'une personne à qui une infraction est imputée n'empêche pas la mise en oeuvre de poursuites dans le cadre de la présente loi; toutefois, dans le cas où une accusation est portée contre elle pour cette infraction et lorsque le tribunal est convaincu, selon la prépondérance des probabilités, que cette personne :

Possibilité de mesures de rechange et poursuites

(a) where the court is satisfied on a balance of probabilities that the person has totally complied with the terms and conditions of the alternative measures, the court shall dismiss the charge; and

a) a entièrement accompli les modalités des mesures de rechange, il rejette l'accusation;

(b) where the court is satisfied on a balance of probabilities that the person has partially complied with the terms and conditions of the alternative measures, the court may dismiss the charge if, in the opinion of the court, the prosecution of the charge would be unfair, having regard to the circumstances and that person's performance with respect to the alternative measures.

b) a partiellement accompli les modalités des mesures de rechange, il peut, s'il estime que la poursuite est injuste eu égard aux circonstances, rejeter l'accusation; le tribunal peut, avant de rendre une décision, tenir compte du comportement de cette personne dans l'application des mesures de rechange.

Laying of information, etc.

(5) Subject to subsection (4), nothing in this section shall be construed as preventing any person from laying an information, obtaining the issue or confirmation of any process, or proceeding with the prosecution of any offence, in accordance with law.

(5) Sous réserve du paragraphe (4), le présent article n'a pas pour effet d'empêcher quiconque de faire une dénonciation, d'obtenir un acte judiciaire ou la confirmation d'un tel acte ou de continuer des poursuites, conformément à la loi.

Dénonciation

Records of persons dealt with

717.1 Sections 717.2 to 717.4 apply only in respect of persons who have been dealt with by alternative measures, regardless of the degree of their compliance with the terms and conditions of the alternative measures.

717.1 Les articles 717.2 à 717.4 ne s'appliquent qu'aux personnes qui ont fait l'objet de mesures de rechange, peu importe qu'elles observent ou non les modalités de ces mesures.

Dossier des suspects

Police records

717.2 (1) A record relating to any offence alleged to have been committed by a person, including the original or a copy of any fingerprints or photographs of the person, may be kept by any police force responsible for, or participating in, the investigation of the offence.

717.2 (1) Le dossier relatif à une infraction imputée à une personne et comportant, notamment, l'original ou une reproduction des empreintes digitales ou de toute photographie de la personne peut être tenu par le corps de police qui a mené l'enquête à ce sujet ou qui a participé à cette enquête.

Dossier de police

(b) on being asked by the court whether he desires time for payment, or for discharging the fine in accordance with section 718.1, where a program has been established for that purpose, the convicted person does not request that time; or

(c) for any other special reason, the court deems it expedient that no time should be allowed.

(6) The court, in considering whether time should be allowed for payment of a fine and, if so, for what period, shall consider any representation made by the accused but any time allowed shall be not less than fourteen clear days from the date sentence is imposed.

(7) Where time has been allowed for payment of a fine, the court shall not issue a warrant of committal in default of payment of the fine until the expiration of the time allowed for payment.

(8) Where no time has been allowed for payment of a fine and a warrant committing the accused to prison for default of payment of the fine is issued, the court shall state in the warrant the reason for immediate committal.

(9) Notwithstanding subsection (7), where, before the expiration of the time allowed for payment, the accused appears before a court and signifies in writing that he prefers to be committed immediately rather than to await the expiration of the time allowed, the court may forthwith issue a warrant committing the accused to prison.

(10) Where a person who has been allowed time for payment of a fine appears to the court to be not less than sixteen nor more than twenty-one years of age, the court shall, before issuing a warrant committing the person to prison for default of payment of the fine, obtain and consider a report concerning the conduct and means to pay of the accused.

(11) Where time has been allowed for payment under subsection (4), the court that imposed the sentence may, on an application by or on behalf of the accused, allow further time for payment, subject to any rules made by the court under section 482.

(12) In this section, "fine" includes a pecuniary penalty or other sum of money.

718.1 (1) An offender, other than a corporation, against whom a fine is imposed in respect of an offence may, whether or not the offender is serving a term of imprisonment imposed in default of payment of the fine, discharge the fine in whole or in part by earning credits for work performed during a period not greater than two years in a program established for that purpose by the Lieutenant Governor in Council

(a) of the province in which the fine was imposed; or

(b) of the province in which the offender resides, where an appropriate agreement is in effect between the government of that province and the government of the province in which the fine was imposed.

(2) A program referred to in subsection (1) shall determine the rate at which credits are earned and may provide for the manner of crediting any amounts earned against the fine and any other matters necessary for or incidental to carrying out the program.

(3) Credits earned for work performed as provided by subsection (1) shall, for the purposes of this Act, be deemed to be payment in respect of a fine.

(4) Where, by virtue of section 723, the proceeds of a fine belong to Her Majesty in right of Canada, an offender may discharge the fine in whole or in part in a fine option program of a province pursuant to subsection (1), where an appropriate agreement is in effect between the government of the province and the Government of Canada.

(5) Lorsqu'un tribunal impose une amende, il ne peut, au moment où la sentence est imposée, ordonner le paiement immédiat de l'amende, sauf dans les cas suivants :

a) il est convaincu que la personne condamnée dispose de moyens suffisants pour lui permettre de payer l'amende sur-le-champ;

b) lorsqu'il demande à la personne condamnée si elle désire un délai pour payer l'amende ou pour purger sa peine en conformité avec l'article 718.1, dans le cas où un programme a été établi à cette fin, cette dernière ne demande pas de délai;

c) il estime opportun, pour tout autre motif spécial, de n'accorder aucun délai.

(6) Lorsqu'il examine l'opportunité d'accorder un délai de paiement et, le cas échéant, la durée de ce délai, le tribunal étudie toute représentation faite par l'accusé, mais un délai accordé doit être d'au moins quatorze jours francs à compter de la date d'imposition de la sentence.

(7) Lorsqu'un délai de paiement a été accordé, le tribunal ne peut émettre un mandat d'incarcération à défaut du paiement de l'amende, avant l'expiration du délai accordé pour le paiement.

(8) Si aucun délai de paiement n'a été accordé et qu'un mandat ordonnant l'incarcération de l'accusé à défaut du paiement d'une amende est émis, le tribunal énonce dans le mandat le motif de l'incarcération immédiate.

(9) Nonobstant le paragraphe (7), lorsque, avant l'expiration du délai accordé pour le paiement, l'accusé comparait devant un tribunal et signifie par écrit qu'il préfère être incarcéré immédiatement plutôt qu'attendre l'expiration du délai accordé, le tribunal peut sur-le-champ émettre un mandat envoyant l'accusé en prison.

(10) Quand il apparaît au tribunal qu'une personne qui s'est vu accorder un délai de paiement est âgée d'au moins seize ans et d'au plus vingt et un ans, le tribunal obtient et étudie, avant d'émettre un mandat ordonnant l'incarcération de cette personne à défaut du paiement de l'amende, un rapport sur la conduite et la capacité de paiement de l'accusé.

(11) Lorsqu'un délai de paiement a été accordé sous le régime du paragraphe (4), le tribunal qui a imposé la sentence peut, sur demande faite par l'accusé ou en son nom, accorder un délai supplémentaire de paiement, sous réserve de toute règle établie par le tribunal aux termes de l'article 482.

(12) Au présent article, « amende » désigne toute peine pécuniaire ou autre somme d'argent.

718.1 (1) Le contrevenant, autre qu'une personne morale, qui est condamné au paiement d'une amende, qu'il purge ou non une peine d'emprisonnement pour défaut ou refus de payer l'amende, peut la payer en totalité ou en partie en accumulant des crédits découlant du travail effectué au cours d'une période maximale de deux ans en conformité avec les modalités d'un programme établi à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil :

a) soit de la province où l'amende a été imposée;

b) soit de la province de résidence du contrevenant lorsqu'une entente est en vigueur entre le gouvernement de celle-ci et celui de la province où la peine a été imposée.

(2) Le programme visé au paragraphe (1) doit prévoir le taux auquel les crédits sont accumulés et peut prévoir la façon de créditer les montants gagnés au paiement de l'amende et toute autre chose nécessaire ou accessoire à son bon fonctionnement.

(3) Les crédits visés au paragraphe (1) sont, pour l'application de la présente loi, réputés constituer un paiement de l'amende.

Disclosure by peace officer	(2) A peace officer may disclose to any person any information in a record kept pursuant to this section that it is necessary to disclose in the conduct of the investigation of an offence.	(2) Un agent de la paix peut communiquer à toute personne les renseignements contenus dans un dossier tenu en application du présent article dont la communication s'inflige pour la conduite d'une enquête relative à une infraction.	Communication par un agent de la paix
Idem	(3) A peace officer may disclose to an insurance company any information in a record kept pursuant to this section for the purpose of investigating any claim arising out of an offence committed or alleged to have been committed by the person to whom the record relates.	(3) Un agent de la paix peut communiquer à une société d'assurances les renseignements contenus dans un dossier tenu en application du présent article pour l'investigation d'une réclamation découlant d'une infraction commise par la personne visée par le dossier ou qui est imputée à celle-ci.	Communication à une société d'assurances
Government records	<p>717.3 (1) A department or agency of any government in Canada may keep records containing information obtained by the department or agency</p> <p>(a) for the purposes of an investigation of an offence alleged to have been committed by a person;</p> <p>(b) for use in proceedings against a person under this Act; or</p> <p>(c) as a result of the use of alternative measures to deal with a person.</p>	<p>717.3 (1) Tout ministère ou organisme public canadien peut conserver en sa possession le dossier des éléments d'information :</p> <p>a) aux fins d'enquête sur une infraction imputée à une personne;</p> <p>b) aux fins d'utilisation dans le cadre des poursuites intentées contre une personne sous le régime de la présente loi;</p> <p>c) à la suite de l'utilisation de mesures de rechange à l'endroit d'une personne.</p>	Dossiers gouvernementaux
Private records	(2) Any person or organization may keep records containing information obtained by the person or organization as a result of the use of alternative measures to deal with a person alleged to have committed an offence.	(2) Toute personne ou tout organisme peut conserver les dossiers contenant des éléments d'information qui sont en sa possession à la suite de la mise en oeuvre de mesures de rechange à l'endroit d'une personne à laquelle une infraction est imputée.	Dossiers privés
Disclosure of records	<p>717.4 (1) Any record that is kept pursuant to section 717.2 or 717.3 may be made available to</p> <p>(a) any judge or court for any purpose relating to proceedings relating to offences committed or alleged to have been committed by the person to whom the record relates;</p> <p>(b) any peace officer</p> <p>(i) for the purpose of investigating any offence that the person is suspected on reasonable grounds of having committed, or in respect of which the person has been arrested or charged, or</p> <p>(ii) for any purpose related to the administration of the case to which the record relates;</p>	<p>717.4 (1) Les personnes suivantes ont accès à tout dossier tenu en application des articles 717.2 ou 717.3 :</p> <p>a) tout juge ou tribunal pour des fins liées à des poursuites relatives à des infractions commises par la personne visée par le dossier ou qui lui sont imputées;</p> <p>b) un agent de la paix :</p> <p>(i) dans le cadre d'une enquête portant sur une infraction que l'on soupçonne, pour des motifs raisonnables, avoir été commise, ou relativement à laquelle la personne a été arrêtée ou inculpée,</p> <p>(ii) à des fins liées à l'administration de l'affaire visée par le dossier;</p>	Accès au dossier

719. Notwithstanding section 718, a corporation that is convicted of an offence is liable, in lieu of any imprisonment that is prescribed as punishment for that offence, to be fined in an amount, except where otherwise provided by law,

(a) that is in the discretion of the court, where the offence is an indictable offence; or

(b) not exceeding twenty-five thousand dollars, where the offence is a summary conviction offence.

720. Where a fine that is imposed on a corporation is not paid forthwith, the prosecutor may, by filing the conviction, enter as a judgment the amount of the fine and costs, if any, in the superior court of the province in which the trial was held, and that judgment is enforceable against the corporation in the same manner as if it were a judgment rendered against the corporation in that court in civil proceedings.

721. (1) A sentence commences when it is imposed, except where a relevant enactment otherwise provides.

(2) Any time during which a convicted person is lawfully at large on interim release granted pursuant to any provision of this Act does not count as part of any term of imprisonment imposed pursuant to his conviction.

(3) In determining the sentence to be imposed on a person convicted of an offence, a justice, magistrate or judge may take into account any time spent in custody by the person as a result of the offence.

(4) Notwithstanding subsection (1), a term of imprisonment, whether imposed by a trial court or the court appealed to, commences or shall be deemed to be resumed, as the case requires, on the day on which the convicted person is arrested and taken into custody under the sentence.

(5) Notwithstanding subsection (1), where the sentence that is imposed is a fine with a term of imprisonment in default of payment, no time prior to the day of execution of the warrant of committal counts as part of the term of imprisonment.

(6) An application for leave to appeal is an appeal for the purposes of this section. R.S., c. C-34, s. 649; R.S., c. 2(2nd Supp.), s. 13.

722. (1) Where a term of imprisonment is imposed in default of payment of a penalty, the term shall, on payment of a part of the penalty, whether the payment was made before or after the issue of a warrant of committal, be reduced by the number of days that bears the same proportion to the number of days in the term as the part paid bears to the total penalty.

(2) No amount offered in part payment of a penalty shall be accepted unless it is sufficient to secure reduction of sentence of one day, or a multiple thereof, and where a warrant of committal has been issued, no part payment shall be accepted until any fee that is payable in respect of the warrant or its execution has been paid.

(3) Payment may be made under this section to the person who has lawful custody of the prisoner or to such other person as the Attorney General directs.

(4) A payment under this section shall, unless the order imposing the penalty otherwise provides, be applied to the payment in full of costs and charges, and thereafter to payment in full of compensation or damages that are included in the penalty, and finally to payment in full of any part of the penalty that remains unpaid.

(5) In this section, "penalty" means all the sums of money, including fines, in default of payment of which a term of imprisonment is imposed and includes the costs and charges of committing the defaulter and of conveying him to prison.

(4) Lorsque, en vertu de l'article 723, le montant d'une amende appartient à Sa Majesté du chef du Canada, un contrevenant peut payer l'amende en tout ou en partie à l'intérieur d'un programme provincial visé au paragraphe (1), si une entente à cette fin entre le gouvernement de la province et celui du Canada est en vigueur.

719. Nonobstant l'article 718 et sauf disposition contraire de la loi, une personne morale déclarée coupable d'une infraction est passible, au lieu de toute peine d'emprisonnement prévue pour cette infraction :

a) d'une amende dont le montant est laissé à la discrétion du tribunal si l'infraction est un acte criminel;

b) d'une amende maximale de vingt-cinq mille dollars, si l'infraction est punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

720. Lorsqu'une amende imposée à une personne morale n'est pas payée sur-le-champ, le poursuivant peut, en déposant la déclaration de culpabilité, faire inscrire comme jugement le montant de l'amende et des frais, s'il en est, à la cour supérieure de la province où le procès a eu lieu, et ce jugement est exécutoire contre la personne morale de la même manière que s'il était un jugement rendu contre la personne morale, devant ce tribunal, dans des procédures civiles.

721. (1) Une sentence commence au moment où elle est imposée, sauf lorsqu'un texte législatif pertinent y pourvoit de façon différente.

(2) Toute période pendant laquelle une personne déclarée coupable est légalement en liberté sur mise en liberté provisoire accordée en application d'une disposition de la présente loi ne compte pas comme partie d'une période d'emprisonnement imposée en conformité avec sa déclaration de culpabilité.

(3) Pour fixer la sentence à imposer à une personne déclarée coupable d'une infraction, un juge de paix, juge de la cour provinciale ou juge peut tenir compte de toute période que la personne a passée sous garde par suite de l'infraction.

(4) Nonobstant le paragraphe (1), une période d'emprisonnement, imposée par un tribunal de première instance ou par le tribunal saisi d'un appel, commence à courir ou est censée reprise, selon le cas, à la date où la personne déclarée coupable est arrêtée et mise sous garde aux termes de la sentence.

(5) Nonobstant le paragraphe (1), lorsque la sentence imposée est une amende avec un emprisonnement à défaut de paiement, aucune période antérieure à la date de l'exécution du mandat d'incarcération ne compte comme partie de la période d'emprisonnement.

(6) Une demande d'autorisation d'appel constitue un appel pour l'application du présent article.

722. (1) Lorsqu'un emprisonnement est imposé à défaut de paiement d'une peine, il est réduit, sur paiement d'une partie de la peine, que le paiement ait été fait avant ou après l'émission d'un mandat d'incarcération, du nombre de jours ayant le même rapport avec la durée de l'emprisonnement qu'entre le paiement partiel et la peine globale.

(2) Aucun montant offert en paiement partiel d'une peine ne peut être accepté, à moins qu'il ne soit suffisant pour assurer une réduction de sentence d'un jour ou d'un multiple d'un jour, et lorsqu'un mandat de dépôt a été émis, aucun paiement partiel ne peut être accepté tant que l'honoraire exigible pour le mandat ou son exécution n'a pas été acquitté.

(3) Un paiement peut être fait en vertu du présent article à la personne qui a la garde légale du prisonnier ou à toute autre personne que désigne le procureur général.

(4) Un paiement prévu par le présent article est affecté, à moins que l'ordonnance imposant la peine ne dispose autrement, au paiement inté-

Subsequent disclosure	<p>(c) any member of a department or agency of a government in Canada, or any agent thereof, that is</p> <p>(i) engaged in the administration of alternative measures in respect of the person, or</p> <p>(ii) preparing a report in respect of the person pursuant to this Act; or</p> <p>(d) any other person who is deemed, or any person within a class of persons that is deemed, by a judge of a court to have a valid interest in the record, to the extent directed by the judge, if the judge is satisfied that the disclosure is</p> <p>(i) desirable in the public interest for research or statistical purposes, or</p> <p>(ii) desirable in the interest of the proper administration of justice.</p>	<p>c) tout membre du personnel ou mandataire d'un ministère ou d'un organisme public canadien chargé :</p> <p>(i) de l'administration de mesures de rechange concernant la personne,</p> <p>(ii) de la préparation d'un rapport concernant la personne en application de la présente loi;</p> <p>d) toute autre personne, ou personne faisant partie d'une catégorie de personnes, que le juge d'un tribunal estime avoir un intérêt valable dans le dossier selon la mesure qu'il autorise s'il est convaincu que la communication est :</p> <p>(i) souhaitable, dans l'intérêt public, aux fins de recherche ou d'établissement de statistiques,</p> <p>(ii) souhaitable dans l'intérêt de la bonne administration de la justice.</p>
Information, copies	<p>(2) Where a record is made available for inspection to any person under subparagraph (1)(d)(i), that person may subsequently disclose information contained in the record, but may not disclose the information in any form that would reasonably be expected to identify the person to whom it relates.</p> <p>(3) Any person to whom a record is authorized to be made available under this section may be given any information contained in the record and may be given a copy of any part of the record.</p>	<p>(2) La personne qui, aux termes du sous-alinéa (1)d(i), a accès à un dossier peut postérieurement communiquer les renseignements qui y sont contenus; toutefois cette communication ne peut se faire d'une manière qui permettrait normalement d'identifier la personne en cause.</p> <p>(3) Les personnes à qui l'accès à un dossier peut, en application du présent article, être accordé peuvent obtenir tous renseignements contenus dans le dossier ou tout extrait de celui-ci.</p>
Evidence	<p>(4) Nothing in this section authorizes the introduction into evidence of any part of a record that would not otherwise be admissible in evidence.</p>	<p>(4) Le présent article n'autorise pas la production en preuve des pièces d'un dossier qui, autrement, ne seraient pas admissibles en preuve.</p>
Idem	<p>(5) A record kept pursuant to section 717.2 or 717.3 may not be introduced into evidence more than two years after the end of the period for which the person agreed to participate in the alternative measures.</p>	<p>(5) Tout dossier tenu en application des articles 717.2 ou 717.3 ne peut être produit en preuve après l'expiration d'une période de deux ans suivant la fin de la période d'application des mesures de rechange.</p>
Purpose	<p><i>Purpose and Principles of Sentencing</i></p> <p>718. The fundamental purpose of sentencing is to contribute, along with crime prevention initiatives, to respect for the law and the maintenance of a just, peaceful and safe society by imposing just sanctions that have one or more of the following objectives:</p>	<p><i>Objectif et principes</i></p> <p>718. Le prononcé des peines a pour objectif essentiel de contribuer, parallèlement à d'autres initiatives de prévention du crime, au respect de la loi et au maintien d'une société juste, paisible et sûre par l'infliction de sanctions justes ayant pour but :</p>

723. (1) Where a fine, penalty or forfeiture is imposed or a recognizance is forfeited and no provision, other than this section, is made by law for the application of the proceeds thereof, the proceeds belong to Her Majesty in right of the province in which the fine, penalty or forfeiture was imposed or the recognizance was forfeited, and shall be paid by the person who receives them to the treasurer of that province.

(2) Where

(a) a fine, penalty or forfeiture is imposed

- (i) in respect of a contravention of a revenue law of Canada,
- (ii) in respect of a breach of duty or malfeasance in office by an officer or employee of the Government of Canada, or
- (iii) in respect of any proceedings instituted at the instance of the Government of Canada in which that government bears the costs of prosecution, or

(b) a recognizance in connection with proceedings mentioned in paragraph (a) is forfeited,

the proceeds of the fine, penalty, forfeiture or recognizance belong to Her Majesty in right of Canada and shall be paid by the person who receives them to the Receiver General.

(3) Where a provincial, municipal or local authority bears, in whole or in part, the expense of administering the law under which a fine, penalty or forfeiture is imposed or under which proceedings are taken in which a recognizance is forfeited,

(a) the lieutenant governor in council may direct that the proceeds of a fine, penalty, forfeiture or recognizance that belongs to Her Majesty in right of the province shall be paid to that authority; and

(b) the Governor in Council may direct that the proceeds of a fine, penalty, forfeiture or recognizance that belongs to Her Majesty in right of Canada shall be paid to that authority.

724. (1) Where a fine, pecuniary penalty or forfeiture is imposed by law and no other mode is prescribed for the recovery thereof, the fine, pecuniary penalty or forfeiture is recoverable or enforceable in civil proceedings by Her Majesty, but by no other person.

(2) No proceedings under subsection (1) shall be instituted more than two years after the time when the cause of action arose or the offence was committed in respect of which the fine, pecuniary penalty or forfeiture was imposed.

725. (1) A court that convicts or discharges under section 736 an accused of an offence may, on the application of a person aggrieved, at the time sentence is imposed, order the accused to pay to that person an amount by way of satisfaction or compensation for loss of or damage to property suffered by that person as a result of the commission of the offence.

(2) Where an amount that is ordered to be paid under subsection (1) is not paid forthwith, the applicant may, by filing the order, enter as a judgment, in the superior court of the province in which the trial was held, the amount ordered to be paid, and that judgment is enforceable against the accused in the same manner as if it were a judgment rendered against the accused in that court in civil proceedings.

(3) All or any part of an amount that is ordered to be paid under subsection (1) may, if the court making the order is satisfied that ownership of or right to possession of those moneys is not disputed by claimants other than the accused and the court so directs, be taken out of moneys found in the possession of the accused at the time of his arrest.

726. (1) Where an accused is convicted or discharged under section 736 of an offence and any property obtained as a result of the commission of the offence has been sold to an innocent purchaser, the court may,

gral des frais et dépens, ensuite au paiement intégral de l'indemnité ou des dommages-intérêts qui sont inclus dans la peine et, enfin, au paiement intégral de toute partie de la peine demeurant inacquittée.

(5) Au présent article, « peine » s'entend de toutes les sommes d'argent, y compris les amendes, à défaut du paiement desquelles une période d'emprisonnement est imposée. Sont assimilés à une peine les frais et dépens de l'envoi et de la conduite en prison de la personne défaillante.

723. (1) Lorsqu'une amende, une peine ou une confiscation est imposée ou qu'un engagement est confisqué et qu'aucune disposition, sauf le présent article, n'est établie par la loi pour l'application de son produit, ce produit appartient à Sa Majesté du chef de la province où l'amende, la peine ou la confiscation a été imposée ou l'engagement confisqué et est versé par la personne qui le reçoit au trésorier de cette province.

(2) Lorsque, selon le cas :

a) une amende, peine ou confiscation est imposée :

- (i) soit pour violation d'une loi fiscale fédérale,
- (ii) soit pour abus de fonction ou prévarication de la part d'un fonctionnaire ou employé du gouvernement du Canada,
- (iii) soit à l'égard de toute procédure intentée sur l'instance du gouvernement du Canada et dans laquelle ce gouvernement supporte les frais de la poursuite;

b) un engagement relatif à des procédures mentionnées à l'alinéa a) est confisqué,

le produit de l'amende, de la peine, de la confiscation ou de l'engagement appartient à Sa Majesté du chef du Canada et est versé au receveur général par la personne qui le reçoit.

(3) Lorsqu'une autorité provinciale, municipale ou locale supporte en totalité ou en partie les frais d'application de la loi d'après laquelle une amende, peine ou confiscation est imposée ou aux termes de laquelle sont intentées des procédures où est confisqué un engagement :

a) le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner que le produit d'une amende, d'une peine, d'une confiscation ou d'un engagement qui appartient à Sa Majesté du chef de la province soit versé à cette autorité;

b) le gouverneur en conseil peut ordonner que le produit d'une amende, d'une peine, d'une confiscation ou d'un engagement qui appartient à Sa Majesté du chef du Canada soit versé à cette autorité.

724. (1) Lorsqu'une amende, une peine pécuniaire ou une confiscation est imposée par la loi et qu'aucun autre mode n'est prescrit pour son recouvrement, l'amende, la peine pécuniaire ou la confiscation est recouvrable ou exécutoire dans des procédures civiles par Sa Majesté, à l'exclusion de toute autre personne.

(2) Les procédures engagées en vertu du paragraphe (1) se prescrivent par deux ans à compter du fait générateur du litige ou à compter de la perpétration de l'infraction concernant laquelle l'amende, la peine pécuniaire ou la confiscation a été imposée.

725. (1) Un tribunal qui condamne ou absout en vertu de l'article 736 un individu accusé d'une infraction peut, sur demande d'une personne lésée, lors de l'infliction de la peine, ordonner que l'accusé paie à cette personne un montant comme réparation ou dédommagement pour la perte de biens ou le dommage à des biens qu'a subi cette personne par suite de la commission de l'infraction.

(2) Lorsqu'un montant dont le paiement est ordonné en vertu du paragraphe (1) n'est pas versé immédiatement, le requérant peut, en produisant l'ordonnance, faire enregistrer comme jugement, à la cour supérieure de la province où le procès a eu lieu, le montant dont le

<p>(a) to denounce unlawful conduct;</p> <p>(b) to deter the offender and other persons from committing offences;</p> <p>(c) to separate offenders from society, where necessary;</p> <p>(d) to assist in rehabilitating offenders;</p> <p>(e) to provide reparations for harm done to victims or to the community; and</p> <p>(f) to promote a sense of responsibility in offenders, and acknowledgment of the harm done to victims and to the community.</p>	<p>a) de dénoncer le comportement illégal;</p> <p>b) de dissuader les délinquants, et quiconque, de commettre des infractions;</p> <p>c) d'isoler, au besoin, les délinquants du reste de la société;</p> <p>d) de favoriser la réinsertion sociale des délinquants;</p> <p>e) d'assurer la réparation des torts causés aux victimes ou à la collectivité;</p> <p>f) de susciter la conscience de leurs responsabilités chez les délinquants, notamment par la reconnaissance du tort qu'ils ont causé aux victimes et à la collectivité.</p>
<p>718.1 A sentence must be proportionate to the gravity of the offence and the degree of responsibility of the offender.</p>	<p>718.1 La peine est proportionnelle à la gravité de l'infraction et au degré de responsabilité du délinquant.</p>
<p>718.2 A court that imposes a sentence shall also take into consideration the following principles:</p>	<p>718.2 Le tribunal détermine la peine à infliger compte tenu également des principes suivants :</p>
<p>(a) a sentence should be increased or reduced to account for any relevant aggravating or mitigating circumstances relating to the offence or the offender, and, without limiting the generality of the foregoing,</p> <p>(i) evidence that the offence was motivated by bias, prejudice or hate based on the race, nationality, colour, religion, sex, age, mental or physical disability or sexual orientation of the victim, or</p> <p>(ii) evidence that the offender, in committing the offence, abused a position of trust or authority in relation to the victim</p> <p>shall be deemed to be aggravating circumstances;</p> <p>(b) a sentence should be similar to sentences imposed on similar offenders for similar offences committed in similar circumstances;</p> <p>(c) where consecutive sentences are imposed, the combined sentence should not be unduly long or harsh;</p>	<p>a) la peine devrait être adaptée aux circonstances aggravantes ou atténuantes liées à la perpétration de l'infraction ou à la situation du délinquant; sont notamment considérées comme des circonstances aggravantes des éléments de preuve établis :</p> <p>(i) que l'infraction est motivée par des préjugés ou de la haine fondés sur la race, la nationalité, la couleur, la religion, le sexe, l'âge, la déficience mentale ou physique ou l'orientation sexuelle de la victime,</p> <p>(ii) que l'infraction perpétrée par le délinquant constitue un abus de la confiance de la victime ou un abus d'autorité à son égard;</p> <p>b) l'harmonisation des peines, c'est-à-dire l'infliction de peines semblables à celles infligées à des délinquants pour des infractions semblables commises dans des circonstances semblables;</p> <p>c) l'obligation d'éviter l'excès de nature ou de durée dans l'infliction de peines consécutives;</p>

Fundamental principle

Other sentencing principles

Principe fondamental

Principes de détermination de la peine

on the application of the purchaser after restitution of the property to its owner, order the accused to pay to the purchaser an amount not exceeding the amount paid by the purchaser for the property.

(2) Where an amount that is ordered to be paid under subsection (1) is not paid forthwith, the applicant may, by filing the order, enter as a judgment, in the superior court of the province in which the trial was held, the amount ordered to be paid, and that judgment is enforceable against the accused in the same manner as if it were a judgment rendered against the accused in that court in civil proceedings.

(3) All or any part of an amount that is ordered to be paid under subsection (1) may, if the court making the order is satisfied that ownership of or right to possession of those moneys is not disputed by claimants other than the accused and the court so directs, be taken out of moneys found in the possession of the accused at the time of his arrest.

727.9 (1) Subject to subsection (2), where an offender is convicted or discharged under section 736 of an offence under this Act, Part III or IV of the *Food and Drugs Act* or the *Narcotic Control Act*, the court imposing sentence on or discharging the offender shall, in addition to any other punishment imposed on the offender, order the offender to pay a victim fine surcharge in an amount not exceeding

(a) fifteen per cent of any fine that is imposed on the offender for that offence or, where no fine is imposed on the offender for that offence, ten thousand dollars, or

(b) such lesser amount as may be prescribed by, or calculated in the manner prescribed by, regulations made by the Governor in Council,

subject to such terms and conditions as may be prescribed by regulations made by the Governor in Council.

(2) Where the offender establishes to the satisfaction of the court that undue hardship to the offender or the dependants of the offender would result from the making of an order under subsection (1), the court is not required to make the order.

(3) Where the court does not make an order under subsection (1), the court shall

(a) provide the reasons why the order is not being made; and

(b) enter the reasons in the record of the proceedings or, where the proceedings are not recorded, provide written reasons.

(4) A victim fine surcharge imposed under subsection (1) shall be applied for the purposes of providing such assistance to victims of offences as the Lieutenant Governor in Council of the province in which the surcharge is imposed may direct from time to time.

(5) The Governor in Council may, for the purposes of subsection (1), make regulations prescribing the maximum amount or the manner of calculating the maximum amount of a victim fine surcharge to be imposed under that subsection, not exceeding the amount referred to in paragraph (1)(a), and any terms and conditions subject to which the victim fine surcharge is to be imposed.

(6) Subsections 718(3) to (11) apply and section 718.1 does not apply in respect of a victim fine surcharge imposed under subsection (1).

728. The person in whose favour judgment is given in proceedings by indictment for defamatory libel is entitled to recover from the opposite party costs in a reasonable amount to be fixed by order of the court.

729. Where costs that are fixed under section 728 are not paid forthwith, the party in whose favour judgment is given may enter judgment for the amount of the costs by filing the order in the superior court of the province in which the trial was held, and that judgment is enforceable against the opposite party in the same manner as if it were a judgment rendered against him in that court in civil proceedings.

paiement est ordonné, et ce jugement peut être exécuté contre l'accusé de la même manière que s'il était un jugement rendu contre lui devant ce tribunal dans des procédures civiles.

(3) La totalité ou une partie d'un montant dont le paiement est ordonné en vertu du paragraphe (1) peut, si le tribunal qui rend l'ordonnance est convaincu qu'il n'y a pas de contestation quant à la propriété de cet argent ou au droit de possession y relatif, par des réclamants autres que l'accusé, et si le tribunal l'ordonne, être prise sur l'argent trouvé en la possession de l'accusé au moment de son arrestation.

726. (1) Lorsqu'un accusé est déclaré coupable ou absous en vertu de l'article 736 d'une infraction et que des biens obtenus par suite de la commission de l'infraction ont été vendus à un acheteur de bonne foi, le tribunal peut, à la demande de l'acheteur après restitution des biens à leur propriétaire, ordonner à l'accusé de payer à l'acheteur un montant ne dépassant pas celui que l'acheteur a versé pour les biens.

(2) Lorsqu'un montant dont le paiement est ordonné en vertu du paragraphe (1) n'est pas versé immédiatement, le requérant peut, en produisant l'ordonnance, faire enregistrer comme jugement, à la cour supérieure de la province où le procès a eu lieu, le montant dont le paiement est ordonné, et ce jugement peut être exécuté contre l'accusé de la même manière que s'il était un jugement rendu contre lui devant ce tribunal dans des procédures civiles.

(3) La totalité ou une partie d'un montant dont le paiement est ordonné en vertu du paragraphe (1) peut, si le tribunal qui rend l'ordonnance est convaincu qu'il n'y a pas de contestation quant à la propriété de cet argent ou au droit de possession y relatif, par des réclamants autres que l'accusé, et si le tribunal l'ordonne, être prise sur l'argent trouvé en la possession de l'accusé au moment de son arrestation.

727.9 (1) Sous réserve du paragraphe (2), lorsqu'un contrevenant est condamné — ou absous en vertu de l'article 736 — à l'égard d'une infraction prévue à la présente loi, aux parties III ou IV de la *Loi sur les aliments et drogues* ou à la *Loi sur les stupéfiants*, le tribunal qui lui inflige une peine ou qui prononce l'absolution est tenu en plus de toute autre peine déjà infligée au contrevenant, d'ordonner que le contrevenant verse une suramende compensatoire sous réserve des modalités prévues par les règlements d'application du présent article pris par le gouverneur en conseil; le montant de cette amende ne peut dépasser le moins élevé des montants suivants :

a) quinze pour cent de l'amende qui est infligée pour l'infraction ou, si aucune amende n'est infligée, dix mille dollars;

b) le montant prévu — ou dont le mode de calcul est prévu — par règlement du gouverneur en conseil.

(2) Le tribunal n'est pas tenu de rendre l'ordonnance visée au paragraphe (1) si le contrevenant lui démontre que cela lui causerait — ou causerait aux personnes à sa charge — un préjudice injustifié.

(3) Le tribunal qui ne rend pas l'ordonnance visée au paragraphe (1) est tenu de donner ses motifs; ceux-ci sont consignés au dossier du tribunal ou, si les procédures ne sont pas enregistrées, doivent être rendus par écrit.

(4) Les suramendes compensatoires infligées en vertu du paragraphe (1) sont affectées à l'aide aux victimes d'actes criminels en conformité avec les instructions du lieutenant-gouverneur en conseil de la province où elles sont infligées.

(5) Pour l'application du paragraphe (1), le gouverneur en conseil peut par règlement prévoir le montant maximal — ou la façon de calculer le montant maximal — des suramendes compensatoires ainsi que les modalités selon lesquelles elles peuvent être infligées; ce montant maximal ne peut toutefois dépasser le montant prévu à l'alinéa (1)a).

(d) an offender should not be deprived of liberty, if less restrictive sanctions may be appropriate in the circumstances; and

(e) all available sanctions other than imprisonment that are reasonable in the circumstances should be considered for all offenders, with particular attention to the circumstances of aboriginal offenders.

Punishment Generally

718.3 (1) Where an enactment prescribes different degrees or kinds of punishment in respect of an offence, the punishment to be imposed is, subject to the limitations prescribed in the enactment, in the discretion of the court that convicts a person who commits the offence.

(2) Where an enactment prescribes a punishment in respect of an offence, the punishment to be imposed is, subject to the limitations prescribed in the enactment, in the discretion of the court that convicts a person who commits the offence, but no punishment is a minimum punishment unless it is declared to be a minimum punishment.

(3) Where an accused is convicted of an offence punishable with both fine and imprisonment and a term of imprisonment in default of payment of the fine is not specified in the enactment that prescribes the punishment to be imposed, the imprisonment that may be imposed in default of payment shall not exceed the term of imprisonment that is prescribed in respect of the offence.

(4) Where an accused

(a) is convicted while under sentence for an offence, and a term of imprisonment whether in default of payment of a fine or otherwise, is imposed,

(b) is convicted of an offence punishable with both fine and imprisonment and both are imposed, or

(c) is convicted of more offences than one before the same court at the same sittings, and

(i) more than one fine is imposed,

d) l'obligation, avant d'envisager la privation de liberté, d'examiner la possibilité de sanctions moins contraignantes lorsque les circonstances le justifient;

e) l'examen de toutes les sanctions substitutives accessibles et applicables à tous les délinquants dans les circonstances, plus particulièrement en ce qui concerne les délinquants autochtones.

Peines en général

718.3 (1) Lorsqu'une disposition prescrit différents degrés ou genres de peine à l'égard d'une infraction, la punition à infliger est, sous réserve des restrictions contenues dans la disposition, à la discrétion du tribunal qui condamne l'auteur de l'infraction.

(2) Lorsqu'une disposition prescrit une peine à l'égard d'une infraction, la peine à infliger est, sous réserve des restrictions contenues dans la disposition, laissée à l'appréciation du tribunal qui condamne l'auteur de l'infraction, mais nulle peine n'est une peine minimale à moins qu'elle ne soit déclarée telle.

(3) Lorsque l'accusé est déclaré coupable d'une infraction punissable à la fois d'une amende et d'un emprisonnement et qu'une période d'emprisonnement à défaut de paiement de l'amende n'est pas spécifiée dans la disposition qui prescrit la peine à infliger, l'emprisonnement pouvant être infligé à défaut de paiement ne peut dépasser l'emprisonnement prescrit à l'égard de l'infraction.

(4) Le tribunal qui déclare l'accusé coupable d'une infraction peut ordonner que soient purgées consécutivement les périodes d'emprisonnement auxquelles il condamne l'accusé ou qui sont infligées à celui-ci en application du paragraphe 734(4) lorsque l'accusé, selon le cas :

a) est sous le coup d'une peine et une période d'emprisonnement lui est infligée pour défaut de paiement d'une amende ou pour une autre raison;

Degrees of punishment

Discretion respecting punishment

Imprisonment in default where term not specified

Cumulative punishments

Degré de la peine

Appréciation du tribunal

Emprisonnement à défaut de paiement d'une amende

Peines cumulatives

5

5

10

10

15

15

20

20

25

25

30

30

35

35

40

40

Imprisonment

730. Every one who is convicted of an indictable offence for which no punishment is specially provided is liable to imprisonment for a term not exceeding five years.

731. (1) Except where otherwise provided, a person who is sentenced to imprisonment for

(a) life,

(b) a term of two years or more, or

(c) two or more terms of less than two years each that are to be served one after the other and that, in the aggregate, amount to two years or more,

shall be sentenced to imprisonment in a penitentiary.

(2) Where a person who is sentenced to imprisonment in a penitentiary is, before the expiration of that sentence, sentenced to imprisonment for a term of less than two years, he shall be sentenced to and shall serve that term in a penitentiary, but if the previous sentence of imprisonment in a penitentiary is set aside, he shall serve that term in accordance with subsection (3).

(3) A person who is sentenced to imprisonment and who is not required to be sentenced as provided in subsection (1) or (2) shall, unless a special prison is prescribed by law, be sentenced to imprisonment in a prison or other place of confinement within the province in which he is convicted, other than a penitentiary, in which the sentence of imprisonment may be lawfully executed.

(4) Where a person is sentenced to imprisonment in a penitentiary while he is lawfully imprisoned in a place other than a penitentiary, he shall, except where otherwise provided, be sent immediately to the penitentiary and shall serve in the penitentiary the unexpired portion of the term of imprisonment that he was serving when he was sentenced to the penitentiary as well as the term of imprisonment for which he was sentenced to the penitentiary.

(5) Where, at any time, a person who is imprisoned in a prison or place of confinement other than a penitentiary is subject to two or more terms of imprisonment, each of which is for less than two years, that are to be served one after the other, and the aggregate of the unexpired portions of those terms at that time amounts to two years or more, he shall be transferred to a penitentiary to serve those terms, but if any one or more of those terms is set aside and the unexpired portions of the remaining term or terms on the day on which he was transferred under this section amounted to less than two years, he shall serve that term or terms in accordance with subsection (3).

(8) For the purposes of subsection (3), "penitentiary" does not, until a day to be fixed by order of the Governor in Council, include the facility mentioned in subsection 15(2) of the *Corrections and Conditional Release Act*.

731.1 A court that sentences or commits a person to penitentiary shall forward to the Correctional Service of Canada its reasons and recommendations relating to the sentence or committal, any relevant reports that were submitted to the court, and any other information relevant to administering the sentence or committal.

732. (1) A sentence of imprisonment shall be served in accordance with the enactments and rules that govern the institution to which the prisoner is sentenced, and a reference to hard labour in a conviction or sentence shall be deemed to be a reference to the employment of prisoners that is provided for in the enactments or rules.

(2) A conviction or sentence that imposes hard labour shall not be quashed or set aside on the ground only that the enactment that creates

(6) Les paragraphes 718(3) à (11) s'appliquent aux suramendes compensatoires infligées en vertu du paragraphe (1) mais l'article 718.1 ne s'y applique pas.

728. La personne en faveur de qui jugement est rendu dans des procédures sur acte d'accusation pour libelle diffamatoire a droit de recouvrer de la partie adverse un montant raisonnable de frais qui est fixé par ordonnance du tribunal.

729. Lorsque les frais fixés en vertu de l'article 728 ne sont pas payés immédiatement, la partie en faveur de qui un jugement est rendu peut faire inscrire jugement pour le montant des frais en produisant l'ordonnance devant la cour supérieure de la province où le procès a eu lieu, et ce jugement est exécutoire contre la partie adverse de la même manière que s'il s'agissait d'un jugement rendu contre elle, devant ce tribunal, dans des procédures civiles.

Emprisonnement

730. Quiconque est déclaré coupable d'un acte criminel pour lequel il n'est spécialement prévu aucune peine est passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans.

731. (1) Sauf disposition contraire, une personne qui est condamnée, selon le cas :

a) à l'emprisonnement à perpétuité;

b) à un emprisonnement de deux ans ou plus;

c) à l'emprisonnement pour deux ou plusieurs périodes de moins de deux ans chacune, à purger l'une après l'autre et dont la durée totale est de deux ans ou plus,

doit être condamnée à l'emprisonnement dans un pénitencier.

(2) Lorsqu'une personne condamnée à l'emprisonnement dans un pénitencier est, avant l'expiration de cette sentence, condamnée à un emprisonnement de moins de deux ans, elle doit être condamnée et purger cette dernière sentence dans un pénitencier. Toutefois, si la sentence antérieure d'emprisonnement dans un pénitencier est annulée, elle doit purger l'autre conformément au paragraphe (3).

(3) Lorsqu'une personne est condamnée à l'emprisonnement et qu'il n'est pas requis de la condamner comme le prévoit le paragraphe (1) ou (2), elle doit, à moins que la loi ne prescrive une prison spéciale, être condamnée à l'emprisonnement dans une prison ou autre lieu de détention de la province où elle est déclarée coupable, autre qu'un pénitencier, où la sentence d'emprisonnement peut être légalement exécutée.

(4) Lorsqu'une personne est condamnée à l'emprisonnement dans un pénitencier pendant qu'elle est légalement emprisonnée dans un autre endroit qu'un pénitencier, elle doit, sauf lorsqu'il y est autrement pourvu, être envoyée immédiatement au pénitencier et y purger la partie inépuisée de la période d'emprisonnement qu'elle purgeait lorsqu'elle a été condamnée au pénitencier, ainsi que la période d'emprisonnement pour laquelle elle a été condamnée au pénitencier.

(5) Lorsque, à un moment quelconque, une personne qui est emprisonnée dans une prison ou un lieu de détention autre qu'un pénitencier est condamnée à purger, l'une après l'autre, deux ou plusieurs périodes d'emprisonnement, chacune de moins de deux ans, et que l'ensemble des parties non expirées de ces périodes à ce moment est de deux ans ou plus, elle doit être transférée dans un pénitencier pour purger ces périodes. Toutefois, si l'une ou plusieurs de ces périodes sont annulées et si l'ensemble des parties non expirées de la ou des périodes qui restaient le jour où la personne a été transférée en vertu du présent article était de moins de deux ans, elle doit purger cette ou ces périodes en conformité avec le paragraphe (3).

	<p>(ii) terms of imprisonment for the respective offences are imposed, or (iii) a term of imprisonment is imposed in respect of one offence and a fine is imposed in respect of another offence,</p> <p>the court that convicts the accused may direct that the terms of imprisonment that are imposed by the court or result from the operation of subsection 734(4) shall be served consecutively.</p>	<p>b) est déclaré coupable d'une infraction punissable d'une amende et d'un emprisonnement, et les deux lui sont infligés; c) est déclaré coupable de plus d'une infraction devant le même tribunal pendant la même session, et, selon le cas :</p> <p>(i) plus d'une amende est infligée, (ii) des périodes d'emprisonnement sont infligées pour chacune, (iii) une période d'emprisonnement est infligée pour une et une amende infligée pour une autre.</p>	
Idem	<p>(5) Where an offender who is under a conditional sentence imposed under section 742.1 is convicted of a second offence that was committed while the offender was under the conditional sentence,</p> <p>(a) a sentence of imprisonment imposed for the second offence shall be served consecutively to the conditional sentence; and (b) the offender shall be imprisoned until the expiration of the sentence imposed for the second offence, or for any longer period resulting from the operation of subparagraph 742.6(9)(c)(i) or paragraph 742.6(9)(d).</p>	<p>(5) Lorsque le délinquant, étant sous le coup d'une condamnation avec sursis prononcée aux termes de l'article 742.1, est déclaré coupable d'une deuxième infraction perpétrée pendant le sursis d'exécution de la peine, sauf ordonnance du tribunal au contraire, la peine infligée pour la deuxième infraction est purgée consécutivement au sursis et le délinquant est emprisonné jusqu'à la fin de la peine infligée pour la deuxième infraction, ou pour la période plus longue résultant de l'application de sous-alinéa 742.6(9)c)(i) ou de l'alinéa 742.6(9)d).</p>	Idem
Commencement of sentence	<p>719. (1) A sentence commences when it is imposed, except where a relevant enactment otherwise provides.</p>	<p>719. (1) La peine commence au moment où elle est infligée, sauf lorsque le texte législatif applicable y pourvoit de façon différente.</p>	Début de la peine
Time at large excluded from term of imprisonment	<p>(2) Any time during which a convicted person is unlawfully at large or is lawfully at large on interim release granted pursuant to any provision of this Act does not count as part of any term of imprisonment imposed on the person.</p>	<p>(2) Les périodes durant lesquelles une personne déclarée coupable est illégalement en liberté ou est légalement en liberté à la suite d'une mise en liberté provisoire accordée en vertu de la présente loi ne sont pas prises en compte dans le calcul de la période d'emprisonnement infligée à cette personne.</p>	Exclusion de certaines périodes
Determination of sentence	<p>(3) In determining the sentence to be imposed on a person convicted of an offence, a court may take into account any time spent in custody by the person as a result of the offence.</p>	<p>(3) Pour fixer la peine à infliger à une personne déclarée coupable d'une infraction, le tribunal peut prendre en compte toute période que la personne a passée sous garde par suite de l'infraction.</p>	Infliction de la peine
When time begins to run	<p>(4) Notwithstanding subsection (1), a term of imprisonment, whether imposed by a trial court or the court appealed to, commences or shall be deemed to be resumed, as the case may be, on the day on which the convicted</p>	<p>(4) Malgré le paragraphe (1), une période d'emprisonnement, infligée par un tribunal de première instance ou par le tribunal saisi d'un appel, commence à courir ou est censée reprise, selon le cas, à la date où la personne</p>	Début de l'emprisonnement

the offence does not authorize the imposition of hard labour, but shall be amended accordingly.

733. (1) Where a young person is sentenced to imprisonment under this or any other Act of Parliament, the young person may, with the consent of the provincial director, be transferred to a place of custody for any portion of his term of imprisonment, but in no case shall the young person be kept in a place of custody under this section after he attains the age of twenty years.

(2) Where the provincial director certifies that a young person transferred to a place of custody under subsection (1) can no longer be held therein without significant danger of escape or of detrimentally affecting the rehabilitation or reformation of other young persons held therein, the young person may be imprisoned during the remainder of his term of imprisonment in any place where he might, but for subsection (1), have been imprisoned.

(3) For the purposes of this section, the expressions "adult", "provincial director" and "young person" have the meanings assigned by subsection 2(1) of the *Young Offenders Act* and the expression "place of custody" means "open custody" or "secure custody" within the meaning assigned by subsection 24(1) of that Act.

Delivery of Accused to Keeper of Prison

734. A peace officer or other person to whom a warrant of committal authorized by this or any other Act of Parliament is directed shall arrest the person named or described therein, if it is necessary to do so in order to take that person into custody, convey that person to the prison mentioned in the warrant and deliver him, together with the warrant, to the keeper of the prison who shall thereupon give to the peace officer or other person who delivers the prisoner a receipt in Form 43 setting out the state and condition of the prisoner when delivered into his custody.

Absolute and Conditional Discharges, Suspended Sentences, Intermittent Sentences and Probation

735. (1) Where an accused, other than a corporation, pleads guilty to or is found guilty of an offence, a probation officer shall, if required to do so by a court, prepare and file with the court a report in writing relating to the accused for the purpose of assisting the court in imposing sentence or in determining whether the accused should be discharged pursuant to section 736.

(1.1) For the purpose of determining the sentence to be imposed on an offender or whether the offender should be discharged pursuant to section 736 in respect of any offence, the court may consider a statement, prepared in accordance with subsection (1.2), of a victim of the offence describing the harm done to, or loss suffered by, the victim arising from the commission of the offence.

(1.2) A statement referred to in subsection (1.1) shall be

(a) prepared in writing in the form and in accordance with the procedures established by a program designated for the purpose by the Lieutenant Governor in Council of the province in which the court is exercising its jurisdiction; and

(b) filed with the court.

(1.3) A statement of a victim of an offence prepared and filed in accordance with subsection (1.2) does not prevent the court from considering any other evidence concerning any victim of the offence for the purpose of determining the sentence to be imposed on the offender or whether the offender should be discharged pursuant to section 736.

(8) Pour l'application du paragraphe (3), « pénitencier » ne vise pas, avant une date à fixer par décret du gouverneur en conseil, l'établissement mentionné au paragraphe 15(2) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*.

731.1 Le tribunal qui condamne ou envoie une personne au pénitencier transmet au Service correctionnel du Canada ses motifs et recommandations relatifs à la mesure, ainsi que tous rapports pertinents qui lui ont été soumis et renseignements pertinents à l'administration de la peine.

732. (1) Une sentence d'emprisonnement est purgée conformément aux dispositions et règles qui régissent l'institution à laquelle le prisonnier est condamné et une mention de travaux forcés dans une condamnation ou sentence est censée une mention de l'emploi des prisonniers que prévoient les dispositions ou règles.

(2) Une condamnation ou sentence qui impose des travaux forcés ne peut être annulée ou écartée pour le seul motif que la disposition qui crée l'infraction n'autorise pas l'imposition de travaux forcés, mais elle doit être modifiée en conséquence.

733. (1) Lorsqu'un adolescent a été condamné à l'emprisonnement en vertu de la présente loi ou de toute autre loi fédérale, il peut, avec le consentement du directeur provincial, être transféré à un lieu de garde pour toute fraction de sa peine d'emprisonnement, mais il ne peut être maintenu en ce lieu après qu'il a atteint l'âge de vingt ans.

(2) Lorsque le directeur provincial atteste que l'adolescent transféré à un lieu de garde en application du paragraphe (1) ne peut plus y rester sans risque sérieux d'évasion ou sans que ne soit compromise la réinsertion sociale ou l'amélioration de conduite des autres adolescents qui s'y trouvent, l'adolescent peut être emprisonné pour le reste de sa peine à un endroit où, compte non tenu du paragraphe (1), il aurait pu la purger.

(3) Pour l'application du présent article, « adolescent », « adulte » et « directeur provincial » ont le sens que leur donne le paragraphe 2(1) de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, et « lieu de garde » s'entend de « garde en milieu ouvert » ou de « garde en milieu fermé » au sens que leur donne le paragraphe 24(1) de cette loi.

Remise d'un accusé au gardien de prison

734. Un agent de la paix ou une autre personne à qui est adressé un mandat de dépôt autorisé par la présente loi ou toute autre loi fédérale arrête, si nécessaire, la personne y nommée ou décrite, la conduit à la prison mentionnée dans le mandat et la remet, en même temps que le mandat, entre les mains du gardien de la prison, lequel donne alors à l'agent de la paix ou à l'autre personne qui remet le prisonnier un reçu, selon la formule 43, indiquant l'état et la condition du prisonnier lorsqu'il a été remis à sa garde.

Absolutions inconditionnelles et sous condition, condamnations avec sursis, peines discontinues et probation

735. (1) Lorsqu'un accusé, autre qu'une personne morale, plaide coupable ou est reconnu coupable d'une infraction, un agent de probation doit, s'il est requis de le faire par un tribunal, préparer et déposer au tribunal un rapport écrit concernant l'accusé afin d'aider le tribunal à imposer une sentence ou à décider si l'accusé devrait être absous en application de l'article 736.

(1.1) Pour déterminer la peine à infliger ou pour décider si un accusé devrait être absous en vertu de l'article 736, le tribunal peut prendre en considération la déclaration de la victime, rédigée en conformité avec le paragraphe (1.2), sur les dommages — corporels ou autres — ou les pertes que la perpétration de l'infraction lui a causés.

	<p>person is arrested and taken into custody under the sentence.</p>	<p>déclarée coupable est arrêtée et mise sous garde aux termes de la sentence.</p>	
<p>When fine imposed</p>	<p>(5) Notwithstanding subsection (1), where the sentence that is imposed is a fine with a term of imprisonment in default of payment, no time prior to the day of execution of the warrant of committal counts as part of the term of imprisonment.</p>	<p>(5) Malgré le paragraphe (1), lorsque la peine infligée est une amende avec un emprisonnement à défaut de paiement, aucune période antérieure à la date de l'exécution du mandat d'incarcération ne compte comme partie de la période d'emprisonnement.</p>	<p>Période antérieure d'emprisonnement 5</p>
<p>Application for leave to appeal</p>	<p>(6) An application for leave to appeal is an appeal for the purposes of this section.</p>	<p>(6) Une demande d'autorisation d'appel constitue un appel pour l'application du présent article.</p>	<p>Demande d'autorisation d'appel 10</p>
	<p style="text-align: center;"><i>Procedure and Evidence</i></p>	<p style="text-align: center;"><i>Procédure et règles de preuve</i></p>	
<p>Sentencing proceedings</p>	<p>720. A court shall, as soon as practicable after an offender has been found guilty, conduct proceedings to determine the appropriate sentence to be imposed.</p>	<p>720. Dans les meilleurs délais possibles suivant la déclaration de culpabilité, le tribunal procède à la détermination de la peine à infliger au délinquant.</p>	<p>Règle générale 15</p>
<p>Report by probation officer</p>	<p>721. (1) Subject to regulations made under subsection (2), where an accused, other than a corporation, pleads guilty to or is found guilty of an offence, a probation officer shall, if required to do so by a court, prepare and file with the court a report in writing relating to the accused for the purpose of assisting the court in imposing a sentence or in determining whether the accused should be discharged pursuant to section 730.</p>	<p>721. (1) Sous réserve des règlements d'application du paragraphe (2), lorsque l'accusé, autre qu'une personne morale, plaide coupable ou est reconnu coupable d'une infraction, l'agent de probation est tenu, s'il est requis de le faire par le tribunal, de préparer et de déposer devant celui-ci un rapport écrit concernant l'accusé afin d'aider le tribunal à infliger une peine ou à décider si l'accusé devrait être absous en application de l'article 730.</p>	<p>Rapport de l'agent de probation 20</p>
<p>Provincial regulations</p>	<p>(2) The Lieutenant Governor in Council of a province may make regulations respecting the types of offences for which a court may require a report, and respecting the content and form of the report.</p>	<p>(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province peut, par règlement, déterminer les sortes d'infractions qui peuvent faire l'objet d'un rapport présentiel et régir la forme et le contenu du rapport.</p>	<p>Règlements de la province 30</p>
<p>Content of report</p>	<p>(3) Unless otherwise specified by the court, the report must, wherever possible, contain information on the following matters:</p> <p>(a) the offender's age, maturity, character, behaviour, attitude and willingness to make amends;</p> <p>(b) the history of previous dispositions under the <i>Young Offenders Act</i> and of previous findings of guilt under this Act and any other Act of Parliament;</p> <p>(c) the history of any alternative measures used to deal with the offender, and the offender's response to those measures; and</p>	<p>(3) Sauf détermination contraire du tribunal, les renseignements suivants figurent dans le rapport, si possible :</p> <p>a) l'âge, le degré de maturité, le caractère et le comportement du délinquant et son désir de réparer le tort;</p> <p>b) les antécédents du délinquant en ce qui concerne les décisions rendues en application de la <i>Loi sur les jeunes délinquants</i> ou les déclarations de culpabilité prononcées en application de la présente loi ou d'une autre loi fédérale;</p> <p>c) les antécédents du délinquant en ce qui concerne les mesures de rechange qui lui ont été appliquées et leurs effets sur lui;</p>	<p>Contenu du rapport 35</p>

(1.4) For the purpose of this section, "victim", in relation to an offence,

(a) means the person to whom harm is done or who suffers physical or emotional loss as a result of the commission of the offence, and

(b) where the person described in paragraph (a) is dead, ill or otherwise incapable of making a statement referred to in subsection (1.1), includes the spouse or any relative of that person, anyone who has in law or in fact the custody of that person or is responsible for the care or support of that person or any dependant of that person.

(2) Where a report or statement is filed with the court under subsection (1) or (1.2), the clerk of the court shall forthwith cause a copy of the report or statement to be provided to the offender or counsel for the offender and to the prosecutor.

736. (1) Where an accused, other than a corporation, pleads guilty to or is found guilty of an offence, other than an offence for which a minimum punishment is prescribed by law or an offence punishable, in the proceedings commenced against him, by imprisonment for fourteen years or for life, the court before which he appears may, if it considers it to be in the best interests of the accused and not contrary to the public interest, instead of convicting the accused, by order direct that the accused be discharged absolutely or on the conditions prescribed in a probation order.

(2) Subject to the provisions of Part XVI, where an accused who has not been taken into custody or who has been released from custody under or by virtue of any provision of Part XVI pleads guilty to or is found guilty of an offence but is not convicted, the appearance notice, promise to appear, summons, undertaking or recognizance issued to or given or entered into by him continues in force, subject to its terms, until a disposition in respect of him is made under subsection (1) unless, at the time he pleads guilty or is found guilty, the court, judge or justice orders that he be taken into custody pending such a disposition.

(3) Where a court directs under subsection (1) that an offender be discharged of an offence, the offender shall be deemed not to have been convicted of the offence except that

(a) the offender may appeal from the determination of guilt as if it were a conviction in respect of the offence;

(b) the Attorney General and, in the case of summary conviction proceedings, the informant or the informant's agent may appeal from the decision of the court not to convict the offender of the offence as if that decision were a judgment or verdict of acquittal of the offence or a dismissal of the information against the offender; and

(c) the offender may plead *autrefois convict* in respect of any subsequent charge relating to the offence.

(4) Where an accused who is bound by the conditions of a probation order made at a time when he was directed to be discharged under this section is convicted of an offence, including an offence under section 740, the court that made the probation order may, in addition to or in lieu of exercising its authority under subsection 738(4), at any time when it may take action under that subsection, revoke the discharge, convict the accused of the offence to which the discharge relates and impose any sentence that could have been imposed if the accused had been convicted at the time he was discharged, and no appeal lies from a conviction under this subsection where an appeal was taken from the order directing that the accused be discharged.

737. (1) Where an accused is convicted of an offence, the court may, having regard to the age and character of the accused, the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission,

(1.2) La déclaration visée au paragraphe (1.1) est à rédiger selon la forme et en conformité avec les règles prévues par le programme désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province où siège le tribunal et doit être déposée auprès de celui-ci.

(1.3) La déclaration rédigée et déposée auprès du tribunal en conformité avec le paragraphe (1.2) ne porte pas atteinte à la liberté du tribunal de prendre en considération tout autre élément de preuve qui concerne la victime afin de déterminer la peine à infliger au contrevenant ou de décider si celui-ci devrait être absous en vertu de l'article 736.

(1.4) Pour l'application du présent article, la victime est :

a) la personne qui subit des pertes ou des dommages matériels ou moraux par suite de la perpétration d'une infraction;

b) si la personne visée à l'alinéa a) est décédée, malade ou autrement incapable de faire la déclaration prévue au paragraphe (1.1), soit son conjoint, soit l'un de ses parents, soit quiconque en a la garde, en droit ou en fait, soit toute personne aux soins de laquelle elle est confiée ou qui est chargée de son entretien, soit une personne à sa charge.

(2) Dès que les rapports ou les déclarations visés aux paragraphes (1) ou (1.2) sont déposés, le greffier en fait parvenir une copie au contrevenant ou à son procureur ainsi qu'au poursuivant.

736. (1) Le tribunal devant lequel comparaît un accusé, autre qu'une personne morale, qui plaide coupable ou est reconnu coupable d'une infraction pour laquelle la loi ne prescrit pas une peine minimale ou qui n'est pas punissable, à la suite des procédures entamées contre lui, d'un emprisonnement de quatorze ans ou de l'emprisonnement à perpétuité peut, s'il considère qu'il y va de l'intérêt véritable de l'accusé sans nuire à l'intérêt public, au lieu de le condamner, prescrire par ordonnance qu'il soit absous inconditionnellement ou aux conditions prescrites dans une ordonnance de probation.

(2) Sous réserve de la partie XVI, lorsqu'un accusé qui n'a pas été mis sous garde ou qui a été mis en liberté aux termes ou en vertu de la partie XVI plaide coupable ou est reconnu coupable d'une infraction mais n'est pas condamné, la sommation ou citation à comparaître à lui délivrée, la promesse de comparaître ou promesse remise par lui ou l'engagement contracté par lui demeure en vigueur, sous réserve de ses dispositions, jusqu'à ce qu'une décision soit rendue à son égard en vertu du paragraphe (1) à moins que, au moment où il plaide coupable ou est reconnu coupable, le tribunal, le juge ou le juge de paix n'ordonne que le prévenu soit mis sous garde en attendant cette décision.

(3) Le contrevenant qui est absous en conformité avec le paragraphe (1) est réputé ne pas avoir été condamné à l'égard de l'infraction; toutefois, les règles suivantes s'appliquent :

a) le contrevenant peut interjeter appel de la détermination de culpabilité comme s'il s'agissait d'une condamnation à l'égard de l'infraction à laquelle se rapporte l'absolution;

b) le procureur général ou, dans le cas de procédures sommaires, le dénonciateur ou son mandataire peut interjeter appel de la décision du tribunal de ne pas condamner le contrevenant à l'égard de l'infraction à laquelle se rapporte l'absolution comme s'il s'agissait d'un jugement ou d'un verdict d'acquiescement de l'infraction ou d'un rejet de l'accusation portée contre lui;

c) le contrevenant peut plaider *autrefois convict* relativement à toute inculpation subséquente relative à l'infraction.

(4) Lorsqu'un accusé qui est soumis aux conditions d'une ordonnance de probation rendue à une époque où son absolution a été ordonnée en vertu du présent article est déclaré coupable d'une infraction, y compris une infraction visée à l'article 740, le tribunal qui a rendu l'ordonnance de probation peut, en plus ou au lieu d'exercer le pouvoir que lui confère

Idem	<p>(d) any matter required, by any regulation made under subsection (2), to be included in the report.</p> <p>(4) The report must also contain information on any other matter required by the court, after hearing argument from the prosecutor and the offender, to be included in the report, subject to any contrary regulation made under subsection (2).</p>	<p>d) les autres renseignements qui doivent figurer dans le rapport aux termes des règlements d'application du paragraphe (2).</p> <p>(4) Sous réserve des règlements d'application du paragraphe (2), figurent dans le rapport les autres renseignements exigés par le tribunal après avoir entendu le poursuivant et le délinquant.</p>	Autres renseignements
Victim impact statement	<p>722. (1) For the purpose of determining the sentence to be imposed on an offender or whether the offender should be discharged pursuant to section 730 in respect of any offence, the court shall consider any statement that may have been prepared in accordance with subsection (2) of a victim of the offence describing the harm done to, or loss suffered by, the victim arising from the commission of the offence.</p>	<p>722. (1) Pour déterminer la peine à infliger ou pour décider si un délinquant devrait être absous en vertu de l'article 730, le tribunal prend en considération la déclaration de la victime, rédigée en conformité avec le paragraphe (2), sur les dommages — corporels ou autres — ou les pertes causées à celle-ci par la perpétration de l'infraction.</p>	Déclaration de la victime
Procedure for victim impact statement	<p>(2) A statement referred to in subsection (1) must be</p> <p>(a) prepared in writing in the form and in accordance with the procedures established by a program designated for that purpose by the Lieutenant Governor in Council of the province in which the court is exercising its jurisdiction; and</p> <p>(b) filed with the court.</p>	<p>(2) La déclaration visée au paragraphe (1) est à rédiger selon la forme et en conformité avec les règles prévues par le programme désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province où siège le tribunal et doit être déposée auprès de celui-ci.</p>	Procédure
Other evidence concerning victim admissible	<p>(3) A statement of a victim of an offence prepared and filed in accordance with subsection (2) does not prevent the court from considering any other evidence concerning any victim of the offence for the purpose of determining the sentence to be imposed on the offender or whether the offender should be discharged pursuant to section 730.</p>	<p>(3) La déclaration rédigée et déposée auprès du tribunal en conformité avec le paragraphe (2) ne porte pas atteinte à la liberté du tribunal de prendre en considération tout autre élément de preuve qui concerne la victime afin de déterminer la peine à infliger au délinquant ou de décider si celui-ci devrait être absous en vertu de l'article 730.</p>	Appréciation du tribunal
Definition of "victim"	<p>(4) For the purposes of this section, "victim", in relation to an offence,</p> <p>(a) means the person to whom harm was done or who suffered physical or emotional loss as a result of the commission of the offence; and</p> <p>(b) where the person described in paragraph (a) is dead, ill or otherwise incapable of making a statement referred to in subsection (1), includes the spouse or any relative of that person, anyone who has in</p>	<p>(4) Pour l'application du présent article, la victime est :</p> <p>a) la personne qui a subi des pertes ou des dommages matériels ou moraux par suite de la perpétration d'une infraction;</p> <p>b) si la personne visée à l'alinéa a) est décédée, malade ou incapable de faire la déclaration prévue au paragraphe (1), soit son conjoint, soit un parent, soit quiconque en a la garde, en droit ou en fait, soit toute personne aux soins de laquelle</p>	Définition de « victime »

(a) in the case of an offence other than one for which a minimum punishment is prescribed by law, suspend the passing of sentence and direct that the accused be released on the conditions prescribed in a probation order;

(b) in addition to fining the accused or sentencing him to imprisonment, whether in default of payment of a fine or otherwise, for a term not exceeding two years, direct that the accused comply with the conditions prescribed in a probation order; or

(c) where it imposes a sentence of imprisonment on the accused, whether in default of payment of a fine or otherwise, that does not exceed ninety days, order that the sentence be served intermittently at such times as are specified in the order and direct that the accused, at all times when he is not in confinement pursuant to the order, comply with the conditions prescribed in a probation order.

(2) The following conditions shall be deemed to be prescribed in a probation order, namely, that the accused shall keep the peace and be of good behaviour and shall appear before the court when required to do so by the court, and, in addition, the court may prescribe as conditions in a probation order that the accused shall do any one or more of the following things as specified in the order, namely,

(a) report to and be under the supervision of a probation officer or other person designated by the court;

(b) provide for the support of his spouse or any other dependants whom he is liable to support;

(c) abstain from the consumption of alcohol either absolutely or on such terms as the court may specify;

(d) abstain from owning, possessing or carrying a weapon;

(e) make restitution or reparation to any person aggrieved or injured by the commission of the offence for the actual loss or damage sustained by that person as a result thereof;

(f) remain within the jurisdiction of the court and notify the court or the probation officer or other person designated under paragraph (a) of any change in his address or his employment or occupation;

(g) make reasonable efforts to find and maintain suitable employment; and

(h) comply with such other reasonable conditions as the court considers desirable for securing the good conduct of the accused and for preventing a repetition by him of the same offence or the commission of other offences.

(3) A probation order may be in Form 46, and the court that makes the probation order shall specify therein the period for which it is to remain in force.

(4) Where the court makes a probation order, it shall

(a) cause the order to be read by or to the accused;

(b) cause a copy of the order to be given to the accused; and

(c) inform the accused of the provisions of subsection 738(4) and of section 740.

738. (1) A probation order comes into force

(a) on the date on which the order is made; or

(b) where the accused is sentenced to imprisonment under paragraph 737(1)(b) otherwise than in default of payment of a fine, on the expiration of that sentence.

(2) Subject to subsection (4),

(a) where an accused who is bound by a probation order is convicted of an offence, including an offence under section 740, or is imprisoned

le paragraphe 738(4), à tout moment où il peut prendre une mesure en vertu de ce paragraphe, annuler l'absolution, déclarer l'accusé coupable de l'infraction à laquelle se rapporte l'absolution et infliger toute peine qui aurait pu être infligée s'il avait été déclaré coupable au moment de son absolution; il ne peut être interjeté appel d'une déclaration de culpabilité prononcée en vertu du présent paragraphe lorsqu'il a été fait appel de l'ordonnance prescrivant que l'accusé soit absous.

737. (1) Lorsqu'un accusé est déclaré coupable d'une infraction, le tribunal peut, vu l'âge et la réputation de l'accusé, la nature de l'infraction et les circonstances dans lesquelles l'infraction a été commise :

a) dans le cas d'une infraction autre qu'une infraction pour laquelle une peine minimale est prescrite par la loi, surseoir au prononcé de la sentence et ordonner qu'il soit libéré selon les conditions prescrites dans une ordonnance de probation;

b) en plus d'imposer une amende à l'accusé ou de le condamner à un emprisonnement maximal de deux ans pour défaut de paiement d'une amende ou pour un autre motif, ordonner que l'accusé se conforme aux conditions prescrites dans une ordonnance de probation;

c) lorsqu'il impose à l'accusé un emprisonnement maximal de quatre-vingt-dix jours, pour défaut de paiement d'une amende ou pour un autre motif, ordonner que la sentence soit purgée de façon discontinue aux moments qui sont spécifiés dans l'ordonnance et ordonner que l'accusé se conforme, pendant tout le temps où il ne sera pas en prison en application de cette ordonnance, aux conditions prescrites dans une ordonnance de probation.

(2) Les conditions suivantes sont censées être prescrites dans une ordonnance de probation, savoir : que l'accusé ne trouble pas l'ordre public et ait une bonne conduite et qu'il comparaisse devant le tribunal lorsqu'il en est requis par celui-ci et, en outre, le tribunal peut prescrire comme conditions, dans une ordonnance de probation, que l'accusé devra exécuter l'une ou plusieurs des choses suivantes comme le spécifie l'ordonnance :

a) se présenter à un agent de probation ou autre personne désignée par le tribunal, et être sous sa surveillance;

b) subvenir aux besoins de son conjoint et de toutes autres personnes qu'il est tenu de faire vivre;

c) s'abstenir, soit absolument, soit selon les conditions que le tribunal peut spécifier, de consommer de l'alcool;

d) s'abstenir d'être propriétaire, possesseur ou porteur d'une arme;

e) faire restitution ou réparation, à toute personne lésée ou blessée du fait de l'infraction, de la perte ou du dommage véritables soufferts de ce fait par cette personne;

f) rester dans le ressort du tribunal et notifier à celui-ci ou à l'agent de probation ou autre personne désignée en vertu de l'alinéa a) tout changement d'adresse ou d'emploi ou d'occupation;

g) faire des efforts raisonnables en vue de trouver et de conserver un emploi approprié;

h) observer telles autres conditions raisonnables que le tribunal considère souhaitables pour assurer la bonne conduite de l'accusé et l'empêcher de commettre de nouveau la même infraction ou de commettre d'autres infractions.

(3) Une ordonnance de probation peut être rédigée selon la formule 46 et le tribunal qui rend l'ordonnance y spécifie la période pendant laquelle elle doit demeurer en vigueur.

(4) Lorsque le tribunal rend une ordonnance de probation :

a) il fait lire l'ordonnance par l'accusé ou à l'accusé;

b) il fait remettre une copie de l'ordonnance à l'accusé;

	<p>law or fact the custody of that person or is responsible for the care or support of that person or any dependant of that person.</p>	<p>elle est confiée ou qui est chargée de son entretien, soit une personne à sa charge.</p>	
Copies of documents	<p>722.1 The clerk of the court shall provide a copy of a document referred to in section 721 or subsection 722(1), as soon as practicable after filing, to the offender or counsel for the offender, as directed by the court, and to the prosecutor.</p>	<p>722.1 Dans les meilleurs délais possibles suivant leur dépôt auprès du tribunal, le greffier fait parvenir au poursuivant et, sous réserve des instructions du tribunal, au délinquant ou à son avocat, selon le cas, une copie des documents visés à l'article 721 ou au paragraphe 722(1).</p>	Copie des documents 5
Submissions on facts	<p>723. (1) Before determining the sentence, 10 a court shall give the prosecutor and the offender an opportunity to make submissions with respect to any facts relevant to the sentence to be imposed.</p>	<p>723. (1) Avant de déterminer la peine, le 10 tribunal donne aux parties — le délinquant ou son avocat, selon le cas, et le poursuivant — la possibilité de lui présenter des observations sur tous faits pertinents liés à la détermination de la peine.</p>	Observations des parties 15
Submission of evidence	<p>(2) The court shall hear any relevant evi- 15 dence presented by the prosecutor or the offender.</p>	<p>(2) Le tribunal prend connaissance des 15 éléments de preuve pertinents que lui présentent les parties.</p>	Éléments de preuve
Production of evidence	<p>(3) The court may, on its own motion, af- 20 ter hearing argument from the prosecutor and the offender, require the production of evidence that would assist it in determining the appropriate sentence.</p>	<p>(3) Le tribunal peut exiger d'office, après 20 avoir entendu le poursuivant et le délinquant, la présentation des éléments de preuve qui pourront l'aider à déterminer la peine.</p>	Production d'éléments de preuve
Compel appearance	<p>(4) Where it is necessary in the interests of 25 justice, the court may, after consulting the parties, compel the appearance of any person who is a compellable witness to assist the court in determining the appropriate sentence.</p>	<p>(4) Le tribunal peut exiger, dans l'intérêt 25 de la justice et après avoir consulté les parties, la comparution de toute personne contraignable pouvant lui fournir des renseignements utiles à la détermination de la peine.</p>	Comparution
Hearsay evidence	<p>(5) Hearsay evidence is admissible at sen- 30 tencing proceedings, but the court may, if the court considers it to be in the interests of justice, compel a person to testify where the person</p> <p>(a) has personal knowledge of the matter;</p> <p>(b) is reasonably available; and 35</p> <p>(c) is a compellable witness.</p>	<p>(5) Le oui-dire est admissible mais le tri- 30 bunal peut, s'il le juge dans l'intérêt de la justice, contraindre à témoigner la personne :</p> <p>a) qui a eu une connaissance directe d'un fait;</p> <p>b) qui est normalement disponible pour 35 comparaître;</p> <p>c) qui est contraignable.</p>	Oui-dire
Information accepted	<p>724. (1) In determining a sentence, a court 40 may accept as proved any information disclosed at the trial or at the sentencing proceedings and any facts agreed on by the prosecutor and the offender.</p>	<p>724. (1) Le tribunal peut, pour déterminer 40 la peine, considérer comme prouvés les renseignements qui sont portés à sa connaissance lors du procès ou dans le cadre des procédures de détermination de la peine et les faits sur lesquels le poursuivant et le délinquant s'entendent.</p>	Acceptation des faits
Jury	<p>(2) Where the court is composed of a judge 45 and jury, the court</p>	<p>(2) Le tribunal composé d'un juge et d'un 45 jury :</p>	Jury 45

under paragraph 737(1)(b) in default of payment of a fine, the order continues in force except in so far as the sentence renders it impossible for the accused for the time being to comply with the order; and

(b) no probation order shall continue in force for more than three years from the date on which the order came into force.

(3) Where a court has made a probation order, the court may at any time, on application by the accused or the prosecutor, require the accused to appear before it and, after hearing the accused and the prosecutor,

(a) make any changes in or additions to the conditions prescribed in the order that in the opinion of the court are rendered desirable by a change in the circumstances since the conditions were prescribed,

(b) relieve the accused, either absolutely or on such terms or for such period as the court deems desirable, of compliance with any condition described in any of paragraphs 737(2)(a) to (h) that is prescribed in the order, or

(c) decrease the period for which the order is to remain in force,

and the court shall thereupon endorse the probation order accordingly and, if it changes or adds to the conditions prescribed in the order, inform the accused of its action and give him a copy of the order so endorsed.

(4) Where an accused who is bound by a probation order is convicted of an offence, including an offence under section 740, and

(a) the time within which an appeal may be taken against that conviction has expired and he has not taken an appeal,

(b) he has taken an appeal against that conviction and the appeal has been dismissed, or

(c) he has given written notice to the court that convicted him that he elects not to appeal his conviction or has abandoned his appeal, as the case may be,

in addition to any punishment that may be imposed for that offence, the court that made the probation order may, on application by the prosecutor, require the accused to appear before it and, after hearing the prosecutor and the accused,

(d) where the probation order was made under paragraph 737(1)(a), revoke the order and impose any sentence that could have been imposed if the passing of sentence had not been suspended, or

(e) make such changes in or additions to the conditions prescribed in the order as the court deems desirable or extend the period for which the order is to remain in force for such period, not exceeding one year, as the court deems desirable,

and the court shall thereupon endorse the probation order accordingly and, if it changes or adds to the conditions prescribed in the order or extends the period for which the order is to remain in force, inform the accused of its action and give him a copy of the order so endorsed.

(5) The provisions of Parts XVI and XVIII with respect to compelling the appearance of an accused before a justice apply with such modifications as the circumstances require to proceedings under subsections (3) and (4).

739. (1) Where an accused who is bound by a probation order becomes a resident of, or is convicted or discharged under section 736 of an offence including an offence under section 740 in a territorial division, other than the territorial division where the order was made, the court that made the order may, on the application of the prosecutor, and, if both such territorial divisions are not in the same province, with the consent of

(a) the Attorney General of Canada, in the case of proceedings in relation to an offence that were instituted at the instance of the Gov-

c) il informe l'accusé des dispositions du paragraphe 738(4) et de l'article 740.

738. (1) Une ordonnance de probation entre en vigueur :

a) à la date à laquelle l'ordonnance est rendue;

b) lorsque l'accusé est condamné à un emprisonnement en vertu de l'alinéa 737(1)b), autrement que pour défaut de paiement d'une amende, à l'expiration de cette sentence.

(2) Sous réserve du paragraphe (4) :

a) lorsqu'un accusé qui est soumis à une ordonnance de probation est déclaré coupable d'une infraction, y compris une infraction visée à l'article 740, ou est emprisonné en vertu de l'alinéa 737(1)b) pour défaut de paiement d'une amende, l'ordonnance reste en vigueur sauf dans la mesure où la sentence met l'accusé dans l'impossibilité de se conformer à ce moment-là aux dispositions de l'ordonnance;

b) aucune ordonnance de probation ne reste en vigueur pendant plus de trois ans à partir de la date où elle est entrée en vigueur.

(3) Lorsqu'un tribunal a rendu une ordonnance de probation, il peut, à tout moment, sur demande de l'accusé ou du poursuivant, requérir l'accusé de comparaître devant lui et, après audition de l'accusé et du poursuivant :

a) apporter aux conditions prescrites dans l'ordonnance tout changement ou supplément qui, de l'avis du tribunal, sont rendus souhaitables en raison du changement des circonstances depuis que les conditions ont été prescrites;

b) relever l'accusé, soit complètement, soit selon les modalités ou pour la période que le tribunal estime souhaitables, de l'obligation d'observer toute condition, mentionnée dans l'un des alinéas 737(2)a) à h), qui est prescrite dans l'ordonnance;

c) raccourcir la période durant laquelle l'ordonnance de probation doit demeurer en vigueur.

Dès lors, le tribunal vise l'ordonnance de probation en conséquence et, s'il apporte des changements ou suppléments aux conditions prescrites dans l'ordonnance, en informe l'accusé et lui délivre une copie de l'ordonnance ainsi visée.

(4) Lorsqu'un accusé qui est soumis à une ordonnance de probation est déclaré coupable d'une infraction, y compris une infraction visée à l'article 740, et que, selon le cas :

a) le délai durant lequel un appel de cette déclaration de culpabilité peut être interjeté est expiré ou l'accusé n'a pas interjeté appel;

b) il a interjeté appel de cette déclaration de culpabilité et l'appel a été rejeté;

c) il a donné avis écrit au tribunal qui l'a déclaré coupable qu'il a choisi de ne pas interjeter appel de cette déclaration de culpabilité ou d'abandonner son appel, selon le cas,

en sus de toute peine qui peut être imposée pour cette infraction, le tribunal qui a rendu l'ordonnance de probation peut, à la demande du poursuivant, requérir l'accusé de comparaître devant lui et, après audition du poursuivant et de l'accusé :

d) lorsque l'ordonnance de probation a été rendue en vertu de l'alinéa 737(1)a), révoquer l'ordonnance et imposer toute sentence qui aurait pu être imposée si le prononcé de la sentence n'avait pas été suspendu;

e) apporter aux conditions prescrites dans l'ordonnance les changements ou suppléments que le tribunal estime souhaitables, ou prolonger la période durant laquelle l'ordonnance doit rester en vigueur de la période supplémentaire que le tribunal estime souhaitable, sans dépasser un an.

	<p>(a) shall accept as proven all facts, express or implied, that are essential to the jury's verdict of guilty; and</p> <p>(b) may find any other relevant fact that was disclosed by evidence at the trial to be proven, or hear evidence presented by either party with respect to that fact.</p>	<p>a) considère comme prouvés tous les faits, exprès ou implicites, essentiels au verdict de culpabilité qu'a rendu le jury;</p> <p>b) à l'égard des autres faits pertinents qui ont été révélés lors du procès, peut les accepter comme prouvés ou permettre aux parties d'en faire la preuve.</p>	
<p>Disputed facts</p>	<p>(3) Where there is a dispute with respect to any fact that is relevant to the determination of a sentence,</p> <p>(a) the court shall request that evidence be adduced as to the existence of the fact unless the court is satisfied that sufficient evidence was adduced at the trial;</p> <p>(b) the party wishing to rely on a relevant fact, including a fact contained in a presentence report, has the burden of proving it;</p> <p>(c) either party may cross-examine any witness called by the other party;</p> <p>(d) subject to paragraph (e), the court must be satisfied on a balance of probabilities of the existence of the disputed fact before relying on it in determining the sentence; and</p> <p>(e) the prosecutor must establish, by proof beyond a reasonable doubt, the existence of any aggravating fact or any previous conviction by the offender.</p>	<p>(3) Les règles suivantes s'appliquent lorsqu'un fait pertinent est contesté :</p> <p>a) sauf s'il est convaincu que des éléments de preuve suffisants ont été présentés lors du procès, le tribunal exige que le fait soit établi en preuve;</p> <p>b) la partie qui a l'intention de se fonder sur le fait pertinent, notamment si celui-ci figure au rapport présentenciel, a la charge de l'établir en preuve;</p> <p>c) chaque partie est autorisée à contre-interroger les témoins convoqués par l'autre partie;</p> <p>d) sous réserve de l'alinéa e), le tribunal doit être convaincu, par une preuve prépondérante, de l'existence du fait contesté sur lequel il se fonde pour déterminer la peine;</p> <p>e) le poursuivant est tenu de prouver hors de tout doute raisonnable tout fait aggravant ou toute condamnation antérieure du délinquant.</p>	<p>Faits contestés</p>
<p>Other offences</p>	<p>725. (1) In determining the sentence, a court, if it would have had jurisdiction to try the following offences or outstanding charges against the offender,</p> <p>(a) shall consider, if it is possible and appropriate to do so, any other offences which the offender was found guilty by the same court, and shall determine the sentence to be imposed for each of those offences;</p> <p>(b) shall consider, with the consent of the offender and the Attorney General, any outstanding charges against the offender to which the offender consents to plead guilty and pleads guilty, and shall determine the sentence to be imposed for each charge, unless the court is of the opinion that a separate prosecution for the other</p>	<p>725. (1) Pour la détermination de la peine, le tribunal, s'il aurait eu compétence pour être saisi des infractions ou accusations mentionnées ci-après :</p> <p>a) est tenu, s'il est possible et opportun de le faire, de prendre en considération toutes les infractions dont le délinquant a été déclaré coupable par le même tribunal et de déterminer la peine à infliger pour chacune;</p> <p>b) est tenu, si le procureur général et le délinquant y consentent, de prendre en considération toutes les autres accusations portées contre le délinquant à l'égard desquelles celui-ci consent à plaider coupable et plaide coupable et de déterminer la peine à infliger pour chacune, sauf s'il est d'avis qu'il est conforme à l'intérêt public</p>	<p>Autres infractions</p>

ernment of Canada and conducted by or on behalf of that Government, or

(b) in any other case, the Attorney General of the province in which the order was made,

transfer the order to a court in that other territorial division that would, having regard to the mode of trial of the accused, have had jurisdiction to make the order in that other territorial division if the accused had been tried and convicted there of the offence in respect of which the order was made, and the order may thereafter be dealt with and enforced by the court to which it is so transferred in all respects as if that court had made the order.

(2) Where a court that has made a probation order or to which a probation order has been transferred pursuant to subsection (1) is for any reason unable to act, the powers of that court in relation to the probation order may be exercised by any other court that has equivalent jurisdiction in the same province.

740. (1) An accused who is bound by a probation order and who wilfully fails or refuses to comply with that order is guilty of an offence punishable on summary conviction.

(2) An accused who is charged with an offence under subsection (1) may be tried and punished by any court having jurisdiction to try that offence in the place where the offence is alleged to have been committed or in the place where the accused is found, is arrested or is in custody, but where the place where the accused is found, is arrested or is in custody is outside the province in which the offence is alleged to have been committed, no proceedings in respect of that offence shall be instituted in that place without the consent of the Attorney General of that province.

Dispositions Against Young Persons

741.1 (1) Where a person is sentenced for an offence while subject to a disposition made under paragraph 20(1)(j), (k) or (k.1) of the *Young Offenders Act*, on the application of the Attorney General or the Attorney General's agent, the court that sentences the person may, unless to so order would bring the administration of justice into disrepute, order that the remaining portion of the disposition made under that Act be dealt with, for all purposes under this Act or any other Act of Parliament, as if it had been a sentence imposed under this Act.

(2) Where an order is made under subsection (1), in respect of a disposition made under paragraph 20(1)(k) or (k.1) of the *Young Offenders Act*, the remaining portion of the disposition to be served pursuant to the order shall be served concurrently with the sentence referred to in subsection (1), where it is a term of imprisonment, unless the court making the order orders that it be served consecutively.

(3) For greater certainty, the remaining portion of the disposition referred to in subsection (2) shall, for the purposes of section 139 of the *Corrections and Conditional Release Act* and section 731 of this Act, be deemed to constitute one sentence of imprisonment imposed on the day the order is made.

Eligibility for Parole

741.2 Notwithstanding subsection 120(1) of the *Corrections and Conditional Release Act*, where an offender is sentenced, after the coming into force of this section, to a term of imprisonment of two years or more on conviction for one or more offences set out in Schedules I and II to that Act that were prosecuted by way of indictment, the court may, if satisfied, having regard to the circumstances of the commission of the offences and the character and circumstances of the offender, that the expression of society's denunciation of the offences or the objective of

Dès lors, le tribunal vise l'ordonnance de probation en conséquence et, s'il apporte des changements ou suppléments aux conditions prescrites dans l'ordonnance ou prolonge la période durant laquelle l'ordonnance doit rester en vigueur, en informe l'accusé et lui délivre une copie de l'ordonnance ainsi visée.

(5) Les dispositions des parties XVI et XVIII relatives à la comparution forcée d'un accusé devant un juge de paix s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, aux procédures intervenant en vertu des paragraphes (3) et (4).

739. (1) Lorsqu'un accusé soumis à une ordonnance de probation devient résident d'une circonscription territoriale autre que celle où l'ordonnance a été rendue, ou y est déclaré coupable ou absous en vertu de l'article 736 d'une infraction, y compris une infraction visée à l'article 740, le tribunal qui a rendu l'ordonnance peut, à la demande du poursuivant et avec le consentement, si ces deux circonscriptions territoriales ne sont pas situées dans la même province :

a) soit du procureur général du Canada, dans le cas des procédures intentées à la demande du gouvernement du Canada et dirigées par ce gouvernement ou pour son compte;

b) soit du procureur général de la province où l'ordonnance a été rendue,

transférer l'ordonnance à un tribunal de cette autre circonscription territoriale qui aurait, étant donné la forme du procès de l'accusé, eu juridiction pour rendre l'ordonnance dans cette autre circonscription territoriale si l'accusé y avait subi son procès et y avait été déclaré coupable de l'infraction au sujet de laquelle l'ordonnance a été rendue; le tribunal auquel l'ordonnance a été transférée peut, dès lors, statuer sur l'ordonnance et l'appliquer à tous égards comme s'il avait rendu l'ordonnance.

(2) Lorsqu'un tribunal qui a rendu une ordonnance de probation ou à qui une ordonnance de probation a été transférée en vertu du paragraphe (1) est pour quelque raison dans l'incapacité d'agir, les pouvoirs de ce tribunal concernant cette ordonnance peuvent être exercés par tout autre tribunal ayant une juridiction équivalente dans la même province.

740. (1) Un accusé qui est soumis à une ordonnance de probation et qui, volontairement, omet ou refuse de se conformer à cette ordonnance est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

(2) Un accusé qui est inculpé d'une infraction aux termes du paragraphe (1) peut être jugé et condamné par tout tribunal ayant juridiction pour juger cette infraction au lieu où l'infraction est présumée avoir été commise, ou au lieu où l'accusé est trouvé, est arrêté ou est sous garde, mais si le lieu où l'accusé est trouvé, est arrêté ou est sous garde est à l'extérieur de la province où l'infraction est présumée avoir été commise, aucune poursuite concernant cette infraction ne devra être engagée en ce lieu sans le consentement du procureur général de cette province.

Décisions touchant les adolescents

741.1 (1) Le tribunal qui prononce la condamnation d'une personne assujettie à une décision rendue au titre des alinéas 20(1)(j), (k) ou (k.1) de la *Loi sur les jeunes contrevenants* peut, sur demande du procureur général ou de son représentant, ordonner que le reste de la peine prononcée en vertu de cette loi soit purgée, pour l'application de la présente loi ou de toute autre loi fédérale, comme si elle avait été prononcée en vertu de la présente loi sauf si une telle ordonnance peut nuire à la bonne administration de la justice.

(2) Le reste de la peine à purger conformément à une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1), relativement à une décision rendue en

	<p>offence is necessary in the public interest; and</p> <p>(c) may consider any facts forming part of the circumstances of the offence that could constitute the basis for a separate charge. 5</p>	<p>que les autres accusations fassent l'objet de nouvelles poursuites;</p> <p>c) peut prendre en considération les faits liés à la perpétration de l'infraction sur lesquels pourrait être fondée une accusation distincte. 5</p>	
No further proceedings	<p>(2) The court shall note any facts considered in determining the sentence under paragraph (1)(c) on the information or indictment and no further proceedings may be taken with respect to the other offence unless the conviction for the offence of which the offender has been found guilty is set aside or quashed on appeal. 10</p>	<p>(2) Dans les cas visés à l'alinéa (1)c), les faits en question sont notés sur la dénonciation ou l'acte d'accusation et aucune autre poursuite ne peut être prise à leur égard, sauf si la déclaration de culpabilité pour laquelle la peine est infligée est écartée ou annulée en appel. 10</p>	Autres faits
Offender may speak to sentence	<p>726. Before determining the sentence to be imposed, the court shall ask whether the offender, if present, has anything to say. 15</p>	<p>726. Avant de déterminer la peine, le tribunal donne au délinquant, s'il est présent, la possibilité de lui présenter ses observations. 15</p>	Observations du délinquant
Relevant information	<p>726.1 In determining the sentence, a court shall consider any relevant information placed before it, including any representations or submissions made by or on behalf of the prosecutor or the offender. 20</p>	<p>726.1 Pour déterminer la peine, le tribunal prend en considération les éléments d'information pertinents dont il dispose, notamment les observations et les arguments du poursuivant et du délinquant ou de leur représentant. 20</p>	Renseignements pertinents
Reasons for sentence	<p>726.2 When imposing a sentence, a court shall state the terms of the sentence imposed, and the reasons for it, and enter those terms and reasons into the record of the proceedings. 25</p>	<p>726.2 Lors du prononcé de la peine, le tribunal donne ses motifs et énonce les modalités de la peine; les motifs et les modalités sont consignés au dossier de la poursuite. 25</p>	Motifs
Previous conviction	<p>727. (1) Subject to subsections (3) and (4), where an offender is convicted of an offence for which a greater punishment may be imposed by reason of previous convictions, no greater punishment shall be imposed on the offender by reason thereof unless the prosecutor satisfies the court that the offender, before making a plea, was notified that a greater punishment would be sought by reason thereof. 30</p>	<p>727. (1) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), lorsque le délinquant est déclaré coupable d'une infraction pour laquelle une peine plus sévère peut être infligée du fait de condamnations antérieures, aucune peine plus sévère ne peut lui être infligée de ce fait à moins que le poursuivant ne convainque le tribunal que le délinquant, avant d'enregistrer son plaidoyer, a reçu avis qu'une peine plus sévère serait demandée de ce fait. 35</p>	Condamnations antérieures
Procedure	<p>(2) Where an offender is convicted of an offence for which a greater punishment may be imposed by reason of previous convictions, the court shall, on application by the prosecutor and on being satisfied that the offender was notified in accordance with subsection (1), ask whether the offender was previously convicted and, if the offender does not admit to any previous convictions, evidence of previous convictions may be adduced. 40</p>	<p>(2) Lorsque le délinquant est déclaré coupable d'une infraction pour laquelle une peine plus sévère peut être infligée en raison de condamnations antérieures, le tribunal, à la demande du poursuivant et lorsqu'il est convaincu que le délinquant a reçu l'avis prévu au paragraphe (1), demande à ce dernier s'il a été condamné antérieurement et, s'il n'admet pas avoir été condamné antérieurement, la preuve de ces condamnations antérieures peut être présentée. 45</p>	Procédure

specific or general deterrence so requires, order that the portion of the sentence that must be served before the offender may be released on full parole is one half of the sentence or ten years, whichever is less.

Imprisonment for Life

742. Subject to section 742.1, the sentence to be pronounced against a person who is to be sentenced to imprisonment for life shall be

(a) in respect of a person who has been convicted of high treason or first degree murder, that he be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until he has served twenty-five years of his sentence;

(a.1) in respect of a person who has been convicted of second degree murder where that person has previously been convicted of culpable homicide that is murder, however described under this Act, that he be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until he has served twenty-five years of his sentence;

(b) in respect of a person who has been convicted of second degree murder, that he be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until he has served at least ten years of his sentence or such greater number of years, not being more than twenty-five years, as has been substituted therefor pursuant to section 744; and

(c) in respect of a person who has been convicted of any other offence, that he be sentenced to imprisonment for life with normal eligibility for parole.

742.1 The sentence to be pronounced against a person who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence for which the person was convicted of first degree murder or second degree murder and who is to be sentenced to imprisonment for life shall be that the person be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until the person has served such period between five and ten years of the sentence as is specified by the judge presiding at the trial.

743. Subject to section 743.1, where a jury finds an accused guilty of second degree murder, the judge presiding at the trial shall, before discharging the jury, put to them the following question:

You have found the accused guilty of second degree murder and the law requires that I now pronounce a sentence of imprisonment for life against the accused. Do you wish to make any recommendation with respect to the number of years that the accused must serve before the accused is eligible for release on parole? You are not required to make any recommendation but if you do, your recommendation will be considered by me when I am determining whether I should substitute for the ten year period, which the law would otherwise require the accused to serve before the accused is eligible to be considered for release on parole, a number of years that is more than ten but not more than twenty-five.

743.1 Where a jury finds an accused guilty of first degree murder or second degree murder and the accused was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence, the judge presiding at the trial shall, before discharging the jury, put to them the following question:

You have found the accused guilty of first degree murder (or second degree murder) and the law requires that I now pronounce a sentence of imprisonment for life against the accused. Do you wish to make any recommendation with respect to the period of imprisonment that the accused must serve before the accused is eligible for release on parole? You are not required to make any recommendation but if you do, your recommendation will be considered by me when I am determining the period of imprisonment that is between five years and ten years that the law would require the accused to serve before the accused is eligible to be considered for release on parole.

vertu des alinéas 20(1)(k) ou k.1) de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, doit être purgé concurremment avec la peine résultant de la condamnation visée à ce paragraphe, s'il s'agit d'une peine d'emprisonnement, à moins que le tribunal ne prévoise dans l'ordonnance qu'il doit être purgé consécutivement à celle-ci.

(3) Il demeure entendu que le reste de la peine visé au paragraphe (2) est réputé, pour l'application de l'article 139 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* et de l'article 731 de la présente loi, être une seule peine d'emprisonnement imposée le jour où l'ordonnance est rendue.

Admissibilité à la libération conditionnelle

741.2 Par dérogation au paragraphe 120(1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, le tribunal peut, s'il est convaincu, selon les circonstances de l'infraction, du caractère et des particularités du délinquant, que la réprobation de la société à l'égard de l'infraction commise ou l'effet dissuasif de l'ordonnance l'exige, ordonner que le délinquant condamné, après l'entrée en vigueur du présent article, sur déclaration de culpabilité par mise en accusation, à une peine d'emprisonnement d'au moins deux ans pour une infraction mentionnée aux annexes I ou II, purge, avant d'être admissible à la libération conditionnelle totale, le moindre de la moitié de sa peine ou dix ans.

Emprisonnement à perpétuité

742. Sous réserve de l'article 742.1, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné, en cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité :

a) pour haute trahison ou meurtre au premier degré, à l'accomplissement d'au moins vingt-cinq ans de la peine;

a.1) pour meurtre au deuxième degré, dans le cas d'une personne qui a causé la mort et qui a déjà été condamnée pour homicide coupable équivalant à meurtre, peu importe sa qualification en vertu de quelque texte de loi que ce soit, à l'accomplissement d'au moins vingt-cinq ans de la peine;

b) pour meurtre au deuxième degré, à l'accomplissement d'au moins dix ans de la peine, délai que le juge peut porter à au plus vingt-cinq ans en vertu de l'article 744;

c) pour toute autre infraction, à l'application des conditions normalement prévues.

742.1 En cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité d'une personne qui avait moins de dix-huit ans à la date de l'infraction pour laquelle elle a été déclarée coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné à l'accomplissement d'au moins cinq ans de la peine, délai que le juge qui préside au procès peut porter à au plus dix ans.

743. Sous réserve de l'article 743.1, le juge qui préside au procès doit, avant de dissoudre le jury qui a déclaré un accusé coupable de meurtre au deuxième degré, lui poser la question suivante :

Vous avez déclaré l'accusé coupable de meurtre au deuxième degré et la loi exige que je prononce maintenant contre lui la peine d'emprisonnement à perpétuité. Souhaitez-vous formuler, comme vous avez la faculté de le faire, quant au nombre d'années qu'il doit purger avant de pouvoir bénéficier de la libération conditionnelle, une recommandation dont je tiendrai compte en examinant la possibilité de porter à au plus vingt-cinq ans ce délai qui, aux termes de la loi, s'élève normalement à dix ans?

743.1 Le juge qui préside au procès doit, avant de dissoudre le jury qui a déclaré un accusé ayant moins de dix-huit ans à la date de l'infraction

Where hearing <i>ex parte</i>	(3) Where a summary conviction court holds a trial pursuant to subsection 803(2) and convicts the offender, the court may, whether or not the offender was notified that a greater punishment would be sought by reason of a previous conviction, make inquiries and hear evidence with respect to previous convictions of the offender and, if any such conviction is proved, may impose a greater punishment by reason thereof.	(3) La cour des poursuites sommaires qui tient un procès en conformité avec le paragraphe 803(2) et qui déclare le délinquant coupable peut faire des enquêtes et entendre des témoignages au sujet des condamnations antérieures, que le délinquant ait ou non reçu avis qu'une peine plus sévère serait demandée de ce fait et, dans le cas où une telle condamnation est prouvée, elle peut infliger une peine plus sévère de ce fait.	Auditions <i>ex parte</i>
Corporations	(4) Where, pursuant to section 623, the court proceeds with the trial of a corporation that has not appeared and pleaded and convicts the corporation, the court may, whether or not the corporation was notified that a greater punishment would be sought by reason of a previous conviction, make inquiries and hear evidence with respect to previous convictions of the corporation and, if any such conviction is proved, may impose a greater punishment by reason thereof.	(4) Lorsque, en conformité avec l'article 623, le tribunal procède au procès d'une personne morale accusée qui n'a pas comparu ni enregistré de plaider, le tribunal peut faire enquête et entendre des preuves au sujet des condamnations antérieures, que l'accusée ait ou non reçu avis qu'une peine plus sévère serait demandée de ce fait et, dans le cas où de telles condamnations sont prouvées, il peut infliger une peine plus sévère de ce fait.	Cas d'une personne morale
Section does not apply	(5) This section does not apply to a person referred to in paragraph 745(b).	(5) Le présent article ne s'applique pas à une personne visée à l'alinéa 745b).	Exception
Sentence justified by any count	728. Where one sentence is passed on a verdict of guilty on two or more counts of an indictment, the sentence is good if any of the counts would have justified the sentence.	728. Lorsqu'une seule peine est prononcée à la suite d'un verdict de culpabilité sur deux ou plusieurs chefs contenus dans un acte d'accusation, elle est valable si l'un des chefs l'eût justifiée.	Peine justifiée par un chef d'accusation
Proof of certificate of analyst	729. (1) In (a) a prosecution for failure to comply with a condition in a probation order that the accused not have in possession or use drugs, or (b) a hearing to determine whether the offender breached a condition of a conditional sentence that the offender not have in possession or use drugs, a certificate purporting to be signed by an analyst stating that the analyst has analysed or examined a substance and stating the result of the analysis or examination is admissible in evidence and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the statements contained in the certificate without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the certificate.	729. (1) Dans les poursuites pour manquement à une ordonnance de probation ou à l'audience tenue pour statuer sur le manquement à une ordonnance de sursis — ordonnances intimant au délinquant de ne pas consommer de drogues ou de ne pas en avoir en sa possession —, le certificat, censé signé par l'analyste, déclarant qu'il a analysé ou examiné telle substance et donnant ses résultats est admissible en preuve et, sauf preuve contraire, fait foi de son contenu sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature ou la qualité officielle du signataire.	Preuve du certificat de l'analyste

744. Subject to section 744.1, at the time of the sentencing under paragraph 742(b) of an offender who is convicted of second degree murder, the judge who presided at the trial of the offender or, if that judge is unable to do so, any judge of the same court may, having regard to the character of the offender, the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, and to the recommendation, if any, made pursuant to section 743, by order, substitute for ten years a number of years of imprisonment (being more than ten but not more than twenty-five) without eligibility for parole, as the judge deems fit in the circumstances.

744.1 At the time of the sentencing under section 742.1 of an offender who is convicted of first degree murder or second degree murder and who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence, the judge who presided at the trial of the offender or, if that judge is unable to do so, any judge of the same court may, having regard to the age and character of the offender, the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, and to the recommendation, if any, made pursuant to section 743.1, by order, decide the period of imprisonment the offender is to serve that is between five years and ten years without eligibility for parole, as the judge deems fit in the circumstances.

745. (1) Where a person has served at least fifteen years of his sentence

(a) in the case of a person who has been convicted of high treason or first degree murder, or

(b) in the case of a person convicted of second degree murder who has been sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until he has served more than fifteen years of his sentence,

he may apply to the appropriate Chief Justice in the province in which the conviction took place for a reduction in his number of years of imprisonment without eligibility for parole.

(2) On receipt of an application under subsection (1), the appropriate Chief Justice shall designate a judge of the superior court of criminal jurisdiction to empanel a jury to hear the application and determine whether the applicant's number of years of imprisonment without eligibility for parole ought to be reduced having regard to the character of the applicant, his conduct while serving his sentence, the nature of the offence for which he was convicted and such other matters as the judge deems relevant in the circumstances and the determination shall be made by not less than two-thirds of the jury.

(3) Where the jury hearing an application under subsection (1) determines that the applicant's number of years of imprisonment without eligibility for parole ought not to be reduced, the jury shall set another time at or after which an application may again be made by the applicant to the appropriate Chief Justice for a reduction in his number of years of imprisonment without eligibility for parole.

(4) Where the jury hearing an application under subsection (1) determines that the applicant's number of years of imprisonment without eligibility for parole ought to be reduced, the jury may, by order,

(a) substitute a lesser number of years of imprisonment without eligibility for parole than that then applicable; or

(b) terminate the ineligibility for parole.

(5) The appropriate Chief Justice in each province may make such rules in respect of applications and hearings under this section as are required for the purposes of this section.

(6) For the purposes of this section, the "appropriate Chief Justice" is

(a) in relation to the Province of Ontario, the Chief Justice of the Ontario Court;

coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré, lui poser la question suivante :

Vous avez déclaré l'accusé coupable de meurtre au premier (ou deuxième degré), et la loi exige que je prononce maintenant contre lui la peine d'emprisonnement à perpétuité. Souhaitez-vous formuler, comme vous avez la faculté de le faire, quant à la période d'emprisonnement qu'il doit purger avant de pouvoir bénéficier de la libération conditionnelle, une recommandation dont je tiendrai compte en fixant ce délai, conformément à la loi, à au moins cinq ans et à au plus dix ans?

744. Sous réserve de l'article 744.1, au moment de prononcer la peine conformément à l'alinéa 742b), le juge qui préside au procès du contrevenant déclaré coupable de meurtre au deuxième degré, ou en cas d'empêchement, tout juge du même tribunal peut, compte tenu du caractère du contrevenant, de la nature de l'infraction et des circonstances de cette dernière ainsi que de toute recommandation formulée en vertu de l'article 743, porter, par ordonnance, le délai préalable à sa libération conditionnelle au nombre d'années, compris entre dix et vingt-cinq, qu'il estime indiqué dans les circonstances.

744.1 Au moment de prononcer la peine conformément à l'article 742.1, le juge qui préside au procès du contrevenant déclaré coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré et qui avait moins de dix-huit ans au moment de la commission de l'infraction, ou en cas d'empêchement, tout juge du même tribunal peut, compte tenu de l'âge et du caractère du contrevenant, de la nature de l'infraction et des circonstances de cette dernière ainsi que de toute recommandation formulée en vertu de l'article 743.1, fixer, par ordonnance, le délai préalable à sa libération conditionnelle à la période, comprise entre cinq et dix ans, qu'il estime indiquée dans les circonstances.

745. (1) La personne qui a purgé quinze ans de sa peine après avoir été déclarée coupable :

a) de haute trahison ou de meurtre au premier degré;

b) de meurtre au deuxième degré et condamnée à l'emprisonnement à perpétuité avec délai préalable à sa libération conditionnelle de plus de quinze ans,

peut demander au juge en chef compétent de la province où a eu lieu cette déclaration de culpabilité la réduction du délai préalable à sa libération conditionnelle.

(2) Sur réception de la demande prévue au paragraphe (1), le juge en chef compétent charge un juge de la cour supérieure de juridiction criminelle de constituer un jury pour l'entendre et pour décider s'il y a lieu de réduire le délai préalable à la libération conditionnelle du requérant, compte tenu de son caractère, de sa conduite durant l'exécution de sa peine, de la nature de l'infraction pour laquelle il a été condamné et de tout ce qu'il estime utile dans les circonstances, et cette décision doit être prise par les deux tiers au moins des membres de ce jury.

(3) Le jury, s'il décide, conformément au paragraphe (1), qu'il n'y a pas lieu de réduire le délai préalable à la libération conditionnelle du requérant, fixe un délai à l'expiration duquel il lui sera loisible de présenter une nouvelle demande au juge en chef compétent.

(4) Le jury, s'il décide, conformément au paragraphe (1), qu'il y a lieu de réduire le délai préalable à la libération conditionnelle du requérant, peut, par ordonnance, en ce qui concerne ce délai :

a) en réduire le nombre d'années;

b) le supprimer.

(5) Le juge en chef compétent de chaque province peut établir les règles applicables aux demandes et aux auditions prévues au présent article, qui sont nécessaires pour l'application de celui-ci.

Definition of "analyst"	(2) In this section, "analyst" means a person designated as an analyst under the <i>Food and Drugs Act</i> or under the <i>Narcotic Control Act</i> .	(2) Dans le présent article, « analyste » s'entend au sens de la <i>Loi sur les aliments et drogues</i> et de la <i>Loi sur les stupéfiants</i> .	Définition de « analyste »
Notice of intention to produce certificate	(3) No certificate shall be admitted in evidence unless the party intending to produce it has, before the trial or hearing, as the case may be, given reasonable notice and a copy of the certificate to the party against whom it is to be produced.	(3) Le certificat n'est recevable en preuve que si la partie qui entend le produire donne à la partie adverse, dans un délai raisonnable avant le procès ou l'audience, selon le cas, un préavis de son intention de produire le certificat et une copie de celui-ci.	Préavis
Proof of service	(4) Service of any certificate referred to in subsection (1) may be proved by oral evidence given under oath by, or by the affidavit or solemn declaration of, the person claiming to have served it.	(4) La signification d'un certificat visé au paragraphe (1) peut être prouvée par témoignage sous serment, par affidavit ou par déclaration solennelle de la personne qui a effectué la signification.	Preuve de signification
Attendance for examination	(5) Notwithstanding subsection (4), the court may require the person who appears to have signed an affidavit or solemn declaration referred to in that subsection to appear before it for examination or cross-examination in respect of the issue of proof of service.	(5) Malgré le paragraphe (4), le tribunal peut exiger que la personne qui a signé l'affidavit ou la déclaration solennelle se présente devant lui pour interrogatoire ou contre-interrogatoire en ce qui concerne la preuve de la signification.	Présence pour interrogatoire
Requiring attendance of analyst	(6) The party against whom a certificate of an analyst is produced may, with leave of the court, require the attendance of the analyst for cross-examination.	(6) La partie contre laquelle est produit le certificat peut, avec l'autorisation du tribunal, exiger la comparution de l'analyste pour le contre-interroger.	Présence de l'analyste
Absolute and conditional discharge	<p style="text-align: center;"><i>Absolute and Conditional Discharges</i></p> <p>730. (1) Where an accused, other than a corporation, pleads guilty to or is found guilty of an offence, other than an offence for which a minimum punishment is prescribed by law or an offence punishable, in the proceedings commenced against the accused, by imprisonment for fourteen years or for life, the court before which the accused appears may, if it considers it to be in the best interests of the accused and not contrary to the public interest, instead of convicting the accused, by order direct that the accused be discharged absolutely or on the conditions prescribed in a probation order made under subsection 731(2).</p>	<p style="text-align: center;"><i>Absolutions inconditionnelles et sous conditions</i></p> <p>730. (1) Le tribunal devant lequel comparaît un accusé, autre qu'une personne morale, qui plaide coupable ou est reconnu coupable d'une infraction pour laquelle la loi ne prescrit pas de peine minimale ou qui n'est pas punissable, à la suite des poursuites engagées contre lui, d'un emprisonnement de quatorze ans ou de l'emprisonnement à perpétuité peut, s'il considère qu'il y va de l'intérêt véritable de l'accusé sans nuire à l'intérêt public, au lieu de le condamner, prescrire par ordonnance qu'il soit absous inconditionnellement ou aux conditions prévues dans une ordonnance rendue aux termes du paragraphe 731(2).</p>	Absolutions inconditionnelles et sous conditions
Period for which appearance notice, etc., continues in force	(2) Subject to Part XVI, where an accused who has not been taken into custody or who has been released from custody under or by virtue of any provision of Part XVI pleads guilty of or is found guilty of an offence but	(2) Sous réserve de la partie XVI, lorsque l'accusé qui n'a pas été mis sous garde ou qui a été mis en liberté aux termes ou en vertu de la partie XVI plaide coupable ou est reconnu coupable d'une infraction mais n'est	Effet de la sommation, de la citation à comparaître, etc.

(b) in relation to the Province of Quebec, the Chief Justice of the Superior Court;

(c) in relation to the Provinces of Nova Scotia and British Columbia, the Chief Justice of the Supreme Court;

(d) in relation to the Provinces of New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan and Alberta, respectively, the Chief Justice of the Court of Queen's Bench;

(e) in relation to the Provinces of Prince Edward Island and Newfoundland, the Chief Justice of the Supreme Court, Trial Division; and

(f) in relation to the Yukon Territory and the Northwest Territories, respectively, the Chief Justice of the Court of Appeal thereof.

(7) For the purposes of this section, when the appropriate Chief Justice is designating a judge of the superior court of criminal jurisdiction to empanel a jury to hear an application in respect of a conviction that took place in the Yukon Territory or the Northwest Territories, the appropriate Chief Justice may designate the judge from the Court of Appeal or the Supreme Court of the Yukon Territory or Northwest Territories, as the case may be.

746. In calculating the period of imprisonment served for the purposes of section 742, 744 or 745, there shall be included any time spent in custody between,

(a) in the case of a sentence of imprisonment for life after July 25, 1976, the day on which that person was arrested and taken into custody in respect of the offence for which he was sentenced to imprisonment for life and the day the sentence was imposed; or

(b) in the case of a sentence of death that has been or is deemed to have been commuted to a sentence of imprisonment for life, the day on which that person was arrested and taken into custody in respect of the offence for which he was sentenced to death and the day the sentence was commuted or deemed to have been commuted to a sentence of imprisonment for life.

747. (1) Unless Parliament otherwise provides by an enactment making express reference to this section, no person who has been sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act shall be considered for parole or released pursuant to the terms of a grant of parole under the *Parole Act* or any other Act of Parliament until the expiration or termination of his specified number of years of imprisonment without eligibility for parole.

(2) Subject to subsection (2.1), notwithstanding the *Penitentiary Act* and the *Parole Act*, in the case of any person sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of all but three years of the number of years of imprisonment the person is to serve without eligibility for parole, no absence without escort may be authorized under the *Penitentiary Act*, no absence with escort for humanitarian and rehabilitative reasons may be authorized under the *Penitentiary Act* without the approval of the National Parole Board and no day parole may be granted under the *Parole Act*.

(2.1) Notwithstanding the *Penitentiary Act* and the *Parole Act*, in the case of any person convicted of first degree murder or second degree murder who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence and who is sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of all but one fifth of the period of imprisonment the person is to serve without eligibility for parole, no absence without escort may be authorized under the *Penitentiary Act*, no absence with escort for humanitarian and rehabilitative reasons may be authorized under the *Penitentiary Act* without the approval of the National Parole Board and no day parole may be granted under the *Parole Act*.

(6) Pour l'application du présent article, « juge en chef compétent » désigne :

a) dans la province d'Ontario, le juge en chef de la Cour de l'Ontario;

b) dans la province de Québec, le juge en chef de la Cour supérieure;

c) dans les provinces de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique, le juge en chef de la Cour suprême;

d) dans les provinces du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan et d'Alberta, le juge en chef de la Cour du Banc de la Reine;

e) dans les provinces de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve, le juge en chef de la Section de première instance de la Cour suprême;

f) dans le territoire du Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, le juge en chef de la Cour d'appel.

(7) Pour l'application du présent article, le juge en chef compétent peut charger un juge de la Cour d'appel ou de la Cour suprême du territoire du Yukon ou des Territoires du Nord-Ouest, selon le cas, de constituer un jury qui entendra les demandes relatives aux déclarations de culpabilité prononcées dans ces territoires.

746. Pour l'application des articles 742, 744 ou 745, est incluse dans le calcul de la période d'emprisonnement purgée toute période passée sous garde entre la date d'arrestation et de mise sous garde pour l'infraction pour laquelle la personne a été condamnée et celle, dans le cas d'une condamnation à l'emprisonnement à perpétuité :

a) postérieure au 25 juillet 1976, de la condamnation;

b) consécutive à la commutation réelle ou présumée d'une peine de mort, de cette commutation.

747. (1) À moins que le Parlement ne légifère au contraire, avec renvoi exprès au présent article, il est interdit de libérer les condamnés à l'emprisonnement à perpétuité conformément aux modalités d'une libération conditionnelle ou d'examiner leur cas en vue de leur accorder une telle libération qui, autrement, pourrait être accordée en vertu des lois fédérales, notamment en vertu de la *Loi sur la libération conditionnelle*, avant que ne soit expiré ou terminé le délai préalable à toute libération de ce genre auquel ils sont, par la présente loi, obligatoirement soumis pour le nombre d'années d'emprisonnement qu'elle prévoit expressément.

(2) Sauf dérogation expresse au présent article prévue par une autre loi fédérale, il est interdit de libérer les condamnés à l'emprisonnement à perpétuité conformément aux modalités d'une libération conditionnelle ou d'examiner leur dossier en vue de leur accorder une telle libération sous le régime d'une loi fédérale, notamment de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* avant que ne soit expiré ou terminé le délai préalable à toute libération conditionnelle qui s'applique dans son cas.

(2.1) En cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité assortie, conformément à la présente loi, d'un délai préalable à la libération conditionnelle, les permissions de sortir sans surveillance et la semi-liberté prévues par la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* et la *Loi sur les prisons et les maisons de correction* ne peuvent être accordées qu'au cours des trois années précédant l'expiration de ce délai; de plus, aucune permission de sortir sous surveillance pour d'autres raisons que des raisons médicales ne peut, sauf au cours de cette période de trois ans, être accordée sous le régime de l'une de ces lois sans l'agrément de la Commission nationale des libérations conditionnelles.

Incapacités

is not convicted, the appearance notice, promise to appear, summons, undertaking or recognizance issued to or given or entered into by the accused continues in force, subject to its terms, until a disposition in respect of the accused is made under subsection (1) unless, at the time the accused pleads guilty or is found guilty, the court, judge or justice orders that the accused be taken into custody pending such a disposition.

pas condamné, la sommation ou citation à comparaître à lui délivrée, la promesse de comparaître ou promesse remise par lui ou l'engagement contracté par lui demeure en vigueur, sous réserve de ses dispositions, jusqu'à ce qu'une décision soit rendue à son égard en vertu du paragraphe (1) à moins que, au moment où il plaide coupable ou est reconnu coupable, le tribunal, le juge ou le juge de paix n'ordonne qu'il soit mis sous garde en attendant cette décision.

Effect of discharge

(3) Where a court directs under subsection (1) that an offender be discharged of an offence, the offender shall be deemed not to have been convicted of the offence except that

(3) Le délinquant qui est absous en conformité avec le paragraphe (1) est réputé ne pas avoir été condamné à l'égard de l'infraction; toutefois, les règles suivantes s'appliquent :

Conséquence de l'absolution

(a) the offender may appeal from the determination of guilt as if it were a conviction in respect of the offence;

a) le délinquant peut interjeter appel du verdict de culpabilité comme s'il s'agissait d'une condamnation à l'égard de l'infraction à laquelle se rapporte l'absolution;

(b) the Attorney General and, in the case of summary conviction proceedings, the informant or the informant's agent may appeal from the decision of the court not to convict the offender of the offence as if that decision were a judgment or verdict of acquittal of the offence or a dismissal of the information against the offender; and

b) le procureur général ou, dans le cas de poursuites sommaires, le dénonciateur ou son mandataire peut interjeter appel de la décision du tribunal de ne pas condamner le délinquant à l'égard de l'infraction à laquelle se rapporte l'absolution comme s'il s'agissait d'un jugement ou d'un verdict d'acquittement de l'infraction ou d'un rejet de l'accusation portée contre lui;

(c) the offender may plead *autrefois convict* in respect of any subsequent charge relating to the offence.

c) le délinquant peut plaider *autrefois convict* relativement à toute inculpation subséquente relative à l'infraction.

Where person bound by probation order convicted of offence

(4) Where an offender who is bound by the conditions of a probation order made at a time when the offender was directed to be discharged under this section is convicted of an offence, including an offence under section 733.1, the court that made the probation order may, in addition to or in lieu of exercising its authority under subsection 732.2(5), at any time when it may take action under that subsection, revoke the discharge, convict the offender of the offence to which the discharge relates and impose any sentence that could have been imposed if the offender had been convicted at the time of discharge, and no appeal lies from a conviction under this subsection where an appeal

(4) Lorsque le délinquant soumis aux conditions d'une ordonnance de probation rendue à une époque où son absolution a été ordonnée en vertu du présent article est déclaré coupable d'une infraction, y compris une infraction visée à l'article 733.1, le tribunal qui a rendu l'ordonnance de probation peut, en plus ou au lieu d'exercer le pouvoir que lui confère le paragraphe 732.2(5), à tout moment où il peut prendre une mesure en vertu de ce paragraphe, annuler l'absolution, déclarer le délinquant coupable de l'infraction à laquelle se rapporte l'absolution et infliger toute peine qui aurait pu être infligée s'il avait été déclaré coupable au moment de son absolution; il ne peut être interjeté appel d'une déclaration de culpabilité prononcée

Déclaration de culpabilité d'une personne soumise à une ordonnance de probation

748. (1) Where a person is convicted of an indictable offence for which he is sentenced to imprisonment for a term exceeding five years and holds, at the time he is convicted, an office under the Crown or other public employment, the office or employment forthwith becomes vacant.

(2) A person to whom subsection (1) applies is, until he undergoes the punishment imposed on him or the punishment substituted therefor by competent authority or receives a free pardon from Her Majesty, incapable of holding any office under the Crown or other public employment, or of being elected or sitting or voting as a member of Parliament or of a legislature or of exercising any right of suffrage.

(3) No person who is convicted of an offence under section 121, 124 or 418 has, after that conviction, capacity to contract with Her Majesty or to receive any benefit under a contract between Her Majesty and any other person or to hold office under Her Majesty.

(4) A person to whom subsection (3) applies may, at any time before a pardon is granted to the person under section 4.1 of the *Criminal Records Act*, apply to the Governor in Council for the restoration of one or more of the capacities lost by the person by virtue of that subsection.

(5) Where an application is made under subsection (4), the Governor in Council may order that the capacities lost by the applicant by virtue of subsection (3) be restored to him in whole or in part and subject to such conditions as he considers desirable in the public interest.

(6) Where a conviction is set aside by competent authority, any disability imposed by this section is removed.

Pardon

749. (1) Her Majesty may extend the royal mercy to a person who is sentenced to imprisonment under the authority of an Act of Parliament, even if the person is imprisoned for failure to pay money to another person.

(2) The Governor in Council may grant a free pardon or a conditional pardon to any person who has been convicted of an offence.

(3) Where the Governor in Council grants a free pardon to a person, that person shall be deemed thereafter never to have committed the offence in respect of which the pardon is granted.

(4) No free pardon or conditional pardon prevents or mitigates the punishment to which the person might otherwise be lawfully sentenced on a subsequent conviction for an offence other than that for which the pardon was granted.

750. (1) The Governor in Council may order the remission, in whole or in part, of a pecuniary penalty, fine or forfeiture imposed under an Act of Parliament, whoever the person may be to whom it is payable or however it may be recoverable.

(2) An order for remission under subsection (1) may include the remission of costs incurred in the proceedings, but no costs to which a private prosecutor is entitled shall be remitted.

751. Nothing in this Act in any manner limits or affects Her Majesty's royal prerogative of mercy.

748. (1) Tout emploi public, notamment une fonction relevant de la Couronne, devient vacant dès que son titulaire a été déclaré coupable d'un acte criminel et condamné en conséquence à un emprisonnement de plus de cinq ans.

(2) Tant qu'elle n'a pas subi la peine qui lui est imposée ou la peine y substituée par une autorité compétente ou qu'elle n'a pas reçu de Sa Majesté un pardon absolu, une personne visée par le paragraphe (1) est incapable d'occuper une fonction relevant de la Couronne ou un autre emploi public, ou d'être élue, de siéger ou de voter comme membre du Parlement ou d'une législature, ou d'exercer un droit de suffrage.

(3) Nulle personne déclarée coupable d'une infraction visée à l'article 121, 124 ou 418 n'a qualité, après cette déclaration de culpabilité, pour passer un contrat avec Sa Majesté ou pour recevoir un avantage en vertu d'un contrat entre Sa Majesté et toute autre personne ou pour occuper une fonction relevant de Sa Majesté.

(4) La personne visée au paragraphe (3) peut, avant que lui soit octroyée la réhabilitation prévue à l'article 4.1 de la *Loi sur le casier judiciaire*, demander au gouverneur en conseil d'être rétabli dans les droits dont elle est privée en application de ce paragraphe.

(5) Sur demande présentée conformément au paragraphe (4), le gouverneur en conseil peut ordonner que le demandeur soit rétabli dans tout ou partie des droits dont il est privé en application du paragraphe (3) aux conditions qu'il estime souhaitables dans l'intérêt public.

(6) L'annulation d'une condamnation par une autorité compétente fait disparaître l'incapacité imposée par le présent article.

Pardon

749. (1) Sa Majesté peut accorder la clémence royale à une personne condamnée à l'emprisonnement sous l'autorité d'une loi fédérale, même si cette personne est emprisonnée pour omission de payer des deniers à une autre personne.

(2) Le gouverneur en conseil peut accorder un pardon absolu ou un pardon conditionnel à toute personne déclarée coupable d'une infraction.

(3) Lorsque le gouverneur en conseil accorde un pardon absolu à une personne, celle-ci est par la suite réputée n'avoir jamais commis l'infraction à l'égard de laquelle le pardon est accordé.

(4) Aucun pardon absolu ou conditionnel n'empêche ni ne mitige la punition à laquelle la personne en cause pourrait autrement être légalement condamnée sur une déclaration de culpabilité subséquente pour une infraction autre que celle concernant laquelle le pardon a été accordé.

750. (1) Le gouverneur en conseil peut ordonner la remise intégrale ou partielle d'une peine pécuniaire, d'une amende ou d'une confiscation imposée en vertu d'une loi fédérale, quelle que soit la personne à qui elle est payable ou la manière de la recouvrer.

(2) Une ordonnance portant remise aux termes du paragraphe (1) peut comprendre la remise de frais subis dans les procédures, mais on ne peut remettre aucuns frais auxquels un poursuivant privé a droit.

751. La présente loi n'a pas pour effet de limiter ni d'atteindre, de quelque manière, la prérogative royale de clémence que possède Sa Majesté.

was taken from the order directing that the offender be discharged.

en vertu du présent paragraphe lorsqu'il a été fait appel de l'ordonnance prescrivant que le délinquant soit absous.

Probation

Probation

Making of probation order

731. (1) Where a person is convicted of an offence, a court may, having regard to the age and character of the offender, the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission,

731. (1) Lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction, le tribunal peut, vu l'âge et la réputation du délinquant, la nature de l'infraction et les circonstances dans lesquelles elle a été commise :

Prononcé de l'ordonnance de probation

(a) if no minimum punishment is prescribed by law, suspend the passing of sentence and direct that the offender be released on the conditions prescribed in a probation order; or

a) dans le cas d'une infraction autre qu'une infraction pour laquelle une peine minimale est prévue par la loi, surseoir au prononcé de la peine et ordonner que le délinquant soit libéré selon les conditions prévues dans une ordonnance de probation;

(b) in addition to fining or sentencing the offender to imprisonment for a term not exceeding two years, direct that the offender comply with the conditions prescribed in a probation order.

b) en plus d'infliger une amende au délinquant ou de le condamner à un emprisonnement maximal de deux ans pour défaut de paiement d'une amende ou pour un autre motif, ordonner que le délinquant se conforme aux conditions prévues dans une ordonnance de probation.

Idem

(2) A court may also make a probation order where it discharges an accused under subsection 730(1).

(2) Le tribunal peut aussi rendre une ordonnance de probation qui s'applique à l'accusé absous aux termes du paragraphe 730(1).

Cas d'absolution

Firearm, etc., prohibitions

731.1 (1) Before making a probation order, the court shall consider whether section 100 is applicable.

731.1 (1) Avant de rendre une ordonnance de probation, le tribunal vérifie l'applicabilité de l'article 100.

Armes à feu

Idem

(2) For greater certainty, a condition of a probation order referred to in paragraph 732.1(3)(d) does not affect the operation of section 100.

(2) Il est entendu que l'adjonction de la condition visée à l'alinéa 732.1(3)d) à une ordonnance de probation ne porte pas atteinte à l'application de l'article 100.

Application de l'article 100

Intermittent sentence

732. (1) Where the court imposes a sentence of imprisonment of ninety days or less on an offender convicted of an offence, whether in default of payment of a fine or otherwise, the court may, having regard to the age and character of the offender, the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, and the availability of appropriate accommodation to ensure compliance with the sentence, order

732. (1) Le tribunal qui déclare le délinquant coupable d'une infraction et le condamne à un emprisonnement maximal de quatre-vingt-dix jours pour défaut de paiement d'une amende ou pour un autre motif, peut, compte tenu de l'âge et de la réputation du délinquant, de la nature de l'infraction, des circonstances dans lesquelles elle a été commise et de la disponibilité d'un établissement adéquat pour purger la peine, ordonner :

Peines discontinues

(a) that the sentence be served intermittently at such times as are specified in the order; and

40

	<p>(b) that the offender comply with the conditions prescribed in a probation order when not in confinement during the period that the sentence is being served and, if the court so orders, on release from prison after completing the intermittent sentence.</p>	<p>a) que la peine soit purgée de façon discontinue aux moments prévus par l'ordonnance;</p> <p>b) au délinquant de se conformer aux conditions prévues par l'ordonnance pendant toute période où il purge sa peine hors de la prison et de s'y conformer dès sa sortie de prison.</p>	
Application to vary intermittent sentence	<p>(2) An offender who is ordered to serve a sentence of imprisonment intermittently may, on giving notice to the prosecutor, apply to the court that imposed the sentence to allow it to be served on consecutive days.</p>	<p>(2) À la condition d'en informer au préalable le poursuivant, le délinquant qui purge une peine à exécution discontinue peut demander au tribunal qui a infligé la peine de lui permettre de la purger de façon continue.</p>	Demande de l'accusé
Court may vary intermittent sentence if subsequent offence	<p>(3) Where a court imposes a sentence of imprisonment on a person who is subject to an intermittent sentence in respect of another offence, the unexpired portion of the intermittent sentence shall be served on consecutive days unless the court otherwise orders.</p>	<p>(3) Lorsque le tribunal inflige une peine d'emprisonnement au délinquant purgeant déjà une peine discontinue pour une autre infraction, la partie non purgée de cette peine est, sous réserve d'une ordonnance du tribunal au contraire, purgée de façon continue.</p>	Modification de la peine discontinue
Definitions	<p>732.1 (1) In this section and section 732.2,</p>	<p>732.1 (1) Les définitions qui suivent s'ap-</p>	Définitions
"change" "modification"	<p>"change", in relation to optional conditions, includes deletions and additions;</p>	<p>pliquent au présent article et à l'article 732.2.</p>	
"optional conditions" "conditions facultatives"	<p>"optional conditions" means the conditions referred to in subsection (3).</p>	<p>« conditions facultatives » Les conditions prévues au paragraphe (3).</p>	« conditions facultatives » "optional conditions" "modification"
Compulsory conditions of probation order	<p>(2) The court shall prescribe, as conditions of a probation order, that the offender do all of the following:</p>	<p>(2) Le tribunal assortit l'ordonnance de probation des conditions suivantes, intimant au délinquant :</p>	Conditions obligatoires
	<p>(a) keep the peace and be of good behaviour;</p> <p>(b) appear before the court when required to do so by the court; and</p> <p>(c) notify the court or the probation officer in advance of any change of name or address, and promptly notify the court or the probation officer of any change of employment or occupation.</p>	<p>a) de ne pas troubler l'ordre public et d'avoir une bonne conduite;</p> <p>b) de répondre aux convocations du tribunal;</p> <p>c) de prévenir le tribunal ou l'agent de probation de ses changements d'adresse ou de nom et de les aviser rapidement de ses changements d'emploi ou d'occupation.</p>	
Optional conditions of probation order	<p>(3) The court may prescribe, as additional conditions of a probation order, that the offender do one or more of the following:</p>	<p>(3) Le tribunal peut assortir l'ordonnance de probation de l'une ou de plusieurs des conditions suivantes, intimant au délinquant :</p>	Conditions facultatives
	<p>(a) report to a probation officer</p>	<p>a) de se présenter à l'agent de probation :</p>	

	<p>(i) within two working days, or such longer period as the court directs, after the making of the probation order, and</p> <p>(ii) thereafter, when required by the probation officer and in the manner directed by the probation officer; 5</p> <p>(b) remain within the jurisdiction of the court unless written permission to go outside that jurisdiction is obtained from the court or the probation officer; 10</p> <p>(c) abstain from</p> <p>(i) the consumption of alcohol or other intoxicating substances, or</p> <p>(ii) the consumption of drugs except in accordance with a medical prescription; 15</p> <p>(d) abstain from owning, possessing or carrying a weapon;</p> <p>(e) provide for the support or care of dependants;</p> <p>(f) perform up to 240 hours of community service over a period not exceeding one year;</p> <p>(g) if the offender agrees, and subject to the program director's acceptance of the offender, participate actively in a treatment program approved by the province; and 25</p> <p>(h) comply with such other reasonable conditions as the court considers desirable, subject to any regulations made under subsection 738(2), for protecting society and for facilitating the offender's successful reintegration into the community. 30</p>	<p>(i) dans les deux jours ouvrables suivant l'ordonnance, ou dans le délai plus long fixé par le tribunal,</p> <p>(ii) par la suite, selon les modalités de temps et de forme fixées par l'agent de probation; 5</p> <p>b) de rester dans le ressort du tribunal, sauf permission écrite d'en sortir donnée par le tribunal ou par l'agent de probation;</p> <p>c) de s'abstenir de consommer : 10</p> <p>(i) de l'alcool ou d'autres substances toxiques,</p> <p>(ii) des drogues, sauf sur ordonnance médicale;</p> <p>d) de s'abstenir d'être propriétaire, possesseur ou porteur d'une arme; 15</p> <p>e) de prendre soin des personnes à sa charge et de subvenir à leurs besoins;</p> <p>f) d'accomplir au plus deux cent quarante heures de service communautaire au cours d'une période maximale d'un an; 20</p> <p>g) si le délinquant y consent et le directeur du programme l'accepte, de participer activement à un programme de traitement approuvé par la province; 25</p> <p>h) d'observer telles autres conditions raisonnables que le tribunal considère souhaitables, sous réserve des règlements d'application du paragraphe 738(2), pour assurer la protection de la société et faciliter la réinsertion sociale du délinquant. 30</p>	
<p>Form and period of order</p>	<p>(4) A probation order may be in Form 46, and the court that makes the probation order shall specify therein the period for which it is to remain in force. 35</p>	<p>(4) L'ordonnance de probation peut être rédigée selon la formule 46 et le tribunal qui rend l'ordonnance y précise la durée de son application. 35</p>	<p>Forme et période de validité de l'ordonnance</p>
<p>Proceedings on making order</p>	<p>(5) A court that makes a probation order shall</p> <p>(a) cause to be given to the offender 40</p> <p>(i) a copy of the order,</p> <p>(ii) an explanation of the substance of subsections 732.2(3) and (5) and section 733.1, and</p>	<p>(5) Le tribunal qui rend l'ordonnance de probation :</p> <p>a) fait donner au délinquant :</p> <p>(i) une copie de l'ordonnance,</p> <p>(ii) une explication du contenu des paragraphes 732.2(3) et (5) et de l'article 733.1, 40</p>	<p>Procédure</p>

	<p>(iii) an explanation of the procedure for applying under subsection 732.2(3) for a change to the optional conditions; and</p> <p>(b) take reasonable measures to ensure that the offender understands the order and the explanations given to the offender under paragraph (a).</p>	<p>(iii) une explication des modalités de présentation de la demande de modification des conditions facultatives prévue au paragraphe 732.2(3);</p> <p>b) prend les mesures voulues pour s'assurer que le délinquant comprend l'ordonnance et les explications qui lui ont été fournies en application de l'alinéa a).</p>	
<p>Coming into force of order</p>	<p>732.2 (1) A probation order comes into force</p> <p>(a) on the date on which the order is made; 10</p> <p>(b) where the offender is sentenced to imprisonment under paragraph 731(1)(b) or was previously sentenced to imprisonment for another offence, as soon as the offender is released from prison or, if released 15 from prison on conditional release, at the expiration of the sentence of imprisonment; or</p> <p>(c) where the offender is under a conditional sentence, at the expiration of the 20 conditional sentence.</p>	<p>732.2 (1) L'ordonnance de probation entre en vigueur :</p> <p>a) à la date à laquelle elle est rendue;</p> <p>b) dans le cas où le délinquant est condamné à l'emprisonnement en vertu de l'alinéa 731(1)b), ou a été condamné antérieurement à l'emprisonnement pour une autre 15 infraction, dès sa sortie de prison, ou, s'il est libéré sous condition, dès la fin de sa période d'emprisonnement;</p> <p>c) lorsque le délinquant a été condamné avec sursis, à la fin de la période de sursis. 20</p>	<p>Entrée en vigueur de l'ordonnance 10</p>
<p>Duration of order and limit on term of order</p>	<p>(2) Subject to subsection (5),</p> <p>(a) where an offender who is bound by a probation order is convicted of an offence, including an offence under section 733.1, 25 or is imprisoned under paragraph 731(1)(b) in default of payment of a fine, the order continues in force except in so far as the sentence renders it impossible for the offender for the time being to comply with the order; and 30</p> <p>(b) no probation order shall continue in force for more than three years after the date on which the order came into force.</p>	<p>(2) Sous réserve du paragraphe (5) :</p> <p>a) lorsque le délinquant soumis à une ordonnance de probation est déclaré coupable d'une infraction, y compris une infraction visée à l'article 733.1, ou est 25 emprisonné aux termes de l'alinéa 731(1)b) pour défaut de paiement d'une amende, l'ordonnance reste en vigueur, sauf dans la mesure où la peine met temporairement le délinquant dans l'impossibilité de se conformer à l'ordonnance; 30</p> <p>b) la durée d'application maximale d'une ordonnance de probation est de trois ans.</p>	<p>Durée de l'ordonnance et limite de sa validité</p>
<p>Changes to probation order</p>	<p>(3) A court that makes a probation order 35 may at any time, on application by the offender, the probation officer or the prosecutor, require the offender to appear before it and, after hearing the offender and the prosecutor, 40</p> <p>(a) make any changes to the optional conditions that in the opinion of the court are rendered desirable by a change in the circumstances since those conditions were prescribed, 45</p>	<p>(3) Le tribunal qui a rendu une ordonnance de probation peut, à tout moment, sur demande du délinquant, de l'agent de probation ou du poursuivant, ordonner au délinquant de comparaître devant lui et, après audition du délinquant et du poursuivant :</p> <p>a) apporter aux conditions facultatives de 40 l'ordonnance les modifications qu'il estime justifiées eu égard aux modifications des circonstances survenues depuis qu'elle a été rendue;</p>	<p>Modification de l'ordonnance 35</p>

	<p>(b) relieve the offender, either absolutely or on such terms or for such period as the court deems desirable, of compliance with any optional condition, or</p>	<p>b) relever le délinquant, soit complètement, soit selon les modalités ou pour la période qu'il estime souhaitables, de l'obligation d'observer une condition facultative;</p>	<p>5</p>
	<p>(c) decrease the period for which the probation order is to remain in force,</p>	<p>c) abrégé la durée d'application de l'ordonnance.</p>	<p>5</p>
	<p>and the court shall thereupon endorse the probation order accordingly and, if it changes the optional conditions, inform the offender of its action and give the offender a copy of the order so endorsed.</p>	<p>Dès lors, le tribunal vise l'ordonnance de probation en conséquence et, s'il modifie les conditions facultatives, il en informe le délinquant et lui remet une copie de l'ordonnance ainsi visée.</p>	<p>10</p>
<p>Judge may act in chambers</p>	<p>(4) All the functions of the court under subsection (3) may be exercised in chambers.</p>	<p>(4) Les attributions conférées au tribunal par le paragraphe (3) peuvent être exercées par le juge en chambre.</p>	<p>Juge en chambre 15</p>
<p>Where person convicted of offence</p>	<p>(5) Where an offender who is bound by a probation order is convicted of an offence, including an offence under section 733.1, and</p>	<p>(5) Lorsque le délinquant soumis à une ordonnance de probation est déclaré coupable d'une infraction, y compris une infraction visée à l'article 733.1, et que, selon le cas :</p>	<p>Cas de perpétration d'une infraction 15</p>
	<p>(a) the time within which an appeal may be taken against that conviction has expired and the offender has not taken an appeal,</p>	<p>a) le délai durant lequel un appel de cette déclaration de culpabilité peut être interjeté est expiré ou le délinquant n'a pas interjeté appel,</p>	<p>20</p>
	<p>(b) the offender has taken an appeal against that conviction and the appeal has been dismissed, or</p>	<p>b) il a interjeté appel de cette déclaration de culpabilité et l'appel a été rejeté,</p>	<p>25</p>
	<p>(c) the offender has given written notice to the court that convicted the offender that the offender elects not to appeal the conviction or has abandoned the appeal, as the case may be,</p>	<p>c) il a donné avis écrit au tribunal qui l'a déclaré coupable qu'il a choisi de ne pas interjeter appel de cette déclaration de culpabilité ou d'abandonner son appel, selon le cas,</p>	<p>30</p>
	<p>in addition to any punishment that may be imposed for that offence, the court that made the probation order may, on application by the prosecutor, require the offender to appear before it and, after hearing the prosecutor and the offender,</p>	<p>en sus de toute peine qui peut être infligée pour cette infraction, le tribunal qui a rendu l'ordonnance de probation peut, à la demande du poursuivant, ordonner au délinquant de comparaître devant lui et, après audition du poursuivant et du délinquant :</p>	<p>35</p>
	<p>(d) where the probation order was made under paragraph 731(1)(a), revoke the order and impose any sentence that could have been imposed if the passing of sentence had not been suspended, or</p>	<p>d) lorsque l'ordonnance de probation a été rendue aux termes de l'alinéa 731(1)a), révoquer l'ordonnance et infliger toute peine qui aurait pu être infligée si le prononcé de la peine n'avait pas été suspendu;</p>	<p>40</p>
	<p>(e) make such changes to the optional conditions as the court deems desirable, or extend the period for which the order is to remain in force for such period, not ex-</p>	<p>e) apporter aux conditions facultatives les modifications qu'il estime souhaitables ou prolonger la durée d'application de l'ordonnance pour la période, d'au plus un an, qu'il estime souhaitable.</p>	<p>45</p>

	<p>ceeding one year, as the court deems desirable,</p> <p>and the court shall thereupon endorse the probation order accordingly and, if it changes the optional conditions or extends the period for which the order is to remain in force, inform the offender of its action and give the offender a copy of the order so endorsed.</p>	<p>Dès lors, le tribunal vise l'ordonnance de probation en conséquence et, s'il modifie les conditions facultatives de l'ordonnance ou en prolonge la durée d'application, il en informe le délinquant et lui remet une copie de l'ordonnance ainsi visée.</p>	
<p>Compelling appearance of person bound</p>	<p>(6) The provisions of Parts XVI and XVIII with respect to compelling the appearance of an accused before a justice apply, with such modifications as the circumstances require, to proceedings under subsections (3) and (5).</p>	<p>(6) Les dispositions des parties XVI et XVIII relatives à la comparution forcée d'un accusé devant un juge de paix s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux procédures prévues aux paragraphes (3) et (5).</p>	<p>Comparution forcée de la personne soumise à l'ordonnance</p>
<p>Transfer of order</p>	<p>733. (1) Where an offender who is bound by a probation order becomes a resident of, or is convicted or discharged under section 730 of an offence including an offence under section 733.1 in, a territorial division other than the territorial division where the order was made, the court that made the order may,</p> <p>(a) on the application of a probation officer, and</p> <p>(b) if both such territorial divisions are not in the same province, with the consent of the Attorney General of the province in which the order was made,</p> <p>transfer the order to a court in that other territorial division that would, having regard to the mode of trial of the offender, have had jurisdiction to make the order in that other territorial division if the offender had been tried and convicted there of the offence in respect of which the order was made, and the order may thereafter be dealt with and enforced by the court to which it is so transferred in all respects as if that court had made the order.</p>	<p>733. (1) Lorsque le délinquant soumis à une ordonnance de probation devient résident d'une circonscription territoriale autre que celle où l'ordonnance a été rendue, ou est déclaré coupable ou absous en vertu de l'article 730 d'une infraction, y compris une infraction visée à l'article 733.1, le tribunal qui a rendu l'ordonnance peut, à la demande de l'agent de probation et avec le consentement, si ces deux circonscriptions territoriales ne sont pas situées dans la même province, du procureur général de la province où l'ordonnance a été rendue, transférer l'ordonnance à un tribunal de cette autre circonscription territoriale qui aurait, étant donné la forme du procès du délinquant, eu compétence pour rendre l'ordonnance dans cette autre circonscription territoriale si le délinquant y avait subi son procès et y avait été déclaré coupable de l'infraction au sujet de laquelle l'ordonnance a été rendue; le tribunal auquel l'ordonnance a été transférée peut, dès lors, statuer sur l'ordonnance et l'appliquer à tous égards comme s'il l'avait rendue.</p>	<p>Transfert d'une ordonnance</p>
<p>Where court unable to act</p>	<p>(2) Where a court that has made a probation order or to which a probation order has been transferred pursuant to subsection (1) is for any reason unable to act, the powers of that court in relation to the probation order may be exercised by any other court that has equivalent jurisdiction in the same province.</p>	<p>(2) Lorsque le tribunal qui a rendu une ordonnance de probation ou à qui une ordonnance de probation a été transférée en vertu du paragraphe (1) est pour quelque raison dans l'incapacité d'agir, les pouvoirs de ce tribunal concernant cette ordonnance peuvent être exercés par tout autre tribunal ayant une compétence équivalente dans la même province.</p>	<p>Incapacité d'agir du tribunal</p>

<p>Failure to comply with probation order</p>	<p>733.1 (1) An offender who is bound by a probation order and who, without reasonable excuse, fails or refuses to comply with that order is guilty of</p>	<p>733.1 (1) Le délinquant qui, sans excuse raisonnable, omet ou refuse de se conformer à l'ordonnance de probation à laquelle il est soumis est coupable :</p>	<p>Défaut de se conformer à une ordonnance</p>
	<p>(a) an indictable offence and is liable to imprisonment for a term not exceeding two years; or</p>	<p>a) soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de deux ans;</p>	
	<p>(b) an offence punishable on summary conviction and is liable to imprisonment for a term not exceeding eighteen months, or to a fine not exceeding two thousand dollars, or both.</p>	<p>b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et passible d'un emprisonnement maximal de dix-huit mois et d'une amende maximale de deux mille dollars, ou de l'une de ces peines.</p>	
<p>Where accused may be tried and punished</p>	<p>(2) An accused who is charged with an offence under subsection (1) may be tried and punished by any court having jurisdiction to try that offence in the place where the offence is alleged to have been committed or in the place where the accused is found, is arrested or is in custody, but where the place where the accused is found, is arrested or is in custody is outside the province in which the offence is alleged to have been committed, no proceedings in respect of that offence shall be instituted in that place without the consent of the Attorney General of that province.</p>	<p>(2) Le délinquant qui est inculqué d'une infraction aux termes du paragraphe (1) peut être jugé et condamné par tout tribunal compétent au lieu où l'infraction est présumée avoir été commise, ou au lieu où il est trouvé, est arrêté ou est sous garde, mais si ce dernier lieu est situé à l'extérieur de la province où l'infraction est présumée avoir été commise, aucune poursuite concernant cette infraction ne peut être engagée en ce lieu sans le consentement du procureur général de la province.</p>	<p>Tribunal compétent</p>
	<p><i>Fines and Forfeiture</i></p>	<p><i>Amendes et confiscations</i></p>	
<p>Power of court to impose fine</p>	<p>734. (1) A court that convicts a person, other than a corporation, of an offence, except an offence that is punishable by a minimum term of imprisonment, may, in addition to or in lieu of any other sanction that the court is authorized to impose, fine the offender, subject to subsection (2), by making an order under section 734.1.</p>	<p>734. (1) Le tribunal qui déclare une personne, autre qu'une personne morale, coupable d'une infraction autre qu'une infraction punissable d'une période minimale d'emprisonnement peut, sous réserve du paragraphe (2), lui infliger une amende par ordonnance rendue en vertu de l'article 734.1, en sus ou au lieu de toute autre peine qu'il peut infliger.</p>	<p>Infliction des amendes</p>
<p>Offender's ability to pay</p>	<p>(2) A court may fine an offender under this section only if the court is satisfied that the offender is able to pay the fine, or discharge it under section 736.</p>	<p>(2) Le tribunal ne peut infliger l'amende prévue au présent article que s'il est convaincu que le délinquant a la capacité de la payer ou de s'en acquitter en application de l'article 736.</p>	<p>Capacité de payer</p>
<p>Meaning of default of payment</p>	<p>(3) For the purposes of this section and sections 734.1 to 737, a person is in default of payment of a fine if the fine has not been paid in full by the time set out in the order made under section 734.1.</p>	<p>(3) Pour l'application du présent article et des articles 734.1 à 737, est en défaut de paiement d'une amende la personne qui ne s'en est pas acquittée intégralement à la date prévue par l'ordonnance rendue en vertu de l'article 734.1.</p>	<p>Défaut de paiement</p>

Imprisonment in default of payment	(4) Where an offender is fined under this section, a term of imprisonment, determined in accordance with subsection (5), shall be deemed to be imposed in default of payment of the fine.	(4) Est réputée infligée, pour défaut de paiement intégral de l'amende infligée aux termes du présent article, la période d'emprisonnement déterminée conformément au paragraphe (5).	Emprisonnement pour défaut de paiement
Determination of term	(5) The length, in days, of the term of imprisonment referred to in subsection (4) is the lesser of	(5) Le nombre de jours — arrondi à l'unité inférieure — de la période d'emprisonnement visée au paragraphe (4) est le moins élevé des nombres suivants :	Durée de l'emprisonnement
	(a) a fraction of which	a) une fraction dont :	10
	(i) the numerator is the aggregate of	(i) le numérateur est la somme des amendes et des frais et dépens de l'envoi et de la conduite en prison de la personne en défaut de paiement d'une amende,	15
	(A) the unpaid amount of the fine, and (B) the costs and charges of committing and conveying the defaulter to prison, and	(ii) le dénominateur est égal à huit fois le taux horaire du salaire minimum en vigueur, à l'époque du défaut, dans la province où l'amende a été infligée;	20
	(ii) the denominator is equal to eight times the provincial minimum hourly wage, at the time of default, in the province in which the fine was imposed, rounded down to the nearest whole number of days, and	b) le nombre maximal de jours d'emprisonnement que le tribunal peut infliger.	20
	(b) the maximum term of imprisonment, expressed in days, that the court could itself impose on conviction.	(6) Le tribunal peut ordonner que toute somme d'argent trouvée en la possession du délinquant au moment de son arrestation soit, en tout ou en partie, affectée au versement des sommes d'argent payables en application du présent article, s'il est convaincu que personne d'autre que le délinquant n'en réclame la propriété ou la possession.	Somme trouvée sur le délinquant
Moneys found on offender	(6) All or any part of a fine imposed under this section may be taken out of moneys found in the possession of the offender at the time of the arrest of the offender if the court making the order, on being satisfied that ownership of or right to possession of those moneys is not disputed by claimants other than the offender, so directs.	734.1 Le tribunal qui inflige l'amende prévue à l'article 734 rend une ordonnance établissant clairement, en ce qui concerne l'amende :	Contenu de l'ordonnance
Terms of order imposing fine	734.1 A court that fines an offender under section 734 shall do so by making an order that clearly sets out	a) le montant;	35
	(a) the amount of the fine;	b) les modalités du paiement;	35
	(b) the manner in which the fine is to be paid;	c) l'échéance du paiement;	
	(c) the time or times by which the fine, or any portion thereof, must be paid; and	d) les autres conditions du paiement que le tribunal estime indiquées.	
	(d) such other terms respecting the payment of the fine as the court deems appropriate.	734.2 Le tribunal qui rend l'ordonnance prévue à l'article 734.1 :	Procédure
Proceedings on making order	734.2 A court that makes an order under section 734.1 shall	a) fait donner au délinquant :	40
	(a) cause to be given to the offender		

	<p>(i) a copy of the order, (ii) an explanation of the substance of sections 734 to 734.8 and 736, (iii) an explanation of available programs referred to in section 736 and of the procedure for applying for admission to such programs, and (iv) an explanation of the procedure for applying under section 734.3 for a change in the terms of the order; and</p> <p>(b) take reasonable measures to ensure that the offender understands the order and the explanations given to the offender under paragraph (a).</p>	<p>(i) une copie de l'ordonnance, (ii) une explication du contenu des articles 734 à 734.8 et de l'article 736, (iii) une explication des programmes visés à l'article 736 et des modalités d'admission à ceux-ci, (iv) une explication des modalités de présentation de la demande de modification des conditions de l'ordonnance prévue à l'article 734.3;</p> <p>b) prend les mesures voulues pour s'assurer que le délinquant comprend l'ordonnance et les explications qui lui ont été fournies aux termes de l'alinéa a).</p>	
<p>Change in terms of order</p>	<p>734.3 A court that makes an order under section 734.1, or a person designated, either by name or by title of office, by that court, may, on application by or on behalf of the offender, subject to any rules made by the court under section 482, change any term of the order except the amount of the fine, and any reference in this section and sections 734, 734.1, 734.2 and 734.6 to an order shall be read as including a reference to the order as changed pursuant to this section.</p>	<p>734.3 Le tribunal qui rend l'ordonnance prévue à l'article 734.1 ou la personne désignée — par son nom ou par son titre — par celui-ci peut, sur demande présentée par le délinquant ou pour son compte, sous réserve des règles établies par le tribunal aux termes de l'article 482, modifier une condition de l'ordonnance autre que le montant de l'amende, et la mention d'une ordonnance au présent article et aux articles 734, 734.1, 734.2 et 734.6 vaut mention de l'ordonnance modifiée aux termes du présent article.</p>	<p>Modification des conditions de l'ordonnance</p>
<p>Proceeds to go to provincial treasurer</p>	<p>734.4 (1) Where a fine or forfeiture is imposed or a recognizance is forfeited and no provision, other than this section, is made by law for the application of the proceeds thereof, the proceeds belong to Her Majesty in right of the province in which the fine or forfeiture was imposed or the recognizance was forfeited, and shall be paid by the person who receives them to the treasurer of that province.</p>	<p>734.4 (1) Lorsqu'une amende ou une confiscation est infligée ou qu'un engagement est confisqué et qu'aucune disposition autre que le présent article n'est prévue par la loi pour l'application de son produit, celui-ci est attribué à Sa Majesté du chef de la province où l'amende ou la confiscation a été infligée ou l'engagement confisqué et est versé par la personne qui le reçoit au Trésor de cette province.</p>	<p>Attribution du produit au Trésor provincial</p>
<p>Proceeds to go to Receiver General for Canada</p>	<p>(2) Where (a) a fine or forfeiture is imposed (i) in respect of a contravention of a revenue law of Canada, (ii) in respect of a breach of duty or malfeasance in office by an officer or employee of the Government of Canada, or (iii) in respect of any proceedings instituted at the instance of the Government of Canada in which that government bears the costs of prosecution, or</p>	<p>(2) Le produit d'une amende, d'une confiscation ou d'un engagement est attribué à Sa Majesté du chef du Canada et est versé au receveur général par la personne qui le reçoit lorsque :</p> <p>a) l'amende ou la confiscation est infligée :</p> <p>(i) soit pour violation d'une loi fiscale fédérale, (ii) soit pour abus de fonction ou prévarication de la part d'un fonctionnaire ou</p>	<p>Attribution du produit au receveur général</p>

(b) a recognizance in connection with proceedings mentioned in paragraph (a) is forfeited,

the proceeds of the fine, forfeiture or recognizance belong to Her Majesty in right of Canada and shall be paid by the person who receives them to the Receiver General.

(3) Where a provincial, municipal or local authority bears, in whole or in part, the expense of administering the law under which a fine or forfeiture is imposed or under which proceedings are taken in which a recognizance is forfeited,

(a) the Lieutenant Governor in Council of a province may direct that the proceeds of a fine, forfeiture or recognizance that belongs to Her Majesty in right of the province shall be paid to that authority; and

(b) the Governor in Council may direct that the proceeds of a fine, forfeiture or recognizance that belongs to Her Majesty in right of Canada shall be paid to that authority.

734.5 Where an offender is in default of payment of a fine,

(a) the person responsible, by or under an Act of the legislature of the province to whom the proceeds of the fine belong by virtue of subsection 734.4(1), for issuing or renewing a licence, permit or other similar instrument in relation to the offender may refuse to issue or renew the licence, permit or other instrument until the fine is paid in full, proof of which lies on the offender; or

(b) where the proceeds of the fine belong to Her Majesty in right of Canada by virtue of subsection 734.4(2), the person responsible, by or under an Act of Parliament, for issuing or renewing a licence, permit or other similar instrument in relation to the offender may refuse to issue or renew the licence, permit or other instrument until the fine is paid in full, proof of which lies on the offender.

d'un employé du gouvernement du Canada,

(iii) soit à l'égard de toute poursuite intentée sur l'instance du gouvernement du Canada et dans laquelle ce gouvernement supporte les frais de la poursuite;

b) l'engagement relatif à des poursuites visées à l'alinéa a) est confisqué.

(3) Lorsqu'une autorité provinciale, municipale ou locale supporte en tout ou en partie les frais d'application de la loi qui prévoit une amende ou une confiscation ou la confiscation d'un engagement dans le cadre d'une poursuite :

a) le lieutenant-gouverneur en conseil de la province peut ordonner que le produit de l'amende, de la confiscation ou de l'engagement attribué à Sa Majesté du chef de la province soit versé à cette autorité;

b) le gouverneur en conseil peut ordonner que le produit de l'amende, de la confiscation ou de l'engagement attribué à Sa Majesté du chef du Canada soit versé à cette autorité.

734.5 Lorsque le délinquant est en défaut de paiement d'une amende :

a) dans le cas où le produit de l'amende est attribué à Sa Majesté du chef d'une province en application du paragraphe 734.4(1), la personne responsable, sous le régime d'une loi de la province, de la délivrance ou du renouvellement d'un document — licence ou permis — en ce qui concerne le délinquant peut refuser de délivrer ou de renouveler tel document jusqu'au paiement intégral de l'amende, dont la preuve incombe au délinquant;

b) dans le cas où le produit de l'amende est attribué à Sa Majesté du chef du Canada en application du paragraphe 734.4(2), la personne responsable, sous le régime d'une loi fédérale, de la délivrance ou du renouvellement d'un document — licence ou permis — en ce qui concerne le délinquant peut refuser d'octroyer ou de renouveler tel document jusqu'au paiement intégral de l'amende, dont la preuve incombe au délinquant.

Direction for payment to municipality

Licences, permits, etc.

Attribution du produit à une autorité locale

Licences, permits, etc.

Civil enforcement of fines, forfeiture	<p>734.6 (1) Where</p> <p>(a) an offender is in default of payment of a fine, or</p> <p>(b) a forfeiture imposed by law is not paid as required by the order imposing it,</p> <p>then, in addition to any other method provided by law for recovering the fine or forfeiture,</p> <p>(c) the Attorney General of the province to whom the proceeds of the fine or forfeiture belong, or</p> <p>(d) the Attorney General of Canada, where the proceeds of the fine or forfeiture belong to Her Majesty in right of Canada,</p> <p>may, by filing the order, enter as a judgment the amount of the fine or forfeiture, and costs, if any, in any civil court in Canada that has jurisdiction to enter a judgment for that amount.</p>	<p>734.6 (1) Lorsque le délinquant est en défaut de paiement d'une amende ou lorsqu'une confiscation est imposée par la loi, le procureur général de la province ou le procureur général du Canada, selon l'autorité à laquelle le produit de l'amende ou de la confiscation est attribué, peut, en plus des autres recours prévus par la loi, par le dépôt du jugement infligeant l'amende ou de l'ordonnance de confiscation, faire inscrire ce produit, ainsi que les frais éventuels, au tribunal civil compétent.</p>	Exécution civile
Effect of filing order	<p>(2) An order that is entered as a judgment under this section is enforceable in the same manner as if it were a judgment obtained by the Attorney General of the province or the Attorney General of Canada, as the case may be, in civil proceedings.</p>	<p>(2) L'inscription vaut jugement exécutoire contre le délinquant comme s'il s'agissait d'un jugement rendu contre lui, devant ce tribunal, au terme d'une action civile au profit du procureur général de la province ou du procureur général du Canada, selon le cas.</p>	Conséquences du dépôt de l'ordonnance
Warrant of committal	<p>734.7 (1) Where time has been allowed for payment of a fine, the court shall not issue a warrant of committal in default of payment of the fine</p> <p>(a) until the expiration of the time allowed for payment of the fine in full; and</p> <p>(b) unless the court is satisfied</p> <p>(i) that the mechanisms provided by sections 734.5 and 734.6 are not appropriate in the circumstances, or</p> <p>(ii) that the offender has, without reasonable excuse, refused to pay the fine or discharge it under section 736.</p>	<p>734.7 (1) Lorsqu'un délai de paiement a été accordé, l'émission d'un mandat d'incarcération par le tribunal à défaut du paiement de l'amende est subordonné aux conditions suivantes :</p> <p>a) le délai accordé pour le paiement intégral de l'amende est expiré;</p> <p>b) le tribunal est convaincu que l'application des articles 734.5 et 734.6 n'est pas justifiée dans les circonstances ou que le délinquant a, sans excuse raisonnable, refusé de payer l'amende ou de s'en acquitter en application de l'article 736.</p>	Mandat d'incarcération
Reasons for committal	<p>(2) Where no time has been allowed for payment of a fine and a warrant committing the offender to prison for default of payment of the fine is issued, the court shall state in the warrant the reason for immediate committal.</p>	<p>(2) Si aucun délai de paiement n'a été accordé et qu'un mandat ordonnant l'incarcération du délinquant à défaut du paiement de l'amende est délivré, le tribunal énonce dans le mandat le motif de l'incarcération immédiate.</p>	Motifs d'incarcération

Compelling appearance of person bound	(3) The provisions of Parts XVI and XVIII with respect to compelling the appearance of an accused before a justice apply, with such modifications as the circumstances require, to proceedings under paragraph (1)(b).	(3) Les dispositions des parties XVI et XVIII relatives à la comparution forcée d'un accusé devant un juge de paix s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux procédures prévues à l'alinéa(1)b).	Comparution forcée de la personne soumise à l'ordonnance
Effect of imprisonment	(4) The imprisonment of an offender for default of payment of a fine terminates the operation of sections 734.5 and 734.6 in relation to that fine.	(4) L'emprisonnement du délinquant pour défaut de paiement d'une amende met fin à l'application des articles 734.5 et 734.6 à cette amende.	Effet de l'emprisonnement
Definition of "penalty"	734.8 (1) In this section, "penalty" means the aggregate of (a) the fine, and (b) the costs and charges of committing and conveying the defaulter to prison.	734.8 (1) Au présent article, « peine » s'entend de la somme des amendes et des frais et dépens de l'envoi et de la conduite en prison de la personne en défaut de paiement d'une amende.	Définition de « peine »
Reduction of imprisonment on part payment	(2) Where a person is imprisoned in default of payment of a fine, the term of imprisonment shall, on payment of a part of the penalty, whether the payment was made before or after the issue of a warrant of committal, be reduced by the number of days that bears the same proportion to the number of days in the term as the part paid bears to the total penalty.	(2) Lorsqu'un emprisonnement est infligé pour défaut de paiement d'une amende, il est réduit, sur paiement d'une partie de la peine, que le paiement ait été fait avant ou après la délivrance d'un mandat d'incarcération, du nombre de jours ayant le même rapport avec la durée de l'emprisonnement qu'entre le paiement partiel et la peine globale.	Réduction de l'emprisonnement en cas de paiement partiel
Minimum that can be accepted	(3) No amount offered in part payment of a penalty shall be accepted unless it is sufficient to secure a reduction of sentence of one day, or a multiple thereof, and where a warrant of committal has been issued, no part payment shall be accepted until any fee that is payable in respect of the warrant or its execution has been paid.	(3) Aucune somme offerte en paiement partiel d'une peine ne peut être acceptée, à moins qu'elle ne soit suffisante pour assurer une réduction de peine d'un nombre entier de jours, et, lorsqu'un mandat d'incarcération a été délivré, aucun paiement partiel ne peut être accepté tant que les frais afférents au mandat ou à son exécution n'ont pas été acquittés.	Paiement minimal
To whom payment made	(4) Payment may be made under this section to the person who has lawful custody of the prisoner or to such other person as the Attorney General directs.	(4) Le paiement prévu au présent article peut être effectué à la personne qui a la garde légale du prisonnier ou à toute autre personne que désigne le procureur général.	Destinataire du paiement
Application of money paid	(5) A payment under this section shall be applied firstly to the payment in full of costs and charges, secondly to the payment in full of any victim fine surcharge imposed under subsection 737(1), and thereafter to payment of any part of the fine that remains unpaid.	(5) Le paiement prévu au présent article est d'abord affecté au paiement intégral des frais et dépens, ensuite au paiement intégral de la suramende compensatoire infligée en vertu du paragraphe 737(1) et enfin au paiement de toute partie de l'amende demeurant non acquittée.	Affectation de la somme versée
Fines on corporations	735. (1) A corporation that is convicted of an offence is liable, in lieu of any imprisonment that is prescribed as punishment for that offence, to be fined in an amount, except where otherwise provided by law,	735. (1) Sauf disposition contraire de la loi, la morale déclarée coupable d'une infraction est passible, au lieu de toute peine d'emprisonnement prévue pour cette infraction, d'une amende :	Amendes infligées aux personnes morales

	<p>(a) that is in the discretion of the court, where the offence is an indictable offence; or</p> <p>(b) not exceeding twenty-five thousand dollars, where the offence is a summary conviction offence.</p>	<p>a) dont le montant est fixé par le tribunal, si l'infraction est un acte criminel;</p> <p>b) maximale de vingt-cinq mille dollars, si l'infraction est punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.</p>	
Civil enforcement of fines	<p>(2) Section 734.6 applies, with such modifications as the circumstances require, where a fine imposed under subsection (1) or under any other Act of Parliament is not paid forthwith.</p>	<p>(2) L'article 734.6 s'applique, avec les adaptations nécessaires, à une amende infligée en application du paragraphe (1) ou d'une autre loi fédérale et non acquittée sur-le-champ.</p>	<p>Exécution civile</p>
Fine option program	<p>736. (1) An offender who is fined under section 734 may, whether or not the offender is serving a term of imprisonment imposed in default of payment of the fine, discharge the fine in whole or in part by earning credits for work performed during a period not greater than two years in a program established for that purpose by the Lieutenant Governor in Council</p>	<p>736. (1) Le délinquant condamné au paiement d'une amende au terme de l'article 734, qu'il purge ou non une peine d'emprisonnement pour défaut de paiement de celle-ci, peut s'acquitter de l'amende en tout ou en partie par acquisition de crédits au titre de travaux réalisés, sur une période maximale de deux ans, dans le cadre d'un programme, auquel il est admissible, établi à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil :</p>	<p>Mode facultatif de paiement d'une amende</p>
	<p>(a) of the province in which the fine was imposed, or</p> <p>(b) of the province in which the offender resides, where an appropriate agreement is in effect between the government of that province and the government of the province in which the fine was imposed,</p> <p>if the offender is admissible to such a program.</p>	<p>a) soit de la province où l'amende a été infligée;</p> <p>b) soit de la province de résidence du délinquant, lorsque le gouvernement de celle-ci et celui de la province où la peine a été infligée ont conclu un accord en vigueur à cet effet.</p>	
Credits and other matters	<p>(2) A program referred to in subsection (1) shall determine the rate at which credits are earned and may provide for the manner of crediting any amounts earned against the fine and any other matters necessary for or incidental to carrying out the program.</p>	<p>(2) Le programme visé au paragraphe (1) détermine le taux auquel les crédits sont acquis et peut prévoir la manière de créditer les sommes gagnées à l'acquittement de l'amende ainsi que toute autre mesure nécessaire ou accessoire à sa réalisation.</p>	<p>Taux, crédits, etc.</p>
Deemed payment	<p>(3) Credits earned for work performed as provided by subsection (1) shall, for the purposes of this Act, be deemed to be payment in respect of a fine.</p>	<p>(3) Les crédits visés au paragraphe (1) sont, pour l'application de la présente loi, réputés constituer le paiement de l'amende.</p>	<p>Présomption</p>
Federal-provincial agreement	<p>(4) Where, by virtue of subsection 734.4(2), the proceeds of a fine belong to Her Majesty in right of Canada, an offender may discharge the fine in whole or in part in a fine option program of a province pursuant to subsection (1), where an appropriate agreement is in effect between the government of the province and the Government of Canada.</p>	<p>(4) Dans le cas où, en application du paragraphe 734.4(2), le produit d'une amende est attribué à Sa Majesté du chef du Canada, le délinquant peut s'acquitter de l'amende en tout ou en partie dans le cadre d'un programme provincial visé au paragraphe (1) lorsque le gouvernement de la province et celui du Canada ont conclu un accord en vigueur à cet effet.</p>	<p>Entente fédéro-provinciale</p>

Victim fine surcharge

737. (1) Subject to subsection (2), where an offender is convicted or discharged under section 730 of an offence under this Act or Part III or IV of the *Food and Drugs Act* or the *Narcotic Control Act*, the court imposing sentence on or discharging the offender shall, in addition to any other punishment imposed on the offender, order the offender to pay a victim fine surcharge in an amount not exceeding

(a) fifteen per cent of any fine that is imposed on the offender for that offence or, where no fine is imposed on the offender for that offence, ten thousand dollars, or

(b) such lesser amount as may be prescribed by, or calculated in the manner prescribed by, regulations made by the Governor in Council under subsection (5),

subject to such terms and conditions as may be prescribed by those regulations.

Exception

(2) Where the offender establishes to the satisfaction of the court that undue hardship to the offender or the dependants of the offender would result from the making of an order under subsection (1), the court is not required to make the order.

Written reasons for not making order

(3) Where the court does not make an order under subsection (1), the court shall

(a) provide the reasons why the order is not being made; and

(b) enter the reasons in the record of the proceedings or, where the proceedings are not recorded, provide written reasons.

Amounts applied to aid victims

(4) A victim fine surcharge imposed under subsection (1) shall be applied for the purposes of providing such assistance to victims of offences as the Lieutenant Governor in Council of the province in which the surcharge is imposed may direct from time to time.

Regulations

(5) The Governor in Council may, for the purposes of subsection (1), make regulations prescribing the maximum amount or the manner of calculating the maximum amount of a victim fine surcharge to be imposed under that subsection, not exceeding the amount referred to in paragraph (1)(a), and

737. (1) Sous réserve du paragraphe (2), lorsque le délinquant est condamné — ou absous aux termes de l'article 730 — pour une infraction prévue à la présente loi, aux parties III ou IV de la *Loi sur les aliments et drogues* ou à la *Loi sur les stupéfiants*, le tribunal qui lui inflige une peine ou qui prononce l'absolution est tenu, en plus de toute autre peine infligée au délinquant, d'ordonner à celui-ci de verser une suramende compensatoire, sous réserve des modalités prévues par les règlements d'application du paragraphe (5) pris par le gouverneur en conseil; le montant de cette amende ne peut dépasser le moins élevé des montants suivants : 15

a) quinze pour cent de l'amende qui est infligée pour l'infraction ou, si aucune amende n'est infligée, dix mille dollars;

b) le montant prévu — ou dont le mode de calcul est prévu — par ces règlements. 20

Suramende compensatoire

Exception

(2) Le tribunal n'est pas tenu de rendre l'ordonnance prévue au paragraphe (1) si le délinquant lui démontre que cela lui causerait — ou causerait aux personnes à sa charge — un préjudice injustifié. 25

Motifs écrits

(3) Le tribunal qui ne rend pas l'ordonnance prévue au paragraphe (1) est tenu de donner ses motifs; ceux-ci sont consignés au dossier du tribunal ou, si les procédures ne sont pas enregistrées, sont rendus par écrit. 30

Affectation des suramendes compensatoires

(4) Les suramendes compensatoires visées au paragraphe (1) sont affectées à l'aide aux victimes d'actes criminels en conformité avec les instructions du lieutenant-gouverneur en conseil de la province où elles sont infligées. 35

Règlements

(5) Pour l'application du paragraphe (1), le gouverneur en conseil peut par règlement prévoir le montant maximal — ou le mode de calcul de celui-ci — des suramendes compensatoires ainsi que les modalités selon lesquelles elles peuvent être infligées; ce 40

Enforcement	<p>any terms and conditions subject to which the victim fine surcharge is to be imposed.</p> <p>(6) Subsections 734(2) to (4) and sections 734.1, 734.3 and 734.7 apply, and section 736 does not apply, in respect of a victim fine surcharge imposed under subsection (1).</p>	<p>montant maximal ne peut toutefois dépasser le montant prévu à l'alinéa (1)a).</p> <p>(6) Les paragraphes 734(2) à (4) et les articles 734.1, 734.3 et 734.7 — à l'exception de l'article 736 — s'appliquent aux suramendes compensatoires infligées aux termes du paragraphe (1).</p>	Exécution
Restitution to victims of offences	<p style="text-align: center;"><i>Restitution</i></p> <p>738. (1) Where an offender is convicted or discharged under section 730 of an offence, the court imposing sentence on or discharging the offender may, on application of the Attorney General or on its own motion, in addition to any other measure imposed on the offender, order that the offender make restitution to another person as follows:</p> <p>(a) in the case of damage to, or the loss or destruction of, the property of any person as a result of the commission of the offence or the arrest or attempted arrest of the offender, by paying to the person an amount not exceeding the replacement value of the property as of the date the order is imposed, less the value of any part of the property that is returned to that person as of the date it is returned, where the amount is readily ascertainable; or</p> <p>(b) in the case of bodily harm to any person as a result of the commission of the offence or the arrest or attempted arrest of the offender, by paying to the person an amount not exceeding all pecuniary damages, including loss of income or support, incurred as a result of the bodily harm, where the amount is readily ascertainable.</p>	<p style="text-align: center;"><i>Dédommagement</i></p> <p>738. (1) Lorsque le délinquant est condamné ou absous sous le régime de l'article 730, le tribunal qui inflige la peine ou prononce l'absolution peut, en plus de toute autre mesure, à la demande du procureur général ou d'office, lui ordonner :</p> <p>a) dans le cas où la perte ou la destruction des biens d'une personne — ou le dommage qui leur a été causé — est imputable à la perpétration de l'infraction ou à l'arrestation ou à la tentative d'arrestation du délinquant, de verser à cette personne des dommages-intérêts non supérieurs à la valeur de remplacement des biens à la date de l'ordonnance moins la valeur — à la date de la restitution — de la partie des biens qui été restituée à celle-ci, si cette valeur peut être facilement déterminée;</p> <p>b) dans le cas où les blessures corporelles infligées à une personne sont imputables à la perpétration de l'infraction ou à l'arrestation ou à la tentative d'arrestation du délinquant, de verser à cette personne des dommages-intérêts non supérieurs à la valeur des dommages pécuniaires, notamment la perte de revenu, imputables aux blessures corporelles, si ces dommages peuvent être facilement déterminés.</p>	Dédommagement
Regulations	<p>(2) The Lieutenant Governor in Council of a province may make regulations precluding the inclusion of provisions on enforcement of restitution orders as an optional condition of a probation order or of a conditional sentence order.</p>	<p>(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province peut, par règlement, interdire l'insertion, dans une ordonnance de probation ou une ordonnance de sursis, d'une condition facultative prévoyant l'exécution forcée d'une ordonnance de dédommagement.</p>	Règlements du lieutenant-gouverneur
Restitution to persons acting in good faith	<p>739. Where an offender is convicted or discharged under section 730 of an offence and</p>	<p>739. Lorsque le délinquant est condamné ou absous sous le régime de l'article 730 et qu'il a transféré ou remis moyennant contrepartie des biens obtenus criminellement à un tiers agissant de bonne foi et ignorant l'ori-</p>	Dédommagement des parties de bonne foi

(a) any property obtained as a result of the commission of the offence has been conveyed or transferred for valuable consideration to a person acting in good faith and without notice, or

(b) the offender has borrowed money on the security of that property from a person acting in good faith and without notice,

the court may, where that property has been returned to the lawful owner or the person 10 who had lawful possession of that property at the time the offence was committed, order the offender to pay as restitution to the person referred to in paragraph (a) or (b) an amount not exceeding the amount of consid- 15 eration for that property or the total amount outstanding in respect of the loan, as the case may be.

Priority to restitution

740. Where the court finds it applicable and appropriate in the circumstances of a 20 case to make, in relation to an offender, an order of restitution under section 738 or 739, and

(a) an order of forfeiture under this or any other Act of Parliament may be made in 25 respect of property that is the same as property in respect of which the order of restitution may be made, or

(b) the court is considering ordering the offender to pay a fine and it appears to the 30 court that the offender would not have the means or ability to comply with both the order of restitution and the order to pay the fine,

the court shall first make the order of restitu- 35 tion and shall then consider whether and to what extent an order of forfeiture or an order to pay a fine is appropriate in the circumstances.

Enforcing restitution order

741. (1) Where an amount that is ordered 40 to be paid under section 738 or 739 is not paid forthwith, the person to whom the amount was ordered to be paid may, by filing the order, enter as a judgment the amount ordered to be paid in any civil court in 45 Canada that has jurisdiction to enter a judgment for that amount, and that judgment is enforceable against the offender in the same

origine criminelle des biens ou qu'il a emprunté en donnant ces biens en garantie auprès d'un créancier agissant de bonne foi et ignorant l'origine criminelle des biens, le tribunal 5 peut, si ceux-ci ont été restitués à leur pro- 5 priétaire légitime ou à la personne qui avait droit à leur possession légitime au moment de la perpétration, ordonner au délinquant de verser au tiers ou au créancier des dom- 10 mages-intérêts non supérieurs à la contrepar- 10 tie versée par le tiers pour le bien ou au solde du prêt.

740. Le tribunal estimant que les circons- 20 tances justifient l'ordonnance de dédommagement prévue aux articles 738 ou 739 à 15 l'égard d'un délinquant rend d'abord cette ordonnance et étudie ensuite la possibilité, compte tenu des circonstances :

Priorité au dédommement

a) soit de rendre une ordonnance de confiscation prévue par la présente loi ou une 20 autre loi fédérale à l'égard des biens visés par l'ordonnance de dédommagement;

b) soit d'infliger une amende au délinquant s'il estime que celui-ci a les moyens, à la fois, de se conformer à l'ordonnance 25 de dédommagement et de payer l'amende.

Exécution civile

741. (1) Faute par le délinquant de payer immédiatement la somme d'argent dont le paiement est ordonné en application des articles 738 ou 739, le destinataire de cette 30 somme peut, par le dépôt de l'ordonnance, faire inscrire la somme d'argent au tribunal civil compétent. L'inscription vaut jugement exécutoire contre le délinquant comme s'il s'agissait d'un jugement rendu contre lui, 35

	<p>manner as if it were a judgment rendered against the offender in that court in civil proceedings.</p>	<p>devant ce tribunal, au terme d'une action civile au profit du destinataire.</p>	
<p>Moneys found on offender</p>	<p>(2) All or any part of an amount that is ordered to be paid under section 738 or 739 may be taken out of moneys found in the possession of the offender at the time of the arrest of the offender if the court making the order, on being satisfied that ownership of or right to possession of those moneys is not disputed by claimants other than the offender, so directs.</p>	<p>(2) Le tribunal peut ordonner que toute somme d'argent trouvée en la possession du délinquant au moment de son arrestation soit, en tout ou en partie, affectée au versement des sommes d'argent payables en application des articles 738 ou 739, s'il est convaincu que personne d'autre que le délinquant n'en réclame la propriété ou la possession.</p>	<p>Somme trouvée sur le délinquant 5 10</p>
<p>Notice of orders of restitution</p>	<p>741.1 Where a court makes an order of restitution under section 738 or 739, it shall cause notice of the content of the order, or a copy of the order, to be given to the person to whom the restitution is ordered to be paid.</p>	<p>741.1 Le tribunal qui rend une ordonnance en vertu des articles 738 ou 739 est tenu d'en faire notifier le contenu ou une copie à la personne qui en est le bénéficiaire.</p>	<p>Notification 15</p>
<p>Civil remedy not affected</p>	<p>741.2 A civil remedy for an act or omission is not affected by reason only that an order for restitution under section 738 or 739 has been made in respect of that act or omission.</p>	<p>741.2 L'ordonnance de dédommagement rendue aux termes des articles 738 ou 739 en ce qui concerne un acte ou une omission ne porte pas atteinte au recours civil fondé sur cet acte ou cette omission.</p>	<p>Recours civil non atteint 20</p>
	<p><i>Conditional Sentence of Imprisonment</i></p>	<p><i>Condamnations à l'emprisonnement avec sursis</i></p>	
<p>Definitions</p>	<p>742. In sections 742.1 to 742.7,</p>	<p>742. Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 742.1 à 742.7.</p>	<p>Définitions</p>
<p>"change" "modification"</p>	<p>"change", in relation to optional conditions, includes deletions and additions;</p>	<p>"agent de surveillance" La personne désignée par le procureur général, par son nom ou par son titre, comme agent de surveillance pour l'application des articles 742.1 à 742.7.</p>	<p>"agent de surveillance" "supervisor"</p>
<p>"optional conditions" "conditions facultatives" "supervisor" "agent de surveillance"</p>	<p>"optional conditions" means the conditions referred to in subsection 742.3(2); "supervisor" means a person designated by the Attorney General, either by name or by title of office, as a supervisor for the purposes of sections 742.1 to 742.7.</p>	<p>"conditions facultatives" Les conditions prévues au paragraphe 742.3(2). "modification" Comprend, en ce qui concerne les conditions facultatives, les suppressions et les adjonctions.</p>	<p>"conditions facultatives" "optional conditions" "modification" "change"</p>
<p>Imposing of conditional sentence</p>	<p>742.1 Where a person is convicted of an offence, except an offence that is punishable by a minimum term of imprisonment, and the court (a) imposes a sentence of imprisonment of less than two years, and (b) is satisfied that serving the sentence in the community would not endanger the safety of the community,</p>	<p>742.1 Lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction — autre qu'une infraction pour laquelle une peine minimale d'emprisonnement est prévue — et condamnée à un emprisonnement de moins de deux ans, le tribunal peut, s'il est convaincu que le fait de purger la peine au sein de la collectivité ne met pas en danger la sécurité de celle-ci, ordonner au délinquant de purger sa peine dans la collectivité afin d'y surveiller le comportement de celui-ci, sous réserve de</p>	<p>Octroi du sursis 35 40</p>

	the court may, for the purpose of supervising the offender's behaviour in the community, order that the offender serve the sentence in the community, subject to the offender's complying with the conditions of a conditional sentence order made under section 742.3.	l'observation des conditions qui lui sont infligées en application de l'article 742.3.	
Firearm, etc., prohibitions	742.2 (1) Before imposing a conditional sentence under section 742.1, the court shall consider whether section 100 is applicable.	742.2 (1) Avant d'octroyer le sursis, le tribunal vérifie l'applicabilité de l'article 100.	Armes à feu
Idem	(2) For greater certainty, a condition of a conditional sentence referred to in paragraph 742.3(2)(b) does not affect the operation of section 100.	(2) Il est entendu que l'adjonction de la condition visée à l'alinéa 742.3(2)b) à une ordonnance de sursis ne porte pas atteinte à l'application de l'article 100.	5 Application de l'article 100
Compulsory conditions of conditional sentence order	742.3 (1) The court shall prescribe, as conditions of a conditional sentence order, that the offender do all of the following:	742.3 (1) Le tribunal assortit l'ordonnance de sursis des conditions suivantes, intimant au délinquant :	Conditions obligatoires
	(a) keep the peace and be of good behaviour;	a) de ne pas troubler l'ordre public et d'avoir une bonne conduite;	
	(b) appear before the court when required to do so by the court;	b) de répondre aux convocations du tribunal;	15
	(c) report to a supervisor	c) de se présenter à l'agent de surveillance :	
	(i) within two working days, or such longer period as the court directs, after the making of the conditional sentence order, and	(i) dans les deux jours ouvrables suivant la date de l'ordonnance, ou dans le délai plus long fixé par le tribunal,	20
	(ii) thereafter, when required by the supervisor and in the manner directed by the supervisor;	(ii) par la suite, selon les modalités de temps et de forme fixées par l'agent de surveillance;	
	(d) remain within the jurisdiction of the court unless written permission to go outside that jurisdiction is obtained from the court or the supervisor; and	d) de rester dans le ressort du tribunal, sauf permission écrite d'en sortir donnée par le tribunal ou par l'agent de surveillance;	25
	(e) notify the court or the supervisor in advance of any change of name or address, and promptly notify the court or the supervisor of any change of employment or occupation.	e) de prévenir le tribunal ou l'agent de surveillance de ses changements d'adresse ou de nom et les aviser rapidement de ses changements d'emploi ou d'occupation.	30
Optional conditions of conditional sentence order	(2) The court may prescribe, as additional conditions of a conditional sentence order, that the offender do one or more of the following:	(2) Le tribunal peut assortir l'ordonnance de sursis de l'une ou de plusieurs des conditions suivantes, intimant au délinquant :	Conditions facultatives
	(a) abstain from	a) de s'abstenir de consommer :	35
	(i) the consumption of alcohol or other intoxicating substances, or	(i) de l'alcool ou d'autres substances toxiques,	

	<p>(ii) the consumption of drugs except in accordance with a medical prescription;</p> <p>(b) abstain from owning, possessing or carrying a weapon;</p> <p>(c) provide for the support or care of 5 dependants;</p> <p>(d) perform up to 240 hours of community service over a period not exceeding one year;</p> <p>(e) attend a treatment program approved by 10 the province; and</p> <p>(f) comply with such other reasonable conditions as the court considers desirable, subject to any regulations made under subsection 738(2), for securing the good conduct of the offender and for preventing a repetition by the offender of the same offence or the commission of other offences.</p>	<p>(ii) des drogues, sauf sur ordonnance médicale;</p> <p>b) de s'abstenir d'être propriétaire, possesseur ou porteur d'une arme;</p> <p>c) de prendre soin des personnes à sa 5 charge et de subvenir à leurs besoins;</p> <p>d) d'accomplir au plus deux cent quarante heures de service communautaire au cours d'une période maximale d'un an;</p> <p>e) de suivre un programme de traitement 10 approuvé par la province;</p> <p>f) d'observer telles autres conditions raisonnables que le tribunal considère souhaitables, sous réserve des règlements d'application du paragraphe 738(2), pour 15 assurer la bonne conduite du délinquant et l'empêcher de commettre de nouveau la même infraction ou de commettre d'autres infractions.</p>	
<p>Proceedings on making order</p>	<p>(3) A court that makes an order under this section shall</p>	<p>(3) Le tribunal qui rend l'ordonnance pré- 20 vue au présent article :</p>	<p>Procédure</p>
	<p>(a) cause to be given to the offender</p> <p>(i) a copy of the order,</p> <p>(ii) an explanation of the substance of sections 742.4 and 742.6, and</p> <p>(iii) an explanation of the procedure for 25 applying under section 742.4 for a change to the optional conditions; and</p> <p>(b) take reasonable measures to ensure that the offender understands the order and the explanations given to the offender 30 under paragraph (a).</p>	<p>a) fait donner au délinquant :</p> <p>(i) une copie de l'ordonnance,</p> <p>(ii) une explication du contenu des articles 742.4 et 742.6, 25</p> <p>(iii) une explication des renseignements concernant la procédure de la demande de modification des conditions facultatives prévue à l'article 742.4;</p> <p>b) prend les mesures voulues pour s'assu- 30 rer que le délinquant comprend l'ordonnance et les renseignements qui lui ont été fournis en application de l'alinéa a).</p>	
<p>Supervisor may propose changes to optional conditions</p>	<p>742.4 (1) Where an offender's supervisor is of the opinion that a change in circumstances makes a change to the optional conditions desirable, the supervisor may give 35 written notification of the proposed change, and the reasons therefor, to the offender, the prosecutor and the court.</p>	<p>742.4 (1) L'agent de surveillance qui estime que l'évolution des circonstances justi- 35 fie la modification des conditions facultatives peut notifier par écrit les modifications proposées et les motifs à leur appui au délinquant, au poursuivant et au tribunal.</p>	<p>Modification des conditions facultatives</p>
<p>Hearing</p>	<p>(2) Within seven days after receiving a notification referred to in subsection (1), 40</p> <p>(a) the offender or the prosecutor may request the court to hold a hearing to consider the proposed change, or</p>	<p>(2) Dans les sept jours suivant la notifica- 40 tion, le délinquant ou le poursuivant peuvent demander au tribunal la tenue d'une audience pour étudier les modifications proposées, ou le tribunal peut d'office ordonner la tenue d'une audience à cette fin; l'audience a 45</p>	<p>Audience</p>

Decision at hearing	<p>(b) the court may, of its own initiative, order that a hearing be held to consider the proposed change, and a hearing so requested or ordered shall be held within thirty days after the receipt by the court of the notification referred to in subsection (1).</p>	<p>lieu dans les trente jours suivant la réception de la notification par le tribunal.</p>	
Where no hearing requested or ordered	<p>(3) At a hearing held pursuant to subsection (2), the court (a) shall approve or refuse to approve the proposed change; and (b) may make any other change to the optional conditions that the court deems appropriate. (4) Where no request or order for a hearing is made within the time period stipulated in subsection (2), the proposed change takes effect fourteen days after the receipt by the court of the notification referred to in subsection (1), and the supervisor shall so notify the offender and file proof of that notification with the court.</p>	<p>(3) À l'audience, le tribunal rejette ou approuve les modifications proposées et peut apporter aux conditions facultatives toute autre modification qu'il estime indiquée. (4) Dans le cas où la demande d'audience n'est pas présentée dans le délai prévu au paragraphe (2), les modifications proposées prennent effet dans les quatorze jours suivant la réception par le tribunal de la notification prévue au paragraphe (1); l'agent de surveillance avise alors le délinquant et dépose la preuve de la notification au tribunal.</p>	Décision
Changes proposed by offender or prosecutor	<p>(5) Subsections (1) and (3) apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of a change proposed by the offender or the prosecutor to the optional conditions, and in all such cases a hearing must be held, and must be held within thirty days after the receipt by the court of the notification referred to in subsection (1).</p>	<p>(5) Les paragraphes (1) et (3) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux propositions de modification des conditions facultatives effectuées par le délinquant ou le poursuivant; l'audience est alors obligatoire et est tenue dans les trente jours suivant la réception par le tribunal de la notification prévue au paragraphe (1).</p>	Absence de demande d'audience
Judge may act in chambers	<p>(6) All the functions of the court under this section may be exercised in chambers.</p>	<p>(6) Les attributions conférées au tribunal par le présent article peuvent être exercées par le juge en chambre.</p>	Modifications proposées par le délinquant ou le poursuivant
Transfer of order	<p>742.5 (1) Where an offender who is bound by a conditional sentence order becomes a resident of a territorial division other than the territorial division where the order was made, the court that made the order may, (a) on the application of a supervisor, and (b) if both such territorial divisions are not in the same province, with the consent of the Attorney General of the province in which the order was made, transfer the order to a court in that other territorial division that would, having regard to the mode of trial of the offender, have had jurisdiction to make the order in that other</p>	<p>(6) Les attributions conférées au tribunal par le présent article peuvent être exercées par le juge en chambre. 742.5 (1) Lorsqu'un délinquant soumis à une ordonnance de sursis devient résident d'une circonscription territoriale autre que celle où l'ordonnance a été rendue, le tribunal qui a rendu l'ordonnance peut, à la demande de l'agent de surveillance et avec le consentement, si ces deux circonscriptions territoriales ne sont pas situées dans la même province, du procureur général de la province où l'ordonnance a été rendue, transférer l'ordonnance à un tribunal de cette autre circonscription territoriale qui aurait, étant donné la forme du procès du délinquant, eu compétence pour rendre l'ordonnance dans cette autre circonscription territoriale si le</p>	Juge en chambre

Where court unable to act	<p>territorial division if the offender had been tried and convicted there of the offence in respect of which the order was made, and the order may thereafter be dealt with and enforced by the court to which it is so transferred in all respects as if that court had made the order.</p>	<p>délinquant y avait subi son procès et y avait été déclaré coupable de l'infraction au sujet de laquelle l'ordonnance a été rendue; le tribunal auquel l'ordonnance a été transférée peut, dès lors, statuer sur l'ordonnance et l'appliquer à tous égards comme s'il l'avait rendue.</p>	Incapacité d'agir du tribunal
Procedure on breach of condition	<p>(2) Where a court that has made a conditional sentence order or to which a conditional sentence order has been transferred pursuant to subsection (1) is for any reason unable to act, the powers of that court in relation to the conditional sentence order may be exercised by any other court that has equivalent jurisdiction in the same province.</p>	<p>(2) Lorsque le tribunal qui a rendu une ordonnance de sursis ou à qui une ordonnance de sursis a été transférée en application du paragraphe (1) est pour quelque raison dans l'incapacité d'agir, les pouvoirs de ce tribunal concernant cette ordonnance peuvent être exercés par tout autre tribunal ayant une juridiction équivalente dans la même province.</p>	Mesures en cas de manquement
Interim release	<p>742.6 (1) The provisions of Parts XVI and XVIII with respect to compelling the appearance of an accused before a justice apply, with such modifications as the circumstances require, to proceedings under subsections (3) to (9), and any reference in those Parts to committing an offence shall be read as a reference to breaching a condition of a conditional sentence order.</p>	<p>742.6 (1) Les dispositions des parties XVI et XVIII concernant la comparution forcée d'un prévenu devant un juge de paix s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux 20 procédures prévues aux paragraphes (3) à (9), et toute mention, dans ces parties, de la perpétration d'une infraction est interprétée comme la mention d'un manquement aux conditions d'une ordonnance de sursis.</p>	Mise en liberté provisoire
Hearing	<p>(2) For the purpose of the application of section 515, the release from custody of an offender who is detained on the basis of an alleged breach of a condition of a conditional sentence order shall be governed by subsection 515(6).</p>	<p>(2) Pour l'application de l'article 515, le paragraphe 515(6) s'applique à la mise en liberté du délinquant détenu pour un prétendu manquement à une condition d'une ordonnance de sursis.</p>	Audience
	<p>(3) An allegation of a breach of condition may be heard by any court having jurisdiction to hear that allegation in the place where the breach is alleged to have been committed or in the place where the accused is found, is arrested or is in custody, but where the place where the accused is found, is arrested or is in custody is outside the province in which the breach is alleged to have been committed, no proceedings in respect of that breach shall be instituted in that place without the consent of the Attorney General of that province, and any allegation of a breach shall be heard</p> <p>(a) within thirty days after the offender's arrest, where a warrant was issued; or</p> <p>(b) where a summons was issued, within thirty days after the issue of the summons.</p>	<p>(3) Peut être saisi du prétendu manquement tout tribunal compétent au lieu où le manquement est présumé avoir été commis, ou au lieu où le délinquant est trouvé, est arrêté ou est sous garde, mais si ce dernier lieu est situé à l'extérieur de la province où le manquement est présumé avoir été commis, on ne peut procéder devant le tribunal de ce lieu sans le consentement du procureur général de la province; l'audience est tenue :</p> <p>a) en cas de délivrance d'un mandat, dans les trente jours suivant l'arrestation du délinquant;</p> <p>b) en cas de délivrance d'une sommation, dans les trente jours suivant la délivrance.</p>	

Report of supervisor	(4) An allegation of a breach of condition must be supported by a written report of the supervisor, which report must include, where appropriate, signed statements of witnesses.	(4) Le rapport écrit de l'agent de surveillance, où figurent les éléments de preuve tendant à établir le prétendu manquement, ainsi que, le cas échéant, les déclarations signées des témoins.	Rapport de l'agent de surveillance
Notice of intention to produce report	(5) No report shall be admitted in evidence unless the party intending to produce it has, before the hearing, given the offender reasonable notice and a copy of the report.	(5) Le rapport n'est recevable en preuve que si la partie qui entend le produire donne à la partie adverse, dans un délai raisonnable avant l'audience, une copie du rapport et un préavis de son intention de produire celui-ci.	5 Préavis
Proof of service	(6) Service of any report referred to in subsection (4) may be proved by oral evidence given under oath by, or by the affidavit or solemn declaration of, the person claiming to have served it.	(6) La signification du rapport peut être prouvée par témoignage sous serment, par affidavit ou par déclaration solennelle de la personne qui a effectué la signification.	10 Preuve de signification
Attendance for examination	(7) Notwithstanding subsection (6), the court may require the person who appears to have signed an affidavit or solemn declaration referred to in that subsection to appear before it for examination or cross-examination in respect of the issue of proof of service.	(7) Malgré le paragraphe (6), le tribunal peut exiger que la personne qui a signé l'affidavit ou la déclaration solennelle se présente devant lui pour interrogatoire ou contre-interrogatoire portant sur la preuve de la signification.	15 Présence pour interrogatoire 20
Requiring attendance of supervisor or witness	(8) The offender may, with leave of the court, require the attendance, for cross-examination, of the supervisor or of any witness whose signed statement is included in the report.	(8) Le délinquant peut, avec l'autorisation du tribunal, exiger la comparution, pour fin de contre-interrogatoire, de l'agent de surveillance ou de tout témoin dont la déclaration signée figure au rapport.	25 Présence de l'agent de surveillance ou du témoin
Powers of court	(9) Where the court is satisfied, on a balance of probabilities, that the offender has without reasonable excuse, the proof of which lies on the offender, breached a condition of the conditional sentence order, the court may (a) take no action; (b) change the optional conditions; (c) suspend the conditional sentence order and direct (i) that the offender serve in custody a portion of the unexpired sentence, and (ii) that the conditional sentence order resume on the offender's release from custody, either with or without changes to the optional conditions; or (d) terminate the conditional sentence order and direct that the offender be committed to custody until the expiration of the sentence.	(9) Le tribunal peut, s'il est convaincu, par une preuve prépondérante, que le délinquant a enfreint, sans excuse raisonnable dont la preuve lui incombe, une condition de l'ordonnance de sursis : a) ne pas agir; b) modifier les conditions facultatives; c) suspendre l'ordonnance et ordonner : (i) d'une part, au délinquant de purger en prison une partie de la peine qui reste à courir, (ii) d'autre part, que l'ordonnance s'applique à compter de la libération du délinquant, avec ou sans modification des conditions facultatives; d) mettre fin à l'ordonnance de sursis et ordonner que le délinquant soit incarcéré jusqu'à la fin de la peine d'emprisonnement.	30 Pouvoir du tribunal 35 40 45

Where person imprisoned for new offence	<p>742.7 Where an offender who is at large under a conditional sentence is imprisoned for another offence, whenever committed, the running of the conditional sentence is suspended during the period of imprisonment for that other offence, unless otherwise ordered by the court under subsection 742.4(3) or 742.6(9), but no such order may be incompatible with subsection 718.3(5).</p>	<p>742.7 Lorsque le délinquant mis en liberté en application d'une ordonnance de sursis est emprisonné pour une autre infraction, quelle que soit l'époque de la perpétration de celle-ci, la période de sursis est suspendue pendant cette période d'emprisonnement, sauf ordonnance au contraire rendue par le tribunal en application des paragraphes 742.4(3) ou 742.6(9), sous réserve toutefois du paragraphe 718.3(5).</p>	Nouvelle infraction
Imprisonment when no other provision	<p style="text-align: center;"><i>Imprisonment</i></p> <p>743. Every one who is convicted of an indictable offence for which no punishment is specially provided is liable to imprisonment for a term not exceeding five years.</p>	<p style="text-align: center;"><i>Emprisonnement</i></p> <p>743. Quiconque est déclaré coupable d'un acte criminel pour lequel il n'est prévu aucune peine est passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans.</p>	Absence de peine
Imprisonment for life or more than two years	<p>743.1 (1) Except where otherwise provided, a person who is sentenced to imprisonment for</p> <p>(a) life,</p> <p>(b) a term of two years or more, or</p> <p>(c) two or more terms of less than two years each that are to be served one after the other and that, in the aggregate, amount to two years or more,</p> <p>shall be sentenced to imprisonment in a penitentiary.</p>	<p>743.1 (1) Sauf disposition contraire de la présente loi ou de toute autre loi fédérale, une personne doit être condamnée à l'emprisonnement dans un pénitencier si elle est condamnée, selon le cas :</p> <p>a) à l'emprisonnement à perpétuité;</p> <p>b) à un emprisonnement de deux ans ou plus;</p> <p>c) à l'emprisonnement pour deux ou plusieurs périodes de moins de deux ans chacune, à purger l'une après l'autre et dont la durée totale est de deux ans ou plus.</p>	Emprisonnement à perpétuité ou pour plus de deux ans
Subsequent term less than two years	<p>(2) Where a person who is sentenced to imprisonment in a penitentiary is, before the expiration of that sentence, sentenced to imprisonment for a term of less than two years, the person shall serve that term in a penitentiary, but if the previous sentence of imprisonment in a penitentiary is set aside, that person shall serve that term in accordance with subsection (3).</p>	<p>(2) Lorsqu'une personne condamnée à l'emprisonnement dans un pénitencier est, avant l'expiration de cette peine, condamnée à un emprisonnement de moins de deux ans, elle purge cette dernière peine dans un pénitencier. Toutefois, si la peine antérieure d'emprisonnement dans un pénitencier est annulée, elle purge la dernière conformément au paragraphe (3).</p>	Période postérieure de moins de deux ans
Imprisonment for term less than two years	<p>(3) A person who is sentenced to imprisonment and who is not required to be sentenced as provided in subsection (1) or (2) shall, unless a special prison is prescribed by law, be sentenced to imprisonment in a prison or other place of confinement, other than a penitentiary, within the province in which the person is convicted, in which the sentence of imprisonment may be lawfully executed.</p>	<p>(3) Lorsqu'une personne est condamnée à l'emprisonnement et qu'elle n'est pas visée par les paragraphes (1) ou (2), elle est, sauf si la loi prévoit une prison spéciale, condamnée à l'emprisonnement dans une prison ou un autre lieu de détention de la province où elle est déclarée coupable, où la peine d'emprisonnement peut être légalement exécutée, à l'exclusion d'un pénitencier.</p>	Emprisonnement de moins de deux ans

Sentence to penitentiary of person serving sentence elsewhere	(4) Where a person is sentenced to imprisonment in a penitentiary while the person is lawfully imprisoned in a place other than a penitentiary, that person shall, except where otherwise provided, be sent immediately to the penitentiary, and shall serve in the penitentiary the unexpired portion of the term of imprisonment that that person was serving when sentenced to the penitentiary as well as the term of imprisonment for which that person was sentenced to the penitentiary.	(4) Lorsqu'une personne est condamnée à l'emprisonnement dans un pénitencier pendant qu'elle est légalement emprisonnée dans un autre endroit qu'un pénitencier, elle doit, sauf lorsqu'il y est autrement pourvu, être envoyée immédiatement au pénitencier et y purger la partie non expirée de la période d'emprisonnement qu'elle purgeait lorsqu'elle a été condamnée au pénitencier, ainsi que la période d'emprisonnement pour laquelle elle a été condamnée au pénitencier.	Condamnation au pénitencier d'une personne purgeant une peine ailleurs
Transfer to penitentiary	(5) Where, at any time, a person who is imprisoned in a prison or place of confinement other than a penitentiary is subject to two or more terms of imprisonment, each of which is for less than two years, that are to be served one after the other, and the aggregate of the unexpired portions of those terms at that time amounts to two years or more, the person shall be transferred to a penitentiary to serve those terms, but if any one or more of such terms is set aside or reduced and the unexpired portions of the remaining term or terms on the day on which that person was transferred under this section amounted to less than two years, that person shall serve that term or terms in accordance with subsection (3).	(5) La personne qui est détenue dans une prison ou un autre lieu de détention qu'un pénitencier et qui doit purger de façon consécutive plusieurs peines d'emprisonnement dont chacune est inférieure à deux ans est transférée dans un pénitencier si la durée totale à purger est égale ou supérieure à deux ans; toutefois, si l'une des peines est annulée ou si sa durée est réduite de telle façon que la période d'emprisonnement restant à purger à la date du transfert devient inférieure à deux ans, cette personne purge sa peine en conformité avec le paragraphe (3).	Transfèrement dans un pénitencier
Newfoundland	(6) For the purposes of subsection (3), "penitentiary" does not, until a day to be fixed by order of the Governor in Council, include the facility mentioned in subsection 15(2) of the <i>Corrections and Conditional Release Act</i> .	(6) Pour l'application du paragraphe (3), « pénitencier » ne vise pas, avant la date à fixer par décret du gouverneur en conseil, l'établissement mentionné au paragraphe 15(2) de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> .	Terre-Neuve
Report by court to Correctional Service	743.2 A court that sentences or commits a person to penitentiary shall forward to the Correctional Service of Canada its reasons and recommendation relating to the sentence or committal, any relevant reports that were submitted to the court, and any other information relevant to administering the sentence or committal.	743.2 Le tribunal qui condamne ou envoie une personne au pénitencier transmet au Service correctionnel du Canada ses motifs et recommandations relatifs à la mesure, ainsi que tous rapports pertinents qui lui ont été soumis et tous renseignements concernant l'administration de la peine.	Rapport au Service correctionnel
Sentence served according to regulations	743.3 A sentence of imprisonment shall be served in accordance with the enactments and rules that govern the institution to which the prisoner is sentenced.	743.3 Une peine d'emprisonnement est purgée conformément aux dispositions et règles qui régissent l'établissement où le prisonnier doit purger sa peine.	Peine purgée conformément aux règlements
Transfer of young person to place of custody	743.4 (1) Where a young person is sentenced to imprisonment under this or any other Act of Parliament, the young person	743.4 (1) Lorsqu'un adolescent a été condamné à l'emprisonnement en vertu de la présente loi ou de toute autre loi fédérale, il	Transfèrement à un lieu de garde

Removal of young person from place of custody	<p>may, with the consent of the provincial director, be transferred to a place of custody for any portion of the young person's term of imprisonment, but in no case shall that young person be kept in a place of custody under this section after that young person attains the age of twenty years.</p>	<p>peut, avec le consentement du directeur provincial, être transféré à un lieu de garde pour toute fraction de sa peine d'emprisonnement, mais il ne peut être maintenu en ce lieu après qu'il a atteint l'âge de vingt ans.</p>	5
Words and expressions	<p>(2) Where the provincial director certifies that a young person transferred to a place of custody under subsection (1) can no longer be held therein without significant danger of escape or of detrimentally affecting the rehabilitation or reformation of other young persons held therein, the young person may be imprisoned during the remainder of his term of imprisonment in any place where that young person might, but for subsection (1), have been imprisoned.</p>	<p>(2) Lorsque le directeur provincial atteste que l'adolescent transféré à un lieu de garde en application du paragraphe (1) ne peut plus y rester sans risque sérieux d'évasion ou sans que ne soit compromise la réinsertion sociale ou l'amélioration de la conduite des autres adolescents qui s'y trouvent, l'adolescent peut être emprisonné pour le reste de sa peine à un endroit où, compte non tenu du paragraphe (1), il aurait pu la purger.</p>	Retrait du lieu de garde
Transfer of jurisdiction	<p>(3) For the purposes of this section, the expressions "provincial director" and "young person" have the meanings assigned by subsection 2(1) of the <i>Young Offenders Act</i>, and the expression "place of custody" means "open custody" or "secure custody" within the meaning assigned by subsection 24.1(1) of that Act.</p>	<p>(3) Pour l'application du présent article, « adolescent » et « directeur provincial » ont le sens que leur donne le paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur les jeunes délinquants</i>, et « lieu de garde » s'entend de « garde en milieu ouvert » ou de « garde en milieu fermé » au sens que leur donne le paragraphe 24.1(1) de cette loi.</p>	Terminologie
Whether sentence to be served concurrently or consecutively	<p>743.5 (1) Where a person is sentenced for an offence while subject to a disposition made under paragraph 20(1)(j), (k) or (k.1) of the <i>Young Offenders Act</i>, on the application of the Attorney General or the Attorney General's agent, the court that sentences the person may, unless to so order would bring the administration of justice into disrepute, order that the remaining portion of the disposition made under that Act be dealt with, for all purposes under this Act or any other Act of Parliament, as if it had been a sentence imposed under this Act.</p>	<p>743.5 (1) Le tribunal qui prononce la condamnation d'une personne assujettie à une décision rendue au titre des alinéas 20(1)j), 20(k) ou k.1) de la <i>Loi sur les jeunes délinquants</i> peut, sur demande du procureur général ou de son représentant, ordonner que le reste de la peine prononcée en vertu de cette loi soit purgé, pour l'application de la présente loi ou de toute autre loi fédérale, comme si elle avait été prononcée en vertu de la présente loi sauf si une telle ordonnance est susceptible de déconsidérer l'administration de la justice.</p>	Transfert de compétence
	<p>(2) Where an order is made under subsection (1), in respect of a disposition made under paragraph 20(1)(k) or (k.1) of the <i>Young Offenders Act</i>, the remaining portion of the disposition to be served pursuant to the order shall be served concurrently with the sentence referred to in subsection (1), where it is a term of imprisonment, unless the court making the order orders that it be served consecutively.</p>	<p>(2) Le reste de la peine à purger conformément à une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1), relativement à une décision rendue en vertu de l'alinéa 20(1)k) ou k.1) de la <i>Loi sur les jeunes délinquants</i>, doit être purgé concurremment avec la peine résultant de la condamnation visée à ce paragraphe, s'il s'agit d'une peine d'emprisonnement, à moins que le tribunal ne prévoie dans l'ordonnance qu'il doit être purgé consécutivement à celle-ci.</p>	Concurrence ou cumul des peines

Remaining portion deemed to constitute one sentence

(3) For greater certainty, the remaining portion of the disposition referred to in subsection (2) shall, for the purposes of section 139 of the *Corrections and Conditional Release Act* and section 743.1 of this Act, be deemed to constitute one sentence of imprisonment imposed on the day the order is made.

(3) Il demeure entendu que le reste de la peine visé au paragraphe (2) est réputé, pour l'application de l'article 139 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* et l'article 743.1 de la présente loi, être une seule peine d'emprisonnement infligée le jour où l'ordonnance est rendue.

Peine distincte

Power of court to delay parole

Eligibility for Parole

743.6 Notwithstanding subsection 120(1) of the *Corrections and Conditional Release Act*, where an offender is sentenced, after the coming into force of this section, to a term of imprisonment of two years or more on conviction for one or more offences set out in Schedules I and II to that Act that were prosecuted by way of indictment, the court may, if satisfied, having regard to the circumstances of the commission of the offences and the character and circumstances of the offender, that the expression of society's denunciation of the offences or the objective of specific or general deterrence so requires, order that the portion of the sentence that must be served before the offender may be released on full parole is one half of the sentence or ten years, whichever is less.

Admissibilité à la libération conditionnelle

743.6 Par dérogation au paragraphe 120(1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, le tribunal peut, s'il est convaincu, selon les circonstances de l'infraction, du caractère et des particularités du délinquant, que la réprobation de la société à l'égard de l'infraction commise ou l'effet dissuasif de l'ordonnance l'exige, ordonner que le délinquant condamné, après l'entrée en vigueur du présent article, sur déclaration de culpabilité par mise en accusation, à une peine d'emprisonnement d'au moins deux ans pour une infraction — mentionnée aux annexes I ou II — purge, avant d'être admissible à la libération conditionnelle totale, la moitié de sa peine jusqu'à concurrence de dix ans.

Pouvoir judiciaire d'augmentation du temps d'épreuve

Execution of warrant of committal

Delivery of Offender to Keeper of Prison

744. A peace officer or other person to whom a warrant of committal authorized by this or any other Act of Parliament is directed shall arrest the person named or described therein, if it is necessary to do so in order to take that person into custody, convey that person to the prison mentioned in the warrant and deliver that person, together with the warrant, to the keeper of the prison who shall thereupon give to the peace officer or other person who delivers the prisoner a receipt in Form 43 setting out the state and condition of the prisoner when delivered into custody.

Remise du délinquant au gardien de prison

744. L'agent de la paix ou toute autre personne à qui est adressé le mandat d'incarcération autorisé par la présente loi ou toute autre loi fédérale arrête, si nécessaire, la personne y nommée ou décrite, la conduit à la prison mentionnée dans le mandat et la remet, en même temps que le mandat, entre les mains du gardien de la prison, lequel donne alors à l'agent de la paix ou à l'autre personne qui remet le prisonnier un reçu, selon la formule 43, indiquant l'état et la condition du prisonnier lorsqu'il a été remis sous sa garde.

Exécution du mandat d'incarcération

Sentence of life imprisonment

Imprisonment for Life

745. Subject to section 745.1, the sentence to be pronounced against a person who is to be sentenced to imprisonment for life shall be

Emprisonnement à perpétuité

745. Sous réserve de l'article 745.1, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné, en cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité :

Emprisonnement à perpétuité

(a) in respect of a person who has been convicted of high treason or first degree murder, that the person be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until the person has served twenty-five years of the sentence;

(b) in respect of a person who has been convicted of second degree murder where that person has previously been convicted of culpable homicide that is murder, however described in this Act, that that person be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until the person has served twenty-five years of the sentence;

(c) in respect of a person who has been convicted of second degree murder, that the person be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until the person has served at least ten years of the sentence or such greater number of years, not being more than twenty-five years, as has been substituted therefor pursuant to section 745.4; and

(d) in respect of a person who has been convicted of any other offence, that the person be sentenced to imprisonment for life with normal eligibility for parole.

Persons under eighteen

745.1 The sentence to be pronounced against a person who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence for which the person was convicted of first degree murder or second degree murder and who is to be sentenced to imprisonment for life shall be that the person be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until the person has served such period between five and ten years of the sentence as is specified by the judge presiding at the trial.

Recommendation by jury

745.2 Subject to section 745.3, where a jury finds an accused guilty of second degree murder, the judge presiding at the trial shall, before discharging the jury, put to them the following question:

You have found the accused guilty of second degree murder and the law requires that I now pronounce a sentence of imprisonment for life against the accused. Do

a) pour haute trahison ou meurtre au premier degré, à l'accomplissement d'au moins vingt-cinq ans de la peine;

b) pour meurtre au deuxième degré, dans le cas d'une personne qui a été reconnue coupable d'avoir causé la mort et qui a déjà été condamnée pour homicide coupable équivalant à meurtre, peu importe sa qualification dans la présente loi, à l'accomplissement d'au moins vingt-cinq ans de la peine;

c) pour meurtre au deuxième degré, à l'accomplissement d'au moins dix ans de la peine, délai que le juge peut porter à au plus vingt-cinq ans en vertu de l'article 745.4;

d) pour toute autre infraction, à l'application des conditions normalement prévues.

Mineurs

745.1 En cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité d'une personne qui avait moins de dix-huit ans à la date de l'infraction pour laquelle elle a été déclarée coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné à l'accomplissement d'au moins cinq ans de la peine, délai que le juge qui préside le procès peut porter à au plus dix ans.

Recommandation du jury

745.2 Sous réserve de l'article 745.3, le juge qui préside le procès doit, avant de dissoudre le jury qui a déclaré un accusé coupable de meurtre au deuxième degré, lui poser la question suivante :

Vous avez déclaré l'accusé coupable de meurtre au deuxième degré et la loi exige que je prononce maintenant contre lui la peine d'emprisonnement à perpétuité.

you wish to make any recommendation with respect to the number of years that the accused must serve before the accused is eligible for release on parole? You are not required to make any recommendation but if you do, your recommendation will be considered by me when I am determining whether I should substitute for the ten year period, which the law would otherwise require the accused to serve before the accused is eligible to be considered for release on parole, a number of years that is more than ten but not more than twenty-five.

Souhaitez-vous formuler, comme vous avez la faculté de le faire, quant au nombre d'années qu'il doit purger avant de pouvoir bénéficier de la libération conditionnelle, une recommandation dont je tiendrai compte en examinant la possibilité de porter à au plus vingt-cinq ans ce délai qui, aux termes de la loi, s'élève normalement à dix ans ?

Persons under eighteen

745.3 Where a jury finds an accused guilty of first degree murder or second degree murder and the accused was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence, the judge presiding at the trial shall, before discharging the jury, put to them the following question:

745.3 Le juge qui préside le procès doit, avant de dissoudre le jury qui a déclaré un accusé ayant moins de dix-huit ans à la date de l'infraction coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré, lui poser la question suivante :

You have found the accused guilty of first degree murder (or second degree murder) and the law requires that I now pronounce a sentence of imprisonment for life against the accused. Do you wish to make any recommendation with respect to the period of imprisonment that the accused must serve before the accused is eligible for release on parole? You are not required to make any recommendation but if you do, your recommendation will be considered by me when I am determining the period of imprisonment that is between five years and ten years that the law would require the accused to serve before the accused is eligible to be considered for release on parole.

Vous avez déclaré l'accusé coupable de meurtre au premier (ou deuxième) degré, et la loi exige que je prononce maintenant contre lui la peine d'emprisonnement à perpétuité. Souhaitez-vous formuler, comme vous avez la faculté de le faire, quant à la période d'emprisonnement qu'il doit purger avant de pouvoir bénéficier de la libération conditionnelle, une recommandation dont je tiendrai compte en fixant ce délai, conformément à la loi, à au moins cinq ans et à au plus dix ans ?

Ineligibility for parole

745.4 Subject to section 745.5, at the time of the sentencing under section 745 of an offender who is convicted of second degree murder, the judge who presided at the trial of the offender or, if that judge is unable to do so, any judge of the same court may, having regard to the character of the offender, the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, and to the recommendation, if any, made pursuant to section 745.2, by order, substitute for ten years a number of years of imprisonment (being

745.4 Sous réserve de l'article 745.5, au moment de prononcer la peine conformément à l'article 745, le juge qui préside le procès du délinquant déclaré coupable de meurtre au deuxième degré — ou en cas d'empêchement, tout juge du même tribunal — peut, compte tenu du caractère du délinquant, de la nature de l'infraction et des circonstances entourant sa perpétration ainsi que de toute recommandation formulée en vertu de l'article 745.2, porter, par ordonnance, le délai préalable à sa libération con-

Libération conditionnelle

Idem	<p>more than ten but not more than twenty-five) without eligibility for parole, as the judge deems fit in the circumstances.</p>	<p>ditionnelle au nombre d'années, compris entre dix et vingt-cinq, qu'il estime indiqué dans les circonstances.</p>	Idem
Idem	<p>745.5 At the time of the sentencing under section 745.1 of an offender who is convicted of first degree murder or second degree murder and who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence, the judge who presided at the trial of the offender or, if that judge is unable to do so, any judge of the same court, may, having regard to the age and character of the offender, the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, and to the recommendation, if any, made pursuant to section 745.3, by order, decide the period of imprisonment the offender is to serve that is between five years and ten years without eligibility for parole, as the judge deems fit in the circumstances.</p>	<p>745.5 Au moment de prononcer la peine conformément à l'article 745.1, le juge qui préside le procès du délinquant déclaré coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré et qui avait moins de dix-huit ans au moment de la commission de l'infraction — ou en cas d'empêchement, tout juge du même tribunal — peut, compte tenu de l'âge et du caractère du délinquant, de la nature de l'infraction et des circonstances entourant sa perpétration ainsi que de toute recommandation formulée en vertu de l'article 745.3, 15 fixer, par ordonnance, le délai préalable à sa libération conditionnelle à la période, comprise entre cinq et dix ans, qu'il estime indiquée dans les circonstances.</p>	Idem
Application for judicial review	<p>745.6 (1) Where a person has served at least fifteen years of a sentence</p>	<p>745.6 (1) La personne qui a purgé quinze ans de sa peine peut demander au juge en chef compétent de la province où a eu lieu la déclaration de culpabilité la réduction du délai préalable à sa libération conditionnelle si elle a été déclarée coupable :</p>	Demande de révision judiciaire
	<p>(a) in the case of a person who has been convicted of high treason or first degree murder, or</p>	<p>a) de haute trahison ou de meurtre au premier degré;</p>	25
	<p>(b) in the case of a person convicted of second degree murder who has been sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until more than fifteen years of that person's sentence have been served,</p>	<p>b) de meurtre au deuxième degré et condamnée à l'emprisonnement à perpétuité avec délai préalable à sa libération conditionnelle de plus de quinze ans.</p>	30
	<p>that person may apply to the appropriate Chief Justice in the province in which the conviction took place for a reduction in the number of years of imprisonment without eligibility for parole.</p>		
Judicial hearing	<p>(2) On receipt of an application under subsection (1), the appropriate Chief Justice shall designate a judge of the superior court of criminal jurisdiction to empanel a jury to hear the application and determine whether the applicant's number of years of imprisonment without eligibility for parole ought to be reduced having regard to</p>	<p>(2) Sur réception de la demande prévue au paragraphe (1), le juge en chef compétent charge un juge de la cour supérieure de juridiction criminelle de constituer un jury pour l'entendre et pour décider — par les deux tiers au moins des ses membres — s'il y a lieu de réduire le délai préalable à la libération conditionnelle du requérant, compte tenu :</p>	Audience
	<p>(a) the character of the applicant,</p>	<p>a) de son caractère;</p>	40
	<p>(b) the applicant's conduct while serving the sentence.</p>	<p>b) de sa conduite durant l'exécution de sa peine;</p>	

	(c) the nature of the offence for which that applicant was convicted,	c) de la nature de l'infraction pour laquelle il a été condamné;	
	(d) any information provided by a victim, either at the time of the imposition of the sentence or at the time of the hearing under this subsection, and	d) de tout autre renseignement, notamment ceux fournis par la victime, soit au moment de l'infliction de la peine ou lors de l'audience prévue au présent paragraphe;	5
	(e) such other matters as the judge deems relevant in the circumstances,	e) de tout autre renseignement que le juge estime utile dans les circonstances.	
	and the determination shall be made by not less than two thirds of the jury.		10
Definition of "victim"	(3) In subsection (2), "victim" has the same meaning as in subsection 722(4).	(3) Au paragraphe (2), « victime » s'entend au sens du paragraphe 722(4).	Définition de « victime » 10
Renewal of application	(4) Where the jury hearing an application under subsection (1) determines that the applicant's number of years of imprisonment without eligibility for parole ought not to be reduced, the jury shall set another time at or after which an application may again be made by the applicant to the appropriate Chief Justice for a reduction in the applicant's number of years of imprisonment without eligibility for parole.	(4) Le jury, s'il décide, conformément au paragraphe (1), qu'il n'y a pas lieu de réduire le délai préalable à la libération conditionnelle du requérant, fixe un délai à l'expiration duquel il sera loisible à celui-ci de présenter une nouvelle demande au juge en chef compétent.	Renouvellement de la demande 15 20
Reduction	(5) Where the jury hearing an application under subsection (1) determines that the applicant's number of years of imprisonment without eligibility for parole ought to be reduced, the jury may, by order,	(5) Le jury, s'il décide, conformément au paragraphe (1), qu'il y a lieu de réduire le délai préalable à la libération conditionnelle du requérant, peut, par ordonnance, en ce qui concerne ce délai :	Réduction 20
	(a) substitute a lesser number of years of imprisonment without eligibility for parole than that then applicable; or	a) en réduire le nombre d'années;	30
	(b) terminate the ineligibility for parole.	b) le supprimer.	
Rules	(6) The appropriate Chief Justice in each province or territory may make such rules in respect of applications and hearings under this section as are required for the purposes of this section.	(6) Le juge en chef compétent de chaque province peut établir les règles applicables aux demandes et aux audiences prévues pour l'application du présent article.	Règles 25
Definition of "appropriate Chief Justice"	(7) For the purposes of this section, the "appropriate Chief Justice" is	(7) Pour l'application du présent article, « juge en chef compétent » désigne :	Définition de « juge en chef compétent » 30
	(a) in relation to the Province of Ontario, the Chief Justice of the Ontario Court;	a) dans la province d'Ontario, le juge en chef de la Cour de l'Ontario;	40
	(b) in relation to the Province of Quebec, the Chief Justice of the Superior Court;	b) dans la province de Québec, le juge en chef de la Cour supérieure;	
	(c) in relation to the Provinces of Nova Scotia, Prince Edward Island and Newfoundland, the Chief Justice of the Supreme Court, Trial Division;	c) dans les provinces de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve, le juge en chef de la Section de première instance de la Cour suprême;	35

	<p>(d) in relation to the Provinces of New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan and Alberta, the Chief Justice of the Court of Queen's Bench;</p> <p>(e) in relation to the Province of British Columbia, the Chief Justice of the Supreme Court; and</p> <p>(f) in relation to the Yukon Territory and the Northwest Territories, the Chief Justice of the Court of Appeal thereof.</p>	<p>d) dans les provinces du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan et d'Alberta, le juge en chef de la Cour du Banc de la Reine;</p> <p>e) dans la province de la Colombie-Britannique, le juge en chef de la Cour suprême;</p> <p>f) dans le territoire du Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, le juge en chef de la Cour d'appel.</p>	
Territories	<p>(8) For the purposes of this section, when the appropriate Chief Justice is designating a judge of the superior court of criminal jurisdiction to empanel a jury to hear an application in respect of a conviction that took place in the Yukon Territory or the Northwest Territories, the appropriate Chief Justice may designate the judge from the Court of Appeal or the Supreme Court of the Yukon Territory or Northwest Territories, as the case may be.</p>	<p>(8) Pour l'application du présent article, le juge en chef compétent peut charger un juge de la Cour d'appel ou de la Cour suprême du territoire du Yukon ou des Territoires du Nord-Ouest, selon le cas, de constituer un jury qui entendra les demandes relatives aux déclarations de culpabilité prononcées dans ces territoires.</p>	Territoires
Time spent in custody	<p>746. In calculating the period of imprisonment served for the purposes of section 745, 745.4 or 745.6, there shall be included any time spent in custody between</p> <p>(a) in the case of a sentence of imprisonment for life after July 25, 1976, the day on which the person was arrested and taken into custody in respect of the offence for which that person was sentenced to imprisonment for life and the day the sentence was imposed; or</p> <p>(b) in the case of a sentence of death that has been or is deemed to have been commuted to a sentence of imprisonment for life, the day on which the person was arrested and taken into custody in respect of the offence for which that person was sentenced to death and the day the sentence was commuted or deemed to have been commuted to a sentence of imprisonment for life.</p>	<p>746. Pour l'application des articles 745, 745.4 et 745.6, est incluse dans le calcul de la période d'emprisonnement purgée toute période passée sous garde entre la date d'arrestation et de mise sous garde pour l'infraction pour laquelle la personne a été condamnée et celle, dans le cas d'une condamnation à l'emprisonnement à perpétuité :</p> <p>a) postérieure au 25 juillet 1976, de la condamnation;</p> <p>b) consécutive à la commutation réelle ou présumée d'une peine de mort, de cette commutation.</p>	Détenition sous garde
Parole prohibited	<p>746.1 (1) Unless Parliament otherwise provides by an enactment making express reference to this section, a person who has been sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act shall not be considered for parole or released pur-</p>	<p>746.1 (1) Sauf dérogation expresse au présent article prévue par une autre loi fédérale, il est interdit de libérer les condamnés à l'emprisonnement à perpétuité conformément aux modalités d'une libération conditionnelle ou d'examiner leur dossier en vue de leur accorder une telle libération sous le</p>	Libération conditionnelle interdite

Temporary
absences and
day parole

suant to a grant of parole under the *Corrections and Conditional Release Act* or any other Act of Parliament until the expiration or termination of the specified number of years of imprisonment.

(2) Subject to subsection (3), in respect of a person sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of all but three years of the specified number of years of imprisonment,

(a) no day parole may be granted under the *Corrections and Conditional Release Act*;

(b) no absence without escort may be authorized under that Act or the *Prisons and Reformatories Act*; and

(c) except with the approval of the National Parole Board, no absence with escort otherwise than for medical reasons may be authorized under either of those Acts.

Idem

(3) Notwithstanding the *Corrections and Conditional Release Act*, in the case of any person convicted of first degree murder or second degree murder who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence and who is sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of all but one fifth of the period of imprisonment the person is to serve without eligibility for parole,

(a) no day parole may be granted under the *Corrections and Conditional Release Act*;

(b) no absence without escort may be authorized under that Act or the *Prisons and Reformatories Act*; and

(c) except with the approval of the National Parole Board, no absence with escort otherwise than for medical reasons may be authorized under either of those Acts.

régime d'une loi fédérale, notamment de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, avant que ne soit expiré ou terminé le délai préalable à toute libération conditionnelle qui s'applique dans son cas.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), en cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité assortie, conformément à la présente loi, d'un délai préalable à la libération conditionnelle, il ne peut être accordé, sauf au cours des trois années précédant l'expiration de ce délai :

a) de semi-liberté en application de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*;

b) de permission de sortir sans surveillance sous le régime de la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*;

c) de permission de sortir sous surveillance, sous le régime de l'une de ces lois, pour d'autres raisons que des raisons médicales, sans l'agrément de la Commission nationale des libérations conditionnelles.

(3) Malgré la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, la personne qui commet, avant l'âge de dix-huit ans, un meurtre au premier ou au deuxième degré et qui fait l'objet d'une condamnation d'emprisonnement à perpétuité assortie, conformément à la présente loi, d'un délai préalable à la libération conditionnelle ne peut, sauf au cours du dernier cinquième de ce délai, être admissible :

a) à la semi-liberté prévue par la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*;

b) à la permission de sortir sans surveillance prévue par la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*;

c) à la permission de sortir sous surveillance, sous le régime de l'une de ces lois, pour d'autres raisons que des raisons médicales, sans l'agrément de la Commission nationale des libérations conditionnelles.

Sorties sans ou
sous surveil-
lance ou semi-
liberté

Idem

	<i>Hospital Orders</i>	<i>Troubles mentaux</i>	
Definitions	747. In this section and sections 747.1 to 747.8,	747. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 747.1 à 747.8.	Définitions
"assessment report" « rapport d'évaluation »	"assessment report" means a written report made pursuant to an assessment order made under section 672.11 by a psychiatrist who is entitled under the laws of a province to practise psychiatry or, where a psychiatrist is not practicably available, by a medical practitioner;	« centre de soins » Lieu de traitement des délinquants atteints de troubles mentaux, notamment un hôpital, désigné — ou qui fait partie d'une catégorie de lieux désignés — par le gouverneur en conseil, par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province où la peine est infligée ou par la personne 10 à qui l'un ou l'autre a délégué par écrit expressément le pouvoir de procéder à cette désignation.	« centre de soins » 5 "treatment..."
"hospital order" « ordonnance de détention dans un hôpital » "medical practitioner" « médecin »	"hospital order" means an order by a court 10 under section 747.1 that an offender be detained in a treatment facility; "medical practitioner" means a person who is entitled to practise medicine by the laws of a province;	« médecin » Personne autorisée par le droit d'une province à exercer la médecine. 15	« médecin » "medical..." 15
"treatment facility" « centre de soins »	"treatment facility" means any hospital or place for treatment of the mental disorder of an offender, or a place within a class of such places, designated by the Governor in Council, the Lieutenant Governor in Council of the province in which the offender is sentenced or a person to whom authority has been delegated in writing for that purpose by the Governor in Council or that Lieutenant Governor in Council. 25	« ordonnance de détention dans un hôpital » Ordonnance que rend un tribunal en vertu de l'article 747.1 et prévoyant la détention d'un délinquant dans un centre de soins. « rapport d'évaluation » Rapport écrit fait en 20 conformité avec une ordonnance d'évaluation rendue en vertu de l'article 672.11 par un psychiatre autorisé en vertu des lois d'une province à exercer la psychiatrie ou, si aucun psychiatre n'est disponible, par 25 un médecin.	« ordonnance de détention dans un hôpital » "hospital order" « rapport d'évaluation » "assessment report" 20
Court may make a hospital order	747.1 (1) A court may order that an offender be detained in a treatment facility as the initial part of a sentence of imprisonment where it finds, at the time of sentencing, that the offender is suffering from a mental disorder in an acute phase and the court is satisfied, on the basis of an assessment report and any other evidence, that immediate treatment of the mental disorder is urgently required to prevent further significant deterioration of 35 the mental or physical health of the offender, or to prevent the offender from causing serious bodily harm to any person.	747.1 (1) Le tribunal, s'il conclut, au moment d'infliger une peine d'emprisonnement à un délinquant, que celui-ci est atteint de troubles mentaux en phase aiguë peut, s'il est 30 convaincu, à la lumière du rapport d'évaluation préparé à l'égard du délinquant et de tous les autres éléments de preuve qui ont été présentés, que le traitement immédiat de celui-ci s'inflige d'urgence pour empêcher soit 35 que ne survienne une détérioration sérieuse de sa santé physique ou mentale, soit qu'il n'inflige à d'autres des lésions corporelles graves, ordonner que la peine d'emprisonnement commence par une période de détention 40 dans un centre de soins.	Ordonnance de détention dans un hôpital
Limitation on hospital order	(2) A hospital order shall be for a single period of treatment not exceeding sixty days, 40 subject to any terms and conditions that the court considers appropriate.	(2) Une ordonnance de détention dans un hôpital ne peut être rendue que pour une seule période de traitement d'une durée maximale de soixante jours, sous réserve des 45 modalités que le tribunal juge indiquées.	Modalités

Form	(3) A hospital order may be in Form 51.	(3) L'ordonnance de détention dans un hôpital peut être rendue selon la formule 51.	Formule
Warrant of committal	(4) A court that makes a hospital order shall issue a warrant for committal of the offender, which may be in Form 8.	(4) Le tribunal qui rend une ordonnance de détention dans un hôpital délivre un mandat d'incarcération à l'égard du délinquant lequel peut être rédigé selon la formule 8.	Mandat d'incarcération
Recommended treatment facility	747.2 (1) In a hospital order, the court shall specify that the offender be detained in a particular treatment facility recommended by the central administration of any penitentiary, prison or other institution to which the offender has been sentenced to imprisonment, unless the court is satisfied, on the evidence of a medical practitioner, that serious harm to the mental or physical health of the offender would result from travelling to that treatment facility or from the delay occasioned in travelling there.	747.2 (1) Si l'administration centrale du pénitencier, de la prison ou de tout autre établissement où le délinquant a été condamné à purger sa peine d'emprisonnement recommande, pour l'exécution d'une ordonnance de détention dans un hôpital, que le délinquant soit détenu dans un centre de soins particulier pour y purger la première partie de sa peine, le tribunal est tenu d'ordonner la détention du délinquant dans cet établissement sauf si le témoignage d'un médecin le convainc que les transfèrements du délinquant vers cet établissement ou les délais qui en résulteront risquent de causer un dommage grave à la santé physique ou mentale du délinquant.	Établissement recommandé
Court chooses treatment facility	(2) Where the court does not follow a recommendation referred to in subsection (1), it shall order that the offender be detained in a treatment facility that is reasonably accessible to the place where the accused is detained when the hospital order is made or to the place where the court is located.	(2) S'il ne retient pas la recommandation qui lui est faite en vertu du paragraphe (1), le tribunal ordonne que le délinquant soit détenu dans un centre de soins plus facile d'accès, à partir du tribunal ou du lieu de sa détention au moment où l'ordonnance est rendue.	Choix du tribunal
Condition	747.3 No hospital order may be made unless the offender and the person in charge of the treatment facility where the offender is to be detained consent to the order and its terms and conditions, but nothing in this section shall be construed as making unnecessary the obtaining of any authorization or consent to treatment from any other person that is or may be required otherwise than under this Act.	747.3 L'ordonnance de détention dans un hôpital ne peut être rendue à l'égard d'un délinquant que si celui-ci et le centre de soins où il doit être détenu y consentent et en acceptent les modalités; toutefois le présent article ne porte pas atteinte à l'obligation d'obtenir les autorisations ou consentements au traitement requis ou pourrait être requis par ailleurs.	Condition
Exception	747.4 No hospital order may be made in respect of an offender (a) who is convicted of or is serving a sentence imposed in respect of a conviction for an offence for which a minimum punishment of imprisonment for life is prescribed by law; (b) who has been found to be a dangerous offender pursuant to section 753;	747.4 Il ne peut être rendu d'ordonnance de détention dans un hôpital à l'égard d'un délinquant : a) qui a été condamné à une peine infligée à la suite d'une condamnation pour une infraction pour laquelle la loi impose l'emprisonnement à perpétuité à titre de peine minimale, ou qui purge une telle peine;	Exception

	<p>(c) where the term of imprisonment to be served by the offender does not exceed sixty days;</p> <p>(d) where the term of imprisonment is imposed on the offender in default of payment of a fine or of a victim fine surcharge imposed under subsection 737(1); or</p> <p>(e) where the sentence of imprisonment imposed on the offender is ordered under paragraph 732(1)(a) to be served intermit-</p>	<p>b) qui a été déclaré, conformément à l'article 753, être un délinquant dangereux;</p> <p>c) lorsque la peine d'emprisonnement que le délinquant doit purger ne dépasse pas soixante jours;</p> <p>d) lorsque la peine d'emprisonnement est infligée en raison du défaut de paiement d'une amende ou de la suramende compensatoire infligée en vertu du paragraphe 737(1);</p> <p>e) lorsqu'il est ordonné en vertu de l'alinéa 732(1)a) que la peine soit purgée de façon discontinue.</p>	
<p>Offender to serve remainder of sentence</p>	<p>747.5 (1) An offender shall be sent or returned to a prison to serve the portion of the offender's sentence that remains unexpired where</p> <p>(a) the hospital order expires before the expiration of the sentence; or</p> <p>(b) the consent to the detention of the offender in the treatment facility pursuant to the hospital order is withdrawn either by the offender or by the person in charge of the treatment facility.</p>	<p>747.5 (1) Le délinquant doit être envoyé dans une prison pour y purger le reste de sa peine à la fin de la période de validité de l'ordonnance de détention dans un hôpital si elle se termine avant l'expiration prévue de sa peine ou si le délinquant ou le responsable du centre de soins retire le consentement qu'il avait donné.</p>	<p>Retrait du consentement</p>
<p>Transfer from one treatment facility to another</p>	<p>(2) Before the expiration of a hospital order in respect of an offender, the offender may be transferred from the treatment facility specified in the hospital order to another treatment facility where treatment of the offender's mental disorder is available, if the court authorizes the transfer in writing and the person in charge of the treatment facility consents.</p>	<p>(2) Pendant la période de validité de l'ordonnance de détention dans un hôpital, le délinquant peut être transféré du centre de soins où il est détenu vers un autre centre de soins où il pourra être traité, à la condition que le tribunal l'autorise par écrit et que le responsable du centre y consente.</p>	<p>Transfèrement d'un établissement à un autre</p>
<p>Detention to count as service of term</p>	<p>747.6 Each day that an offender is detained under a hospital order shall be treated as a day of service of the term of imprisonment of the offender, and the offender shall be deemed, for all purposes, to be lawfully confined in a prison during that detention.</p>	<p>747.6 Le délinquant condamné à une peine d'emprisonnement qui est détenu en conformité avec une ordonnance de détention dans un hôpital est réputé purger sa peine et détenu légalement dans une prison pendant toute la durée de sa détention.</p>	<p>Calcul du temps passé en détention</p>
<p>Application of section 12 of Corrections and Conditional Release Act</p>	<p>747.7 Notwithstanding section 12 of the <i>Corrections and Conditional Release Act</i>, an offender in respect of whom a hospital order is made and who is sentenced or committed to a penitentiary may, during the period for which that order is in force, be received in a penitentiary before the expiration of the time limited by law for an appeal and shall be</p>	<p>747.7 Par dérogation à l'article 12 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i>, le délinquant qui fait l'objet d'une ordonnance de détention dans un hôpital et qui a été condamné au pénitencier peut, pendant la période de validité de l'ordonnance, être écroué dans un pénitencier avant l'expiration du délai légal d'appel</p>	<p>Application de l'article 12 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i></p>

detained in the treatment facility specified in the order during that period.

et est détenu au centre de soins désigné dans l'ordonnance durant cette période de validité.

Copy of warrant and order given to prison and hospital

747.8 Where a court makes a hospital order in respect of an offender, the court shall cause a copy of the order and of the warrant of committal issued pursuant to subsection 747.1 to be sent to the central administration of the penitentiary, prison or other institution where the term of imprisonment imposed on the offender is to be served and to the treatment facility where the offender is to be detained for treatment.

747.8 Lorsqu'il rend une ordonnance de détention dans un hôpital à l'égard d'un délinquant, le tribunal doit veiller à ce qu'une copie de l'ordonnance et du mandat d'incarcération délivré en vertu de l'article 747.1 soit remise à l'administration centrale du pénitencier, de la prison ou de tout autre établissement où la peine d'emprisonnement infligée au délinquant doit être purgée et au centre de soins où il doit être détenu pour traitement.

Copie du mandat à la prison et au centre de soins

Pardons and Remissions

Pardon et remises

To whom pardon may be granted

748. (1) Her Majesty may extend the royal mercy to a person who is sentenced to imprisonment under the authority of an Act of Parliament, even if the person is imprisoned for failure to pay money to another person.

748. (1) Sa Majesté peut accorder la clémence royale à une personne condamnée à l'emprisonnement sous le régime d'une loi fédérale, même si cette personne est emprisonnée pour omission de payer une somme d'argent à une autre personne.

À qui le pardon peut être accordé

Free or conditional pardon

(2) The Governor in Council may grant a free pardon or a conditional pardon to any person who has been convicted of an offence.

(2) Le gouverneur en conseil peut accorder un pardon absolu ou un pardon conditionnel à toute personne déclarée coupable d'une infraction.

Pardon absolu ou conditionnel

Effect of free pardon

(3) Where the Governor in Council grants a free pardon to a person, that person shall be deemed thereafter never to have committed the offence in respect of which the pardon is granted.

(3) Lorsque le gouverneur en conseil accorde un pardon absolu à une personne, celle-ci est par la suite réputée n'avoir jamais commis l'infraction à l'égard de laquelle le pardon est accordé.

Effet du pardon absolu

Punishment for subsequent offence not affected

(4) No free pardon or conditional pardon prevents or mitigates the punishment to which the person might otherwise be lawfully sentenced on a subsequent conviction for an offence other than that for which the pardon was granted.

(4) Aucun pardon absolu ou conditionnel n'empêche ni ne mitige la punition à laquelle la personne en cause pourrait autrement être légalement condamnée sur une déclaration de culpabilité subséquente pour une infraction autre que celle concernant laquelle le pardon a été accordé.

Peine pour infraction subséquente

Remission by Governor in Council

748.1 (1) The Governor in Council may order the remission, in whole or in part, of a fine or forfeiture imposed under an Act of Parliament, whoever the person may be to whom it is payable or however it may be recoverable.

748.1 (1) Le gouverneur en conseil peut ordonner la remise intégrale ou partielle d'une amende ou d'une confiscation infligée en vertu d'une loi fédérale, quelle que soit la personne à qui elle est payable ou la manière de la recouvrer.

Remise par le gouverneur en conseil

Terms of remission

(2) An order for remission under subsection (1) may include the remission of costs incurred in the proceedings, but no costs to which a private prosecutor is entitled shall be remitted.

(2) Une ordonnance portant remise aux termes du paragraphe (1) peut comprendre la remise de frais subis dans les poursuites, mais non les frais auxquels un poursuivant privé a droit.

Conditions de la remise

Royal prerogative	749. Nothing in this Act in any manner limits or affects Her Majesty's royal prerogative of mercy.	749. La présente loi n'a pas pour effet de limiter, de quelque manière, la prérogative royale de clémence que possède Sa Majesté.	Prérogative royale
	<i>Disabilities</i>	<i>Incapacité</i>	
Public office vacated for conviction	750. (1) Where a person is convicted of an indictable offence for which the person is sentenced to imprisonment for a term exceeding five years and holds, at the time that person is convicted, an office under the Crown or other public employment, the office or employment forthwith becomes vacant.	750. (1) Tout emploi public, notamment une fonction relevant de la Couronne, devient vacant dès que son titulaire a été déclaré coupable d'un acte criminel et condamné en conséquence à un emprisonnement de plus de cinq ans.	Vacance
When disability ceases	(2) A person to whom subsection (1) applies is, until undergoing the punishment imposed on the person or the punishment substituted therefor by competent authority or receives a free pardon from Her Majesty, incapable of holding any office under the Crown or other public employment, or of being elected or sitting or voting as a member of Parliament or of a legislature or of exercising any right of suffrage.	(2) Tant qu'elle n'a pas subi la peine qui lui est infligée ou la peine y substituée par une autorité compétente ou qu'elle n'a pas reçu de Sa Majesté un pardon absolu, une personne visée par le paragraphe (1) est incapable d'occuper une fonction relevant de la Couronne ou un autre emploi public, ou d'être élue, de siéger ou de voter comme membre du Parlement ou d'une législature, ou d'exercer un droit de suffrage.	Durée de l'incapacité
Disability to contract	(3) No person who is convicted of an offence under section 121, 124 or 418 has, after that conviction, capacity to contract with Her Majesty or to receive any benefit under a contract between Her Majesty and any other person or to hold office under Her Majesty.	(3) Nulle personne déclarée coupable d'une infraction visée à l'article 121, 124 ou 418 n'a qualité, après cette déclaration de culpabilité, pour passer un contrat avec Sa Majesté, pour recevoir un avantage en vertu d'un contrat entre Sa Majesté et toute autre personne ou pour occuper une fonction relevant de Sa Majesté.	Incapacité contractuelle
Application for restoration of privileges	(4) A person to whom subsection (3) applies may, at any time before a pardon is granted to the person under section 4.1 of the <i>Criminal Records Act</i> , apply to the Governor in Council for the restoration of one or more of the capacities lost by the person by virtue of that subsection.	(4) La personne visée au paragraphe (3) peut, avant que lui soit octroyée la réhabilitation prévue à l'article 4.1 de la <i>Loi sur le casier judiciaire</i> , demander au gouverneur en conseil d'être rétabli dans les droits dont elle est privée en application de ce paragraphe.	Demande de rétablissement des droits
Order of restoration	(5) Where an application is made under subsection (4), the Governor in Council may order that the capacities lost by the applicant by virtue of subsection (3) be restored to that applicant in whole or in part and subject to such conditions as the Governor in Council considers desirable in the public interest.	(5) Sur demande présentée conformément au paragraphe (4), le gouverneur en conseil peut ordonner que le demandeur soit rétabli dans tout ou partie des droits dont il est privé en application du paragraphe (3) aux conditions qu'il estime souhaitables dans l'intérêt public.	Ordre de rétablissement
Removal of disability	(6) Where a conviction is set aside by competent authority, any disability imposed by this section is removed.	(6) L'annulation d'une condamnation par une autorité compétente fait disparaître l'incapacité infligée par le présent article.	Disparition de l'incapacité

	<i>Miscellaneous Provisions</i>	<i>Dispositions diverses</i>	
Costs to successful party in case of libel	<p>751. The person in whose favour judgment is given in proceedings by indictment for defamatory libel is entitled to recover from the opposite party costs in a reasonable amount to be fixed by order of the court.</p>	<p>751. La personne en faveur de qui jugement est rendu dans des poursuites par acte d'accusation pour libelle diffamatoire a le droit de recouvrer de la partie adverse en remboursement de ses frais, une somme raisonnable dont le montant est fixé par ordonnance du tribunal.</p>	Attribution des frais en matière de libelle
How recovered	<p>751.1 Where costs that are fixed under section 751 are not paid forthwith, the party in whose favour judgment is given may enter judgment for the amount of the costs by filing the order in any civil court of the province in which the trial was held that has jurisdiction to enter a judgment for that amount, and that judgment is enforceable against the opposite party in the same manner as if it were a judgment rendered against that opposite party in that court in civil proceedings.</p>	<p>751.1 Faute de paiement immédiat des frais fixés en application de l'article 751, la partie en faveur de qui le jugement est rendu peut, par le dépôt du jugement, faire inscrire celui-ci pour le montant des frais au tribunal civil compétent; l'inscription vaut jugement exécutoire contre la partie adverse, comme s'il s'agissait d'un jugement rendu contre elle, devant ce tribunal, au terme d'une action civile.</p>	Exécution civile
1992, c. 1, s. 58 (Sch. I, item 16)	<p>7. (1) The definition "sentence" in section 785 of the Act is replaced by the following:</p>	<p>7. (1) La définition de « sentence », « peine » ou « condamnation », à l'article 785 de la même loi, est abrogée et remplacée par ce qui suit :</p>	1992, ch. 1, art. 58, ann. I, art. 16
"sentence" « sentence », « peine » ou « condamnation »	<p>"sentence" includes</p> <p>(a) a declaration made under subsection 199(3),</p> <p>(b) an order made under subsection 100(2) or 259(1) or (2), section 261, subsection 730(1) or section 737, 738, 739 or 742.3, and</p> <p>(c) a disposition made under section 731 or 732 or subsection 732.2(3) or (5), 742.4(3) or 742.6(9);</p> <p>(2) On the coming into force of section 747.1 of the <i>Criminal Code</i>, as enacted by section 6 of this Act, paragraph (b) of the definition "sentence" in section 785 of the <i>Criminal Code</i> is replaced by the following:</p> <p>(b) an order made under subsection 100(2) or 259(1) or (2), section 261, subsection 730(1), section 737, 738, 739 or 742.3 or subsection 747.1(1), and</p>	<p>20 « sentence », « peine » ou « condamnation » Y est assimilée :</p> <p>a) la déclaration faite en vertu du paragraphe 199(3);</p> <p>b) l'ordonnance rendue en vertu des paragraphes 100(2) ou 259(1) ou (2), de l'article 261, du paragraphe 730(1) ou des articles 737, 738, 739 ou 742.3 ;</p> <p>c) la décision prise en vertu des articles 731 ou 732 ou des paragraphes 732.2(3) ou (5), 742.4(3) ou 742.6(9).</p> <p>(2) À l'entrée en vigueur de l'article 747.1 du <i>Code criminel</i>, édicté par l'article 6 de la présente loi, l'alinéa b) de la définition de « sentence », « peine » ou « condamnation », à l'article 785 de cette loi, est remplacé par ce qui suit :</p> <p>b) l'ordonnance rendue en vertu des paragraphes 100(2) ou 259(1) ou (2), de l'article 261, du paragraphe 730(1), des articles 737, 738, 739 ou 742.3 ou du paragraphe 747.1(1);</p>	« sentence », « peine » ou « condamnation » "sentence"

Clause 7: The definition "sentence" in section 785 reads as follows:

"sentence" includes

- (a) a declaration made under subsection 199(3),
- (b) an order made under subsection 100(2) or 259(1) or (2), section 261 or subsection 736(1), and
- (c) a disposition made under subsection 737(1) or 738(3) or (4);

Article 7. — Texte de la définition de « sentence », « peine » ou « condamnation » à l'article 785 :

« sentence », « peine » ou « condamnation » Y sont assimilées :

- a) les déclarations faites en vertu du paragraphe 199(3);
- b) les ordonnances rendues en vertu des paragraphes 100(2) ou 259(1) ou (2), de l'article 261 ou du paragraphe 736(1);
- c) les décisions prises en vertu des paragraphes 737(1) ou 738(3) ou (4).

	<p>8. Section 810 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):</p> <p>(4.1) The justice or the summary conviction court may, on application of the informant or the defendant, vary the conditions fixed in the recognizance.</p> <p>9. The portion of Form 21 of the Act under the heading "Remarks" is replaced by the following:</p> <p><i>(state whether the sentence is consecutive or concurrent, and specify consecutive or concurrent to/with what other sentence)</i></p>	<p>8. L'article 810 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :</p> <p>(4.1) Le juge de paix ou la cour des poursuites sommaires peut, sur demande du dénonciateur ou du défendeur, modifier les conditions fixées dans l'engagement.</p> <p>9. Le passage de la formule 21 de la même loi, dans la colonne intitulée « Remarques », est remplacé par ce qui suit :</p> <p><i>(Dans le cas d'une peine d'emprisonnement, indiquer si elle doit être purgée concurremment ou consécutivement à une autre peine clairement désignée)</i></p>	
Modification of recognizance	5	5	Modification de l'engagement
	<p>10. The references in a provision of the Criminal Code set out in column I of an item of Schedule I to a provision of the Criminal Code set out in column II of that item are replaced by the references set out in column III of that item.</p>	<p>10. Dans les dispositions du Code criminel figurant à la colonne I de l'annexe I, les renvois figurant à la colonne II sont remplacés par ceux figurant à la colonne III.</p>	
Schedule I	15	15	Annexe I
	CONSEQUENTIAL AMENDMENTS	MODIFICATIONS CORRÉLATIVES	
R.S., c. 23 (4th Supp.)	<p><i>An Act to amend the Criminal Code (victims of crime)</i></p> <p>11. Section 6 of An Act to amend the Criminal Code (victims of crime), chapter 23 of the 4th Supplement to the Revised Statutes of Canada, 1985, is repealed.</p>	<p><i>Loi modifiant le Code criminel (victimes d'actes criminels)</i></p> <p>11. L'article 6 de la Loi modifiant le Code criminel (victimes d'actes criminels), chapitre 23 du 4^e supplément des Lois révisées du Canada (1985), est abrogé.</p>	L.R., ch. 23 (4 ^e suppl.)
1991, c. 43	<p><i>An Act to amend the Criminal Code (mental disorder) and to amend the National Defence Act and the Young Offenders Act in consequence thereof</i></p> <p>12. Sections 5 and 6 of An Act to amend the Criminal Code (mental disorder) and to amend the National Defence Act and the Young Offenders Act in consequence thereof, chapter 43 of the Statutes of Canada, 1991, are repealed.</p>	<p><i>Loi modifiant le Code criminel (troubles mentaux) et modifiant en conséquence la Loi sur la défense nationale et la Loi sur les jeunes délinquants</i></p> <p>12. Les articles 5 et 6 de la Loi modifiant le Code criminel (troubles mentaux) et modifiant en conséquence la Loi sur la défense nationale et la Loi sur les jeunes délinquants, chapitre 43 des Lois du Canada (1991), sont abrogés.</p>	1991, ch. 43
1992, c. 20	<p><i>Corrections and Conditional Release Act</i></p> <p>13. The references to a provision of the Criminal Code set out in column II of an item of Schedule II to this Act that are contained in the provision of the Corrections and Conditional Release Act set out in col-</p>	<p><i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i></p> <p>13. Les renvois aux dispositions du Code criminel figurant à la colonne II de l'annexe II de la présente loi qui sont contenues dans les dispositions de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</p>	1992, ch.20
	30	30	

Clause 8: New.

Article 8. — Nouveau.

Clause 9: The relevant portion of Form 21 reads as follows:

Remarks

(state whether concurrent or consecutive to any other sentence imposed at the same time or presently being served by the offender)

Article 9. — Texte du passage visé de la formule 21 :

(Dans le cas d'une peine d'emprisonnement, indiquer si elle doit être purgée concurremment ou consécutivement à toute autre peine)

An Act to amend the Criminal Code (victims of crime)

Loi modifiant le Code criminel (victimes d'actes criminels)

Clause 11: Section 6 reads as follows:

Article 11. — Texte de l'article 6 :

6. Sections 725 and 726 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

6. Les articles 725 et 726 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

"725. Where an offender is convicted or discharged under section 736 of an offence, the court imposing sentence on or discharging the offender shall, on application of the Attorney General or on its own motion, in addition to any other punishment imposed on the offender, if it is applicable and appropriate in the circumstances, order that the offender shall, on such terms and conditions as the court may fix, make restitution to another person as follows:

« 725. Lorsqu'un contrevenant est condamné ou absous sous le régime de l'article 736, le tribunal qui inflige la peine ou prononce l'absolution est tenu, en plus de toute autre peine déjà infligée au contrevenant, à la demande du procureur général ou d'office si les circonstances s'y prêtent, de rendre une ordonnance portant que le contrevenant doit, en conformité avec les modalités fixées par le tribunal, dédommager une autre personne selon les règles suivantes :

(a) in the case of damage to, or the loss or destruction of, the property of any person as a result of the commission of the offence or the arrest or attempted arrest of the offender, by paying to the person an amount not exceeding the replacement value of the property as of the date the order is imposed, less the value of any part of the property that is returned to that person as of the date it is returned, where the amount is readily ascertainable; or

a) si la perte ou la destruction des biens d'une personne — ou les dommages qui leur ont été causés — sont imputables à la perpétration de l'infraction ou à l'arrestation ou la tentative d'arrestation du contrevenant, l'ordonnance prévoit que celui-ci doit verser à cette personne un montant qui ne peut dépasser la valeur de remplacement des biens à la date de l'ordonnance moins la valeur — à la date de la restitution — de cette partie des biens qui lui a été restituée, si ce montant peut être facilement déterminé;

(b) in the case of bodily injury to any person as a result of the commission of the offence or the arrest or attempted arrest of the offender, by paying to the person an amount equal to all pecuniary damages, including loss of income or support, incurred as a result of the bodily injury, where the amount is readily ascertainable.

b) si les blessures corporelles infligées à une personne sont imputables à la perpétration de l'infraction ou à l'arrestation ou la tentative d'arrestation du contrevenant, l'ordonnance prévoit que celui-ci doit verser à cette personne un montant, égal aux dommages, notamment à la perte de revenu, imputables aux blessures corporelles, si ce montant peut être facilement déterminé.

726. Where an offender is convicted or discharged under section 736 of an offence and

726. Lorsqu'un contrevenant est condamné ou absous sous le régime de l'article 736 et qu'il a transféré ou remis moyennant contrepartie des biens obtenus criminellement à un tiers agissant de bonne foi et ignorant l'origine criminelle des biens ou qu'il a emprunté en donnant ces biens

(a) any property obtained as a result of the commission of the offence has been conveyed or transferred for valuable consideration to a person acting in good faith and without notice, or

	umn I of that item are replaced by the references set out in column III of that item.	figurant à la colonne I sont remplacés par ceux figurant à la colonne III.	
1992, c. 1	<i>Miscellaneous Statute Law Amendment Act, 1991</i>	<i>Loi corrective de 1991</i>	1992, ch. 1
	14. Subsection 58(2) of the <i>Miscellaneous Statute Law Amendment Act, 1991</i> is repealed.	14. Le paragraphe 58(2) de la <i>Loi corrective de 1991</i> est abrogé.	5
	15. Section 13 of Schedule I to the Act is repealed.	15. L'article 13 de l'annexe I de la même loi est abrogé.	5
R.S., c. Y-1	<i>Young Offenders Act</i>	<i>Loi sur les jeunes délinquants</i>	L.R., ch. Y-1
R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 187 (Sch. V, subitem 7(1))	16. Subsection 20(8) of the <i>Young Offenders Act</i> is replaced by the following:	16. Le paragraphe 20(8) de la <i>Loi sur les jeunes délinquants</i> est remplacé par ce qui suit :	L.R., ch. 27(1 ^{er} suppl.), art. 187, ann. V, par. 7(1)
Application of Part XXIII of <i>Criminal Code</i>	(8) Part XXIII of the <i>Criminal Code</i> does not apply in respect of proceedings under this Act except for subsection 730(2) and sections 748, 748.1 and 749, which provisions apply with such modifications as the circumstances require.	(8) La partie XXIII du <i>Code criminel</i> ne s'applique pas aux poursuites intentées sous le régime de la présente loi; toutefois, le paragraphe 730(2) et les articles 748, 748.1 et 749 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires.	10 Application de la partie XXIII du <i>Code criminel</i> 15
	<i>Other Acts of Parliament</i>	<i>Autres lois fédérales</i>	
Schedule III	17. The references in a provision of an Act set out in column I of an item of Schedule III to a provision of the <i>Criminal Code</i> set out in column II of that item are replaced by the references set out in column III of that item.	17. Dans les dispositions des lois figurant à la colonne I de l'annexe III, les renvois au <i>Code criminel</i> figurant à la colonne II sont remplacés par ceux figurant à la colonne III.	Annexe III 20
Schedule IV	18. Wherever in any Act of Parliament, other than this Act or a provision referred to in column I of Schedule I, II or III to this Act, a reference is made to a provision of the <i>Criminal Code</i> set out in column I of an item of Schedule IV to this Act, it shall be replaced by a reference to the provision set out in column II of that item.	18. Dans toute loi du Parlement, sauf la présente loi ou une disposition mentionnée à la colonne I de l'annexe I, II ou III de la présente loi, les renvois aux dispositions du <i>Code criminel</i> figurant à la colonne I de l'annexe IV de la présente loi sont remplacés par ceux figurant à la colonne II.	Annexe IV
	CONDITIONAL AMENDMENTS	MODIFICATIONS CONDITIONNELLES	
Bill C-37	19. If Bill C-37, introduced during the first session of the thirty-fifth Parliament and entitled <i>An Act to amend the Young Offenders Act and the Criminal Code</i> is assented to, then,	19. En cas de sanction du projet de loi C-37 intitulé <i>Loi modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants et le Code criminel</i> , déposé au cours de la première session de la trente-cinquième législature :	Projet de loi C-37
	(a) if subsection 743.5(1) of the <i>Criminal Code</i> , as enacted by section 6 of this Act, comes into force before subsection 37(1)	a) si le paragraphe 743.5(1) du <i>Code criminel</i> , édicté par l'article 6 de la présente loi, entre en vigueur avant le paragraphe 35	

(b) the offender has borrowed money on the security of that property from a person acting in good faith and without notice,

the court may, where that property has been returned to the lawful owner or the person who had lawful possession of that property at the time the offence was committed, order the offender to pay as restitution to the person referred to in paragraph (a) or (b), on such terms as the court may fix, an amount not exceeding the amount of consideration for that property or the total amount outstanding in respect of the loan, as the case may be.

727. (1) Before making an order to pay an amount as restitution under section 725 or 726 and for the purpose of determining the amount to be paid, the time for payment and the method of payment, the court shall, unless the offender acknowledges the ability to pay, conduct or cause to be conducted an inquiry concerning the present or future ability of the offender to pay the amount and, in so doing, the court shall consider

(a) the employment, earning ability and financial resources of the offender at the present or in the future and any other circumstances that may affect the ability of the offender to make restitution;

(b) any benefit, financial or otherwise, derived, directly or indirectly, by the offender as a result of the commission of the offence; and

(c) any harm done to, or loss suffered by, any person to whom restitution may be ordered to be made.

(2) The court may require the offender, for the purposes of subsection (1), to disclose to the court, orally or in writing, particulars of the financial circumstances of the offender in the manner and form prescribed by the court and that information shall not be used for any other purpose, except in a prosecution for perjury or giving contradictory evidence in any proceeding.

(3) A court may require that a written report be prepared and filed with the court containing information concerning

(a) the financial status of the offender and, in particular, the ability of the offender to make restitution; and

(b) the amount to be paid to any person by the offender.

(4) Where a report is filed with the court under subsection (3), the clerk of the court shall forthwith cause a copy of the report to be provided to the offender or counsel for the offender and the prosecutor.

(5) Where a court makes an order of restitution under section 725 or 726 in relation to an offender, the court may require the offender to comply with the order forthwith or within a specified period ending not later than, or in specified instalments ending not later than, three years after the day on which the order is made.

(6) Where a person to whom an amount is ordered to be paid under section 725 or 726 dies before the order is fully complied with, the amount shall be paid to the estate of such person.

727.1 All or any part of an amount that is ordered to be paid under section 725 or 726 may be taken out of moneys found in the possession of the offender at the time of the arrest of the offender if the court making the order, on being satisfied that ownership of or right to possession of those moneys is not disputed by claimants other than the offender, so directs.

727.2 (1) Before making an order of restitution under section 725 or 726, the court may direct that notice be given to any person who may be the beneficiary of such an order and the such other persons having an interest in the order as the court thinks fit.

(2) Where a court makes an order of restitution under section 725 or 726, it shall cause notice of the terms of the order or a copy of the order to be given to the person who is to be the beneficiary of the order.

en garantie auprès d'un créancier agissant de bonne foi et ignorant l'origine criminelle des biens, le tribunal peut, si ceux-ci ont été restitués à leur propriétaire légitime ou à la personne qui avait droit à leur possession légitime au moment de la perpétration, ordonner au contrevenant de verser au tiers ou au créancier, en conformité avec les modalités fixées par le tribunal, un montant qui ne peut dépasser la contrepartie versée par le tiers pour le bien ou le solde du prêt.

727. (1) Avant de rendre une ordonnance de dédommagement en vertu des articles 725 ou 726 et pour en déterminer le montant, le moment du paiement et le mode de celui-ci, le tribunal, sauf dans le cas où le contrevenant reconnaît qu'il est capable de payer, enquête ou fait faire une enquête sur la capacité, actuelle ou future, de payer du contrevenant; le tribunal est alors tenu de prendre en considération les éléments suivants :

a) l'emploi, la capacité de gain et les ressources financières, actuelles ou futures, du contrevenant et les autres circonstances qui peuvent affecter sa capacité de se conformer à une ordonnance de restitution;

b) les bénéfices, notamment financiers, que le contrevenant a obtenus, directement ou indirectement, de la perpétration de l'infraction;

c) les dommages ou les pertes subies par le bénéficiaire éventuel d'une ordonnance de dédommagement.

(2) Le tribunal peut exiger que le contrevenant lui communique, oralement ou par écrit, les détails de sa situation financière de la façon que le tribunal l'exige; ces renseignements ne peuvent être utilisés que pour permettre l'application du paragraphe (1) ou dans le cadre de procédures intentées pour parjure ou témoignages contradictoires.

(3) Le tribunal peut exiger qu'un rapport écrit soit préparé et lui soit remis sur :

a) la situation financière du contrevenant, notamment sur sa capacité de se conformer à une ordonnance de dédommagement;

b) les sommes d'argent qu'il doit verser à toute autre personne.

(4) Dès qu'un rapport est déposé auprès du tribunal en conformité avec le paragraphe (3), le greffier en fait parvenir une copie au poursuivant et au contrevenant ou à son procureur.

(5) Le tribunal qui rend une ordonnance en vertu des articles 725 ou 726 peut exiger que le contrevenant s'y conforme immédiatement ou à l'intérieur du délai qu'il fixe, en un seul ou en plusieurs versements échelonnés à l'intérieur du délai; celui-ci est de trois ans au maximum à compter du moment où l'ordonnance est rendue.

(6) Tout le montant à verser à une personne en vertu des articles 725 ou 726 doit être versé à la succession de cette personne lorsque celle-ci décède avant que l'ordonnance ait été intégralement exécutée.

727.1 Les sommes d'argent trouvées en la possession du contrevenant au moment de son arrestation peuvent en tout ou en partie servir au paiement des montants prévus par une ordonnance rendue en vertu des articles 725 ou 726 si le tribunal l'ordonne une fois qu'il est convaincu que personne d'autre que le contrevenant n'en réclame la propriété ou la possession.

727.2 (1) Avant de rendre une ordonnance en vertu des articles 725 ou 726, le tribunal peut ordonner qu'un avis soit envoyé aux personnes qui pourraient être bénéficiaires d'une telle ordonnance et aux autres personnes qui peuvent y être intéressées selon qu'il le juge à propos.

(2) Le tribunal qui rend une ordonnance en vertu des articles 725 ou 726 fait aviser le bénéficiaire du contenu de l'ordonnance ou lui en fait parvenir une copie.

(3) Les avis prévus au présent article ou à l'article 727.4 ainsi que les copies d'ordonnance sont remis ou signifiés de la façon qu'ordonne le

of Bill C-37, the references in the latter subsection to "741.1" are thereupon replaced by references to "743.5"; or

(b) if subsection 37(1) of Bill C-37 comes into force before subsection 743.5(1) of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, then the latter subsection, when it comes into force, is replaced by the following:

743.5 (1) Where a person is or has been sentenced for an offence while subject to a disposition made under paragraph 20(1)(j), (k) or (k.1) of the *Young Offenders Act*, on the application of the Attorney General or the Attorney General's agent, a court of criminal jurisdiction may, unless to so order would bring the administration of justice into disrepute, order that the remaining portion of the disposition made under that Act be dealt with, for all purposes under this Act or any other Act of Parliament, as if it had been a sentence imposed under this Act.

Transfer of jurisdiction

37(1) du projet de loi C-37, les mentions, dans ce dernier paragraphe, de l'article 741.1 sont remplacées par celles de l'article 743.5;

b) si le paragraphe 37(1) du projet de loi C-37 entre en vigueur avant le paragraphe 743.5(1) du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, ce paragraphe est remplacé par ce qui suit :

743.5 (1) Lorsqu'une personne assujettie à une décision rendue au titre des alinéas 20(1)j), k) ou k.1) de la *Loi sur les jeunes contrevenants* est ou a été condamnée pour une infraction, la cour de juridiction criminelle peut, sur demande du procureur général ou de son représentant, ordonner que le reste de la peine prononcée en vertu de cette loi soit purgé, pour l'application de la présente loi ou de toute autre loi fédérale, comme si elle avait été prononcée en vertu de la présente loi sauf si une telle ordonnance est susceptible de déconsidérer l'administration de la justice.

Transfert de compétence

Bill C-37

20. If Bill C-37, introduced during the first session of the thirty-fifth Parliament and entitled *An Act to amend the Young Offenders Act and the Criminal Code* is assented to, then,

(a) if subsection 743.5(3) of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, comes into force before subsection 37(2) of Bill C-37, the references in the latter subsection to "741.1" and "731" are thereupon replaced by references to "743.5" and "743.1", respectively; or

(b) if subsection 37(2) of Bill C-37 comes into force before subsection 743.5(3) of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, then the latter subsection, when it comes into force, is replaced by the following:

(3) For greater certainty, the remaining portion of the disposition referred to in subsection (2) shall, for the purposes of section 139 of the *Corrections and Conditional Release Act* and section 743.1 of this Act, be deemed to constitute one sentence of imprisonment.

Remaining portion deemed to constitute one sentence

20. En cas de sanction du projet de loi C-37 intitulé *Loi modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants et le Code criminel*, déposé au cours de la première session de la trente-cinquième législature :

a) si le paragraphe 743.5(3) du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, entre en vigueur avant le paragraphe 37(2) du projet de loi C-37, les mentions, dans ce dernier paragraphe, des articles 741.1 et 731 sont respectivement remplacées par celles des articles 743.5 et 743.1;

b) si le paragraphe 37(2) du projet de loi C-37 entre en vigueur avant le paragraphe 743.5(3) du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, ce paragraphe est remplacé par ce qui suit :

(3) Il demeure entendu que le reste de la peine visé au paragraphe (2) est réputé, pour l'application de l'article 139 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* et de l'article 743.1 de la présente loi, être une seule peine d'emprisonnement.

Projet de loi C-37

Peine distincte

(3) Any notice or copy of an order required to be given pursuant to this section or section 727.4 shall be given or served in such manner as the court directs or as may be prescribed by rules of court made under section 482.

(4) Where a court makes an order of restitution under section 725 or 726, it shall enter the terms of the order in the record of the proceedings or, where the proceedings are not recorded, the order and the terms thereof shall be in writing.

727.3 Where the court finds it applicable and appropriate in the circumstances of a case to make, in relation to an offender, an order of restitution under section 725 or 726, and

(a) an order of forfeiture under this or any other Act of Parliament may be made in respect of property that is the same as property in respect of which the order of restitution may be made, or

(b) the court is considering ordering the offender to pay a fine and it appears to the court that the offender would not have the means and ability to comply with both the order of restitution and the order to pay the fine,

the court shall first make the order of restitution and shall then consider whether and to what extent an order of forfeiture or an order to pay a fine is appropriate in the circumstances.

727.4 (1) Subject to subsection (2), where an order of restitution made under section 725 or 726 specifies a period within which or instalments in which payment is to be made, the court that made the order may, unless an information has been laid under section 727.6, on an application by or on behalf of the offender, extend the period or vary the instalments, subject to rules of court made under section 482.

(2) Before extending the period within which or varying the instalments in which payment is to be made pursuant to an order of restitution made under section 725 or 726, the court may direct that notice be given to, and may hear, the beneficiary of the order.

(3) A court shall not extend the period within which payment of restitution is to be made pursuant to subsection (1) to a date later than the expiration of the fourth year after the day on which the order of restitution was made under section 725 or 726, as the case may be.

727.5 Where an order of restitution made under section 725 or 726 is not complied with forthwith, the beneficiary of the order may, by filing the order, enter it as a judgment in the superior court of the province in which the trial was held and that judgment is enforceable against the offender in the same manner as if it were a judgment rendered against the offender in that court in civil proceedings.

727.6 (1) Any person who, on reasonable grounds, believes that an offender has failed or refused to comply with, or defaulted under, an order of restitution made under section 725 or 726 may lay an information in writing and under oath before a justice who shall receive the information, and the matter shall be dealt with by the court that made the order or any other court that would, having regard to the mode of trial of the offender, have had jurisdiction to make the order or, with the consent of the prosecutor and the offender, by any other court of criminal jurisdiction or superior court of criminal jurisdiction.

(2) The payment of an amount by way of restitution is in default when any part of the amount is due and unpaid on the day fixed or provided for payment under the terms of the order of restitution.

(3) No proceedings under subsection (1) shall be instituted more than six years after the date of the alleged failure or refusal to comply or alleged default.

tribunal ou en conformité avec les règles que celui-ci adopte en vertu de l'article 482.

(4) Les modalités de l'ordonnance rendue en vertu des articles 725 ou 726 sont consignées au dossier du tribunal; si les procédures ne sont pas enregistrées, l'ordonnance est rendue par écrit.

727.3 Le tribunal donne priorité à l'ordonnance de dédommagement et étudie ensuite la possibilité de rendre une ordonnance de confiscation ou d'infliger une amende s'il est d'avis que les circonstances justifient de rendre une ordonnance de dédommagement en vertu des articles 725 ou 726 à l'égard d'un contrevenant et que, selon le cas :

a) une ordonnance de confiscation rendue en vertu de la présente loi ou d'une autre loi fédérale pourrait être rendue à l'égard des mêmes biens qui seraient visés par l'ordonnance de dédommagement;

b) le tribunal étudie la possibilité d'infliger une amende au contrevenant et il lui semble que celui-ci n'aurait pas les moyens de se conformer à l'ordonnance de dédommagement et de payer l'amende à la fois.

727.4 (1) Sous réserve du paragraphe (2), le tribunal qui, dans une ordonnance de dédommagement, a prévu un délai pour le paiement d'un dédommagement ou le paiement de celui-ci par versements peut, sauf si une dénonciation a été faite en vertu de l'article 727.6, à la demande du contrevenant ou de son représentant et sous réserve des règles qu'il adopte en vertu de l'article 482, prolonger le délai ou modifier la périodicité du paiement.

(2) Avant de prolonger le délai ou de modifier la périodicité du paiement en vertu du paragraphe (1), le tribunal peut ordonner que le bénéficiaire de l'ordonnance en soit avisé; il peut aussi l'entendre.

(3) Le total du délai de paiement visé au paragraphe (1) et de toute prolongation accordée en vertu de ce paragraphe ne peut dépasser quatre ans suivant la date à laquelle l'ordonnance de dédommagement a été rendue en vertu des articles 725 ou 726, selon le cas.

727.5 Lorsqu'un contrevenant ne se conforme pas immédiatement à une ordonnance de dédommagement rendue en vertu des articles 725 ou 726, le bénéficiaire de celle-ci peut la faire enregistrer à titre de jugement à la cour supérieure de la province où le procès a eu lieu; ce jugement est exécutoire contre le contrevenant comme s'il s'agissait d'un jugement rendu contre lui par la cour supérieure dans des procédures civiles.

727.6 (1) Quiconque a des motifs raisonnables de croire qu'un contrevenant a fait défaut ou a refusé de se conformer à une ordonnance de dédommagement rendue en vertu des articles 725 ou 726 peut faire une dénonciation par écrit et sous serment devant un juge de paix qui doit la recevoir; est saisi de la dénonciation soit le tribunal qui a rendu l'ordonnance, soit celui qui, eu égard au mode de procès du contrevenant, aurait eu compétence pour la rendre soit, si le poursuivant et l'accusé y consentent, une autre cour de juridiction criminelle ou cour supérieure de juridiction criminelle.

(2) Il y a défaut de se conformer à une ordonnance de dédommagement lorsqu'une partie du dédommagement n'est pas versée au jour prévu en vertu de l'ordonnance.

(3) Les procédures visées au paragraphe (1) se prescrivent par six ans à compter du prétendu défaut ou refus de se conformer à l'ordonnance.

(4) Le juge de paix qui reçoit la dénonciation visée au paragraphe (1) est tenu d'ordonner au contrevenant de comparaître devant le tribunal qui, en vertu de ce paragraphe, en est saisi.

(5) Après avoir entendu le poursuivant et le contrevenant, le tribunal, s'il est convaincu que ce dernier, sans excuse raisonnable dont la preuve lui incombe, a fait défaut ou a refusé de se conformer à l'ordonnance de

Bill C-37

21. If Bill C-37, introduced during the first session of the thirty-fifth Parliament and entitled *An Act to amend the Young Offenders Act and the Criminal Code* is assented to, then,

(a) if section 745.1 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, comes into force before section 38 of Bill C-37, the references in the latter section to "742.1" are thereupon replaced by references to "745.1"; or

(b) if section 38 of Bill C-37 comes into force before section 745.1 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, then section 745.1, when it comes into force, is replaced by the following:

745.1 The sentence to be pronounced against a person who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence for which the person was convicted of first degree murder or second degree murder and who is to be sentenced to imprisonment for life shall be that the person be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until the person has served

(a) such period between five and seven years of the sentence as is specified by the judge presiding at the trial, or if no period is specified by the judge presiding at the trial, five years, in the case of a person who was under the age of sixteen at the time of the commission of the offence;

(b) ten years, in the case of a person convicted of first degree murder who was sixteen or seventeen years of age at the time of the commission of the offence; and

(c) seven years, in the case of a person convicted of second degree murder who was sixteen or seventeen years of age at the time of the commission of the offence.

Persons under eighteen

Bill C-37

22. If Bill C-37, introduced during the first session of the thirty-fifth Parliament and entitled *An Act to amend the Young Offenders Act and the Criminal Code* is assented to, then,

21. En cas de sanction du projet de loi C-37 intitulé *Loi modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants et le Code criminel*, déposé au cours de la première session de la trente-cinquième législature :

a) si l'article 745.1 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, entre en vigueur avant l'article 38 du projet de loi C-37, les mentions, dans ce dernier article, de l'article 742.1 sont remplacées par celle de l'article 745.1;

b) si l'article 38 du projet de loi C-37 entre en vigueur avant l'article 745.1 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, l'article 745.1 est remplacé par ce qui suit :

745.1 En cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité d'une personne qui avait moins de dix-huit ans à la date de l'infraction pour laquelle elle a été déclarée coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné à l'accomplissement, selon le cas :

a) de cinq ans de la peine lorsque cette personne avait moins de seize ans au moment de la perpétration de l'infraction, dé-lai que le juge qui préside le procès peut porter à au plus sept ans;

b) de dix ans de la peine lorsque cette personne a été déclarée coupable de meurtre au premier degré et qu'elle avait seize ou dix-sept ans au moment de la perpétration de l'infraction;

c) de sept ans de la peine lorsque cette personne a été déclarée coupable de meurtre au deuxième degré et qu'elle avait seize ou dix-sept ans au moment de la perpétration de l'infraction.

Projet de loi C-37

5

Mineurs

20

25

30

35

40

Projet de loi C-37

22. En cas de sanction du projet de loi C-37 intitulé *Loi modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants et le Code criminel*, déposé au cours de la première session de la trente-cinquième législature :

(4) The justice who receives an information under subsection (1) shall require the offender to appear before the court that, pursuant to subsection (1), is to deal with the matter.

(5) At a hearing held pursuant to this section, the court shall hear the prosecutor and the offender and, where the court is satisfied that the offender has failed or refused, without reasonable excuse, the proof of which lies on the offender, to comply with the order of restitution made in relation to that offender, the court shall

(a) direct that the order be filed and entered as a judgment for the unpaid amount of the order in the superior court of the province in which the trial was held; and

(b) if it is appropriate in the circumstances, impose on the offender a term of imprisonment not exceeding two years, where the order was made in respect of an indictable offence, or not exceeding six months, where the order was made in respect of a summary conviction offence.

(6) A judgment entered in a court pursuant to paragraph (5)(a) is enforceable against the offender in the same manner as if it were a judgment rendered against the offender in that court in civil proceedings.

(7) At a hearing held pursuant to this section, where an offender establishes that the offender had a reasonable excuse for failing or refusing to comply with the order of restitution made in relation to that offender, the court may, subject to subsections (8) and (9), extend any term of the order, including the period within which payment of restitution is to be made, and vary any other term of the order except the amount ordered to be paid.

(8) Before exercising any of the powers provided for in subsection (7), the court may direct that notice be given to, and may hear, the beneficiary of the order of restitution.

(9) A court shall not extend the period within which payment of restitution is to be made pursuant to subsection (7) to a date later than the expiration of the fourth year after the day on which the order of restitution was made under section 725 or 726, as the case may be.

(10) Any term of imprisonment imposed under this section shall be served consecutively to any other term of imprisonment that is being or is to be served by the offender unless the court orders otherwise.

(11) Where, under subsection (7), the court makes any changes or additions to an order or the terms or conditions thereof or changes the period for which an order is to remain in force, it shall endorse the order accordingly and cause the offender to be informed of its action and to be given a copy of the order so endorsed.

727.7 The provisions of Parts XVI and XVIII with respect to compelling the appearance of an accused before a justice and with respect to release and detention apply, with such modifications as the circumstances require, to proceedings under section 727.6 and in particular, but without limiting the generality of the foregoing,

(a) a peace officer may arrest without warrant a person bound by an order made under section 725 or 726 who has contravened the order or who, on reasonable grounds, is believed to have contravened the order, where the peace officer has reasonable grounds to believe that, if the person is not so arrested, the person will fail to attend court in order to be dealt with according to law; and

(b) as if the references in those provisions of Parts XVI and XVIII to an "offence" were references to a "contravention of an order to make restitution".

727.8 (1) Where a term of imprisonment is imposed under section 727.6 for failure or refusal to pay an amount by way of restitution pursuant to an order made under section 725 or 726, the term shall, on the

dédommagement, est tenu d'ordonner que l'ordonnance soit enregistrée à titre de jugement pour le solde du montant visé à la cour supérieure de la province où a eu lieu le procès et, si cela est justifiable, compte tenu des circonstances, d'infliger au contrevenant un emprisonnement maximal de deux ans, dans le cas d'une ordonnance rendue à l'égard d'un acte criminel, ou de six mois, dans le cas d'une ordonnance rendue à l'égard d'une infraction punissable par procédure sommaire.

(6) Le jugement visé au paragraphe (5) est exécutoire contre le contrevenant comme s'il s'agissait d'un jugement rendu contre lui par la cour supérieure dans des procédures civiles.

(7) À l'audition tenue en conformité avec le présent article, lorsque le contrevenant établit qu'il avait une excuse raisonnable qui justifie le défaut ou le refus, le tribunal peut, sous réserve des paragraphes (8) et (9), prolonger la période de validité de l'ordonnance, y compris le délai du paiement de dédommagement, ou modifier toute autre modalité de celle-ci, sauf le montant du dédommagement.

(8) Avant d'exercer un pouvoir qui lui est conféré en vertu du paragraphe (7), le tribunal peut ordonner que le bénéficiaire de l'ordonnance en soit avisé; il peut aussi l'entendre.

(9) Dans le cas d'une ordonnance rendue en vertu des articles 725 ou 726, le tribunal ne peut, en vertu du paragraphe (7), prolonger de plus de quatre ans à compter de la date de l'ordonnance la période pendant laquelle le dédommagement doit être versé.

(10) Sauf décision contraire du tribunal, l'emprisonnement infligé en vertu du présent article est consécutif à tout autre emprisonnement que le contrevenant purge ou doit purger.

(11) Le tribunal qui, en vertu du paragraphe (7), modifie les modalités d'une ordonnance, y ajoute de nouvelles modalités ou en prolonge la période de validité, vise l'ordonnance en conséquence, en informe le contrevenant et lui fait remettre une copie de l'ordonnance visée.

727.7 Les dispositions des parties XVI et XVIII qui traitent de la comparution forcée d'un accusé devant un juge de paix, de sa détention et de sa mise en liberté s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, aux procédures visées à l'article 727.6 et, sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède :

a) un agent de la paix peut arrêter sans mandat une personne soumise à une ordonnance de dédommagement rendue en vertu des articles 725 ou 726 qui a contrevenu à l'ordonnance — ou dont il a des motifs raisonnables de croire qu'elle y a contrevenu — à la condition toutefois d'avoir des motifs raisonnables de croire que, sans arrestation, celle-ci fera défaut de comparaître devant le tribunal pour qu'il soit statué à son égard en conformité avec la loi;

b) que les renvois au mot « infraction » dans ces dispositions valent renvoi à l'expression « contravention d'une ordonnance de dédommagement ».

727.8 (1) Lorsqu'une peine d'emprisonnement est infligée en vertu de l'article 727.6 pour défaut de paiement d'un montant prévu par une ordonnance de dédommagement rendue en vertu des articles 725 ou 726 et qu'une partie du montant est versée, avant ou après la délivrance du mandat de dépôt, la peine d'emprisonnement est diminuée d'une façon proportionnelle au montant du paiement partiel.

(2) Un paiement partiel n'est recevable que s'il est suffisamment élevé pour permettre la diminution de la peine d'emprisonnement d'une ou de plusieurs journées complètes; si le paiement est fait après la délivrance d'un mandat de dépôt, il n'est recevable que si les honoraires exigibles pour le mandat ou son exécution ont été acquittés.

(a) if section 745.3 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, comes into force before section 39 of Bill C-37, the references in the latter section to "743.1" are thereupon replaced by refer- 5
ences to "745.3"; or

(b) if section 39 of Bill C-37 comes into force before section 745.3 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, then section 745.3, when it comes into 10
force, is replaced by the following:

745.3 Where a jury finds an accused guilty of first degree murder or second degree murder and the accused was under the age of sixteen at the time of the commission of the offence, the judge presiding at the trial shall, before discharging the jury, put to them the following question:

You have found the accused guilty of first degree murder (or second degree murder) and the law requires that I now pronounce a sentence of imprisonment for life against the accused. Do you wish to make any recommendation with respect to the period of imprisonment that the accused 25
must serve before the accused is eligible for release on parole? You are not required to make any recommendation but if you do, your recommendation will be considered by me when I am determining the pe- 30
riod of imprisonment that is between five years and seven years that the law would require the accused to serve before the accused is eligible to be considered for re- 35
lease on parole.

23. If Bill C-37, introduced during the first session of the thirty-fifth Parliament and entitled *An Act to amend the Young Offenders Act and the Criminal Code* is as- 40
sented to, then,

(a) if section 745.5 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, comes into force before section 40 of Bill C-37, the references in the latter section to "744.1", "742.1" and "743.1" are thereup- 45
on replaced by references to "745.5", "745.1" and "745.3", respectively; or

a) si l'article 745.3 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, entre en vigueur avant l'article 39 du projet de loi C-37, les mentions, dans ce der- 5
nier article, de l'article 743.1 sont 5
remplacées par celle de l'article 745.3;

b) si l'article 38 du projet de loi C-37 entre en vigueur avant l'article 745.3 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, l'article 745.3 est remplacé 10
par ce qui suit :

745.3 Le juge qui préside le procès doit, avant de dissoudre le jury qui a déclaré un accusé ayant moins de seize ans à la date de 15
l'infraction coupable de meurtre au premier 15
ou au deuxième degré, lui poser la question suivante :

Vous avez déclaré l'accusé coupable de meurtre au premier (ou deuxième degré), 20
et la loi exige que je prononce maintenant contre lui la peine d'emprisonnement à perpétuité. Souhaitez-vous formuler, comme vous avez la faculté de le faire, quant à la période d'emprisonnement qu'il 25
doit purger avant de pouvoir bénéficier de la libération conditionnelle, une recommandation dont je tiendrai compte en fixant ce délai, conformément à la loi, à au moins cinq ans et à au plus sept ans ? 30

23. En cas de sanction du projet de loi C-37 intitulé *Loi modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants et le Code criminel*, déposé au cours de la première session de la trente- 40
cinquième législature :

a) si l'article 745.5 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, entre en vigueur avant l'article 40 du projet de loi C-37, les mentions, dans ce der- 40
nier article, des articles 744.1 et 742.1 et 40
743 sont respectivement remplacées par celles des articles 745.5, 745.1 et 745.3;

Persons under sixteen

Mineurs

Bill C-37

Projet de loi C-37

payment of part of the amount, whether the payment was made before or after the issue of a warrant of committal, be reduced by the number of days that bears the same proportion to the number of days in the term as the part paid bears to the total amount in respect of which the offender was imprisoned.

(2) No amount offered in partial payment shall be accepted unless it is sufficient to secure a reduction of sentence of one day, or a multiple thereof, and where a warrant of committal has been issued, no partial payment shall be received until any fee that is payable in respect of the warrant or its execution has been paid.

(3) Payment may be made under this section to the person who has lawful custody of the offender or to such other person as the Attorney General directs.

(4) Subject to subsection (5), a payment under this section shall be applied first to the payment in full of the amount by way of restitution and thereafter to the payment in full of the costs and charges of committing and conveying the offender to prison.

(5) Where a term of imprisonment is imposed for failure or refusal to pay both a fine and an amount by way of restitution, a payment under this section shall be applied first to the payment in full of any part of the amount to be paid by way of restitution that remains unpaid, and thereafter to payment in full of any part of the fine that remains unpaid.

727.9 (1) Subject to subsection (2), where an offender is convicted or discharged under section 736 of an offence under this Act, Part III or IV of the *Food and Drugs Act* or the *Narcotic Control Act*, the court imposing sentence on or discharging the offender shall, in addition to any other punishment imposed on the offender, order the offender to pay a victim fine surcharge in an amount not exceeding

(a) fifteen per cent of any fine that is imposed on the offender for that offence or, where no fine is imposed on the offender for that offence, ten thousand dollars, or

(b) such lesser amount as may be prescribed by, or calculated in the manner prescribed by, regulations made by the Governor in Council,

subject to such terms and conditions as may be prescribed by regulations made by the Governor in Council.

(2) Where the offender establishes to the satisfaction of the court that undue hardship to the offender or the dependants of the offender would result from the making of an order under subsection (1), the court is not required to make the order.

(3) Where the court does not make an order under subsection (1), the court shall

(a) provide the reasons why the order is not being made; and

(b) enter the reasons in the record of the proceedings or, where the proceedings are not recorded, provide written reasons.

(4) A victim fine surcharge imposed under subsection (1) shall be applied for the purposes of providing such assistance to victims of offences as the Lieutenant Governor in Council of the province in which the surcharge is imposed may direct from time to time.

(5) The Governor in Council may, for the purposes of subsection (1), make regulations prescribing the maximum amount or the manner of calculating the maximum amount of a victim fine surcharge to be imposed under that subsection, not exceeding the amount referred to in paragraph (1)(a), and any terms and conditions subject to which the victim fine surcharge is to be imposed.

(6) Subsections 718(3) to (11) apply and section 718.1 does not apply in respect of a victim fine surcharge imposed under subsection (1)."

(3) Un paiement effectué en vertu du présent article peut être fait à la personne qui a la garde légale du contrevenant ou à toute autre personne que le procureur général désigne.

(4) Sous réserve du paragraphe (5), un paiement effectué en vertu du présent article est affecté d'abord au dédommagement et ensuite au paiement des frais engagés pour le transfèrement et l'incarcération du contrevenant.

(5) Lorsqu'une peine d'emprisonnement est infligée pour défaut ou refus de payer à la fois une amende et le montant prévu par une ordonnance de dédommagement, un paiement effectué en vertu du présent article est affecté d'abord au dédommagement et ensuite au paiement de l'amende.

727.9 (1) Sous réserve du paragraphe (2), lorsqu'un contrevenant est condamné — ou absous en vertu de l'article 736 — à l'égard d'une infraction prévue à la présente loi, aux parties III ou IV de la *Loi sur les aliments et drogues* ou à la *Loi sur les stupéfiants*, le tribunal qui lui inflige une peine ou qui prononce l'absolution est tenu en plus de toute autre peine déjà infligée au contrevenant, d'ordonner que le contrevenant verse une suramende compensatoire sous réserve des modalités prévues par les règlements d'application du présent article pris par le gouverneur en conseil; le montant de cette amende ne peut dépasser le moins élevé des montants suivants :

a) quinze pour cent de l'amende qui est infligée pour l'infraction ou, si aucune amende n'est infligée, dix mille dollars;

b) le montant prévu — ou dont le mode de calcul est prévu — par règlement du gouverneur en conseil.

(2) Le tribunal n'est pas tenu de rendre l'ordonnance visée au paragraphe (1) si le contrevenant lui démontre que cela lui causerait — ou causerait aux personnes à sa charge — un préjudice injustifié.

(3) Le tribunal qui ne rend pas l'ordonnance visée au paragraphe (1) est tenu de donner ses motifs; ceux-ci sont consignés au dossier du tribunal ou, si les procédures ne sont pas enregistrées, doivent être rendus par écrit.

(4) Les suramendes compensatoires infligées en vertu du paragraphe (1) sont affectées à l'aide aux victimes d'actes criminels en conformité avec les instructions du lieutenant-gouverneur en conseil de la province où elles sont infligées.

(5) Pour l'application du paragraphe (1), le gouverneur en conseil peut par règlement prévoir le montant maximal — ou la façon de calculer le montant maximal — des suramendes compensatoires ainsi que les modalités selon lesquelles elles peuvent être infligées; ce montant maximal ne peut toutefois dépasser le montant prévu à l'alinéa (1)a).

(6) Les paragraphes 718(3) à (11) s'appliquent aux suramendes compensatoires infligées en vertu du paragraphe (1) mais l'article 718.1 ne s'y applique pas. »

(b) if section 40 of Bill C-37 comes into force before section 745.5 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, then section 745.5, when it comes into force, is replaced by the following:

Idem

745.5 At the time of the sentencing under section 745.1 of an offender who is convicted of first degree murder or second degree murder and who was under the age of sixteen at the time of the commission of the offence, the judge who presided at the trial of the offender or, if that judge is unable to do so, any judge of the same court, may, having regard to the age and character of the offender, the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, and to the recommendation, if any, made pursuant to section 745.3, by order, decide the period of imprisonment the offender is to serve that is between five years and seven years without eligibility for parole, as the judge deems fit in the circumstances.

Bill C-37

24. If Bill C-37, introduced during the first session of the thirty-fifth Parliament and entitled *An Act to amend the Young Offenders Act and the Criminal Code* is assented to, then,

(a) if section 746 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, comes into force before section 41 of Bill C-37, the references in the latter section to "742", "742.1", "744", "744.1" and "745" are thereupon replaced by references to "745", "745.1", "745.4", "745.5" and "745.6", respectively; or

(b) if section 41 of Bill C-37 comes into force before section 746 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act, then the portion of section 746 before paragraph (a), when it comes into force, is replaced by the following:

Time spent in custody

746. In calculating the period of imprisonment served for the purposes of section 745, 745.1, 745.4, 745.5 or 745.6, there shall be included any time spent in custody between

b) si l'article 40 du projet de loi C-37 entre en vigueur avant l'article 745.5 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, l'article 745.5 est remplacé par ce qui suit :

5

5

745.5 Au moment de prononcer la peine conformément à l'article 745.1, le juge qui préside le procès du délinquant déclaré coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré et qui avait moins de seize ans au moment de la commission de l'infraction — ou en cas d'empêchement, tout juge du même tribunal — peut, compte tenu de l'âge et du caractère du délinquant, de la nature de l'infraction et des circonstances entourant sa perpétration, ainsi que de toute recommandation formulée en vertu de l'article 745.3, fixer, par ordonnance, le délai préalable à sa libération conditionnelle à la période, comprise entre cinq et sept ans, qu'il estime indiquée dans les circonstances.

Idem

24. En cas de sanction du projet de loi C-37 intitulé *Loi modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants et le Code criminel*, déposé au cours de la première session de la trente-cinquième législature :

Projet de loi C-37

a) si l'article 746 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, entre en vigueur avant l'article 41 du projet de loi C-37, les mentions, dans cet article, des articles 742, 742.1, 744, 744.1 et 745 sont respectivement remplacées par celles des articles 745, 745.1, 745.4, 745.5 et 745.6;

b) si l'article 41 du projet de loi C-37 entre en vigueur avant l'article 746 du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la présente loi, le passage de l'article 746 qui précède l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

746. Pour l'application des articles 745, 745.1, 745.4, 745.5 et 745.6, est incluse dans le calcul de la période d'emprisonnement purgée toute période passée sous garde entre la date d'arrestation et de mise sous garde pour l'infraction pour laquelle la personne a été condamnée et celle, dans le cas d'une

Détention sous garde

An Act to amend the Criminal Code (mental disorder) and to amend the National Defence Act and the Young Offenders Act in consequence thereof

Clause 12: Sections 5 and 6 read as follows:

5. The definition "sentence" in section 673 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"sentence" includes

- (a) a declaration made under subsection 199(3),
- (b) an order made under subsection 100(1) or (2), 194(1) or 259(1) or (2), section 261 or 462.37, subsection 491.1(2), section 725, 726 or 727.9, subsection 736(1) or 736.11(1) or section 744, and
- (c) a disposition made under subsection 737(1) or 738(3) or (4);

6. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 736 thereof, the following sections:

736.1 In this section and sections 736.11 to 736.18,

"assessment report" means a written report made pursuant to an assessment order made under section 672.11 by a psychiatrist who is entitled under the laws of a province to practise psychiatry or, where a psychiatrist is not practicably available, by a medical practitioner;

"hospital order" means an order by a court under section 736.11 that an offender be detained in a treatment facility;

"medical practitioner" means a person who is entitled to practise medicine by the laws of a province;

"treatment facility" means any hospital or place for treatment of the mental disorder of an offender, or a place within a class of such places, designated by the Governor in Council, the lieutenant governor in council of the province in which the offender is sentenced or a person to whom authority has been delegated in writing for that purpose by the Governor in Council or that lieutenant governor in council.

736.11 (1) A court may order that an offender be detained in a treatment facility as the initial part of a sentence of imprisonment where it finds, at the time of sentencing, that the offender is suffering from a mental disorder in an acute phase and the court is satisfied, on the basis of an assessment report and any other evidence, that immediate treatment of the mental disorder is urgently required to prevent further significant deterioration of the mental or physical health of the offender, or to prevent the offender from causing serious bodily harm to any person.

(2) A hospital order shall be for a single period of treatment not exceeding sixty days, subject to any terms and conditions that the court considers appropriate.

(3) A hospital order may be in Form 51.

(4) A court that makes a hospital order shall issue a warrant for committal of the offender, which may be in Form 8.

736.12 (1) In a hospital order, the court shall specify that the offender be detained in a particular treatment facility recommended by the central administration of any penitentiary, prison or other institution to which the offender has been sentenced to imprisonment, unless the court is satisfied, on the evidence of a medical practitioner, that serious harm to the mental or physical health of the offender would result from travelling to that treatment facility or from the delay occasioned in travelling there.

(2) Where the court does not follow a recommendation referred to in subsection (1), it shall order that the offender be detained in a treatment facility that is reasonably accessible to the place where the accused is

Loi modifiant le Code criminel (troubles mentaux) et modifiant en conséquence la Loi sur la défense nationale et la Loi sur les jeunes contrevenants

Article 12. — Texte des articles 5 et 6 :

5. La définition de « sentence », « peine » ou « condamnation », à l'article 673 de la même loi, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

« sentence », « peine » ou « condamnation » Y sont assimilées :

- a) les déclarations faites en vertu du paragraphe 199(3);
- b) les ordonnances rendues en vertu des paragraphes 100(1) ou (2), 194(1) ou 259(1) ou (2), des articles 261 ou 462.37, du paragraphe 491.1(2), des articles 725, 726 ou 727.9, des paragraphes 736(1) ou 736.11(1) ou de l'article 744;
- c) les décisions prises en vertu des paragraphes 737(1) ou 738(3) ou (4).

6. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 736, de ce qui suit :

736.1 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 736.11 à 736.18.

« centre de soins » Lieu de traitement des troubles mentaux d'un contrevenant, notamment un hôpital, désigné — ou qui fait partie d'une catégorie de lieux désignés — par le gouverneur en conseil, le lieutenant-gouverneur en conseil de la province où la peine est infligée ou par la personne à qui l'un ou l'autre a délégué par écrit expressément le pouvoir de procéder à cette désignation.

« médecin » Personne autorisée par le droit d'une province à exercer la médecine.

« ordonnance de détention dans un hôpital » Ordonnance que rend un tribunal en vertu de l'article 736.11 à l'effet qu'un contrevenant soit détenu dans un centre de soins.

« rapport d'évaluation » Rapport écrit fait en conformité avec une ordonnance d'évaluation rendue en vertu de l'article 672.11 par un psychiatre autorisé en vertu des lois d'une province à exercer la psychiatrie ou, si aucun psychiatre n'est disponible, par un médecin.

736.11 (1) Le tribunal, s'il conclut, au moment d'infliger une peine d'emprisonnement à un contrevenant, que celui-ci est atteint de troubles mentaux en phase aiguë peut, s'il est convaincu, à la lumière du rapport d'évaluation, préparé à l'égard du contrevenant et de tous les autres éléments de preuve qui ont été présentés, que le traitement immédiat de celui-ci s'impose d'urgence pour empêcher soit que ne survienne une détérioration sérieuse de sa santé physique ou mentale, soit qu'il n'inflige à d'autres des lésions corporelles graves, ordonner que la peine d'emprisonnement commence par une période de détention dans un centre de soins.

(2) Une ordonnance de détention dans un hôpital ne peut être rendue que pour une seule période de traitement d'une durée maximale de soixante jours, sous réserve des modalités que le tribunal juge indiquées.

(3) L'ordonnance de détention dans un hôpital peut être rendue selon la formule 51.

(4) Le tribunal qui rend une ordonnance de détention dans un hôpital délivre un mandat de dépôt à l'égard du contrevenant lequel peut être rédigé selon le formulaire 8.

736.12 (1) Si l'administration centrale des pénitenciers, prisons ou autres établissements où le contrevenant a été condamné à purger sa peine d'emprisonnement recommande, pour l'exécution d'une ordonnance de détention dans un hôpital, que le contrevenant soit détenu dans

Bill C-37

25. If Bill C-37, introduced during the first session of the thirty-fifth Parliament and entitled *An Act to amend the Young Offenders Act and the Criminal Code* is assented to, then,

(a) if section 16 of this Act comes into force before subsection 13(6) of Bill C-37, the references in that subsection to "735(1.1) to (1.4)", "736(2)", "749", "750" and "751" are thereupon replaced by references to "722", "730(2)", "748", "748.1" and "749", respectively; or

(b) if subsection 13(6) of Bill C-37 comes into force before section 16 of this Act, then section 16, when it comes into force, is replaced by the following:

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 187 (Sch. V, subitem 7(1))

16. Subsection 20(8) of the *Young Offenders Act* is replaced by the following:

Application of Part XXIII of *Criminal Code*

(8) Part XXIII of the *Criminal Code* does not apply in respect of proceedings under this Act except for section 722, subsection 730(2) and sections 748, 748.1 and 749, which provisions apply with such modifications as the circumstances require.

Coming into force

26. This Act or any provision thereof, or any provision of the *Criminal Code* as amended or enacted by this Act, shall come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

condamnation à l'emprisonnement à perpétuité :

25. En cas de sanction du projet de loi C-37 intitulé *Loi modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants et le Code criminel*, déposé au cours de la première session de la trente-cinquième législature :

a) si l'article 16 de la présente loi entre en vigueur avant le paragraphe 13(6) du projet de loi C-37, les mentions, dans ce paragraphe, des paragraphes 735(1.1) à (1.4) et 736(2) et des articles 749, 750 et 751 sont respectivement remplacées par celles de l'article 722, du paragraphe 730(2) et des articles 748, 748.1 et 749;

b) si le paragraphe 13(6) du projet de loi C-37 entre en vigueur avant l'article 16 de la présente loi, cet article est remplacé par ce qui suit :

16. Le paragraphe 20(8) de la *Loi sur les jeunes contrevenants* est remplacé par ce qui suit :

(8) La partie XXIII du *Code criminel* ne s'applique pas aux poursuites intentées sous le régime de la présente loi; toutefois, l'article 722, le paragraphe 730(2) et les articles 748, 748.1 et 749 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires.

ENTRÉE EN VIGUEUR

26. La présente loi ou telle de ses dispositions, ou telle des dispositions du *Code criminel*, modifiée ou édictée par la présente loi, entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Projet de loi C-37

L.R., ch. 27(1^{er} suppl.), art. 187, ann. V, par. 7(1)

Application de la partie XXIII du *Code criminel*

Entrée en vigueur

detained when the hospital order is made or to the place where the court is located.

736.13 No hospital order may be made unless the offender and the person in charge of the treatment facility where the offender is to be detained consent to the order and its terms and conditions, but nothing in this section shall be construed as making unnecessary the obtaining of any authorization or consent to treatment from any other person that is or may be required otherwise than under this Act.

736.14 No hospital order may be made in respect of an offender

(a) who is convicted of or is serving a sentence imposed in respect of a conviction for an offence for which a minimum punishment of imprisonment for life is prescribed by law;

(b) who has been found to be a dangerous offender pursuant to section 753;

(c) where the term of imprisonment to be served by the offender does not exceed sixty days;

(d) where the term of imprisonment is imposed

(i) on the offender in default of payment of a fine or of a victim fine surcharge imposed under subsection 727.9(1), or

(ii) under section 727.6 for failure or refusal to pay an amount by way of restitution pursuant to an order made under section 725 or 726; or

(e) where the sentence of imprisonment imposed on the offender is ordered under paragraph 737(1)(c) to be served intermittently.

736.15 (1) An offender shall be sent or returned to a prison to serve the portion of the offender's sentence that remains unexpired where

(a) the hospital order expires before the expiration of the sentence; or

(b) the consent to the detention of the offender in the treatment facility pursuant to the hospital order is withdrawn either by the offender or by the person in charge of the treatment facility.

(2) Before the expiration of a hospital order in respect of an offender, the offender may be transferred from the treatment facility specified in the hospital order to another treatment facility where treatment of the offender's mental disorder is available, if the court authorizes the transfer in writing and the person in charge of the treatment facility consents.

736.16 Each day that an offender is detained under a hospital order shall be treated as a day of service of the term of imprisonment of the offender, and the offender shall be deemed, for all purposes, to be lawfully confined in a prison during that detention.

736.17 Notwithstanding subsection 19(1) of the *Penitentiary Act*, an offender in respect of whom a hospital order is made and who is sentenced or committed to a penitentiary shall be detained in the treatment facility specified in the order during the period that it is in force, and may be received in a penitentiary for the purpose of the order before the expiration of the time limited by law for an appeal.

736.18 Where a court makes a hospital order in respect of an offender, the court shall cause a copy of the order and of the warrant of committal issued pursuant to subsection 736.11(4) to be sent to the central administration of the penitentiary, prison or other institution where the term of imprisonment imposed on the offender is to be served and to the treatment facility where the offender is to be detained for treatment.

un centre de soins particulier pour y purger la première partie de sa peine, le tribunal est tenu d'ordonner la détention du contrevenant dans cet établissement sauf si le témoignage d'un médecin le convainc que les transfèrements du contrevenant vers cet établissement ou les délais qui en résulteront risquent de causer un dommage grave à la santé physique ou mentale du contrevenant.

(2) S'il ne retient pas la recommandation qui lui est faite en vertu du paragraphe (1), le tribunal ordonne que le contrevenant soit détenu dans un centre de soins plus facile d'accès, à partir du tribunal ou du lieu de sa détention au moment où l'ordonnance est rendue.

736.13 L'ordonnance de détention dans un hôpital ne peut être rendue à l'égard d'un contrevenant que si celui-ci et le centre de soins où il doit être détenu y consentent et en acceptent les modalités; toutefois le présent article ne porte pas atteinte à la nécessité d'obtenir les autorisations ou consentements au traitement qui, en vertu d'une autre obligation que celles que prévoit la présente loi, peuvent être nécessaires.

736.14 Il ne peut être rendu d'ordonnance de détention dans un hôpital à l'égard d'un contrevenant :

a) qui a été condamné ou qui purge une peine infligée à la suite d'une condamnation pour une infraction pour laquelle l'emprisonnement à vie est prévu par la loi à titre de peine minimale;

b) qui a été déclaré, conformément à l'article 753, être un délinquant dangereux;

c) lorsque la peine d'emprisonnement que le contrevenant doit purger ne dépasse pas soixante jours;

d) lorsque la peine d'emprisonnement est infligée :

(i) en raison du défaut de paiement d'une amende ou d'une suramende compensatoire infligée en vertu du paragraphe 727.9(1),

(ii) en vertu de l'article 727.6 pour défaut ou refus de payer une somme visée par une ordonnance de restitution rendue en vertu de l'article 725 ou 726;

e) lorsqu'il est ordonné en vertu de l'alinéa 737(1)c) que la peine soit purgée de façon discontinue.

736.15 (1) Le contrevenant doit être envoyé dans une prison pour y purger le reste de sa peine à la fin de la période de validité de l'ordonnance de détention dans un hôpital si elle se termine avant l'expiration prévue de sa peine ou si le contrevenant ou le responsable du centre de soins retire le consentement qu'il avait donné.

(2) Pendant la période de validité de l'ordonnance de détention dans un hôpital, le contrevenant peut être transféré du centre de soins où il est détenu vers un autre centre de soins où il pourra être traité, à la condition que le tribunal l'autorise par écrit et que le responsable du centre y consente.

736.16 Le contrevenant condamné à une peine d'emprisonnement qui est détenu en conformité avec une ordonnance de détention dans un hôpital est réputé purger sa peine et détenu légalement dans une prison pendant toute la durée de sa détention.

736.17 Par dérogation au paragraphe 19(1) de la *Loi sur les pénitenciers*, le contrevenant qui fait l'objet d'une ordonnance de détention dans un hôpital et qui a été condamné au pénitencier des détenus au centre de soins désigné dans l'ordonnance durant la période de validité de celle-ci et peut, pour l'application de l'ordonnance, être écroué dans un pénitencier avant l'expiration du délai légal d'appel.

736.18 Lorsqu'il rend une ordonnance de détention dans un hôpital à l'égard d'un accusé, le tribunal doit veiller à ce qu'une copie de l'ordonnance et du mandat de dépôt délivré en vertu du paragraphe 736.11(4) soit remise à l'administration centrale des pénitenciers, prisons ou autres

SCHEDULE I
(Section 10)

Item	Column I Provision of <i>Criminal Code</i>	Column II Existing Reference	Column III Substituted Reference
1.	6(1)(a)	736	730
2.	6(1)(b)	736	730
3.	6(2)	736	730
4.	9	736	730
5.	91(6)	737(2)(d)	732.1(3)(d)
6.	100(1)	736	730
7.	100(2)	736	730
8.	106(2)(b)	737(2)(d)	732.1(3)(d)
9.	113(4)(b)	737(2)(d)	732.1(3)(d)
10.	114(1)(h)	737(2)(d)	732.1(3)(d)
11.	149(1)(b)(ii)	731	743.1
12.	259(1)	736	730
13.	259(2)	736	730
14.	261	736	730
15.	462.37(1)	736	730
16.	462.37(2)	736	730
17.	462.37(5)	718.1	736
18.	527(6)	717 and 731	718.3 and 743.1
19.	607(5)(a)	736(1)	730(1)
20.	607(5)(b)	736(1)	730(1)
21.	623	719	735
22.	667(1)(a)	736	730
23.	667(2)	736	730
24.	672.11(e)	736.11(t)	747.1(1)

établissements où la peine d'emprisonnement infligée à l'accusé doit être purgée et au centre de soins où l'accusé doit être détenu pour traitement.

Miscellaneous Statute Law Amendment Act, 1991

Clause 14: Subsection 58(2) reads as follows:

(2) Subsection (1) comes into force with respect to section 13 of Schedule I on the later of the day on which this Act is assented to and the day on which paragraph 725(b) of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of *An Act to amend the Criminal Code (victims of crime)*, chapter 23 of the 4th Supplement to the Revised Statutes of Canada, 1985, comes into force.

Clause 15: Section 13 of Schedule I reads as follows:

13. Paragraph 725(b), as enacted by section 6 of *An Act to amend the Criminal Code (victims of crime)*, chapter 23 of the 4th Supplement to the Revised Statutes of Canada, 1985, is repealed and the following substituted therefor:

(b) in the case of bodily injury to any person as a result of the commission of the offence or the arrest or attempted arrest of the offender, by paying to the person an amount not exceeding all pecuniary damages, including loss of income or support, incurred as a result of the bodily injury, where the amount is readily ascertainable.

Young Offenders Act

Clause 16: Subsection 20(8) reads as follows:

(8) Part XXIII of the *Criminal Code* does not apply in respect of proceedings under this Act except for sections 749, 750 and 751 and subsection 736(2), which provisions apply with such modifications as the circumstances require.

Loi corrective de 1991

Article 14. — Texte du paragraphe 58(2) :

(2) Le paragraphe (1) entre en vigueur à l'égard de l'article 13 de l'annexe I à la date de la sanction de la présente loi ou à la date, si elle est postérieure, de l'entrée en vigueur de l'alinéa 725b) du *Code criminel*, édicté par l'article 6 de la *Loi modifiant le Code criminel (victimes d'actes criminels)*, chapitre 23 du 4^e supplément des Lois révisées (1985).

Article 15. — Texte de l'article 13 de l'annexe I :

13. L'alinéa 725b), édicté par l'article 6 de la *Loi modifiant le Code criminel (victimes d'actes criminels)*, chapitre 23 du 4^e supplément des Lois révisées (1985), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) si les blessures corporelles infligées à une personne sont imputables à la perpétration de l'infraction ou à l'arrestation ou la tentative d'arrestation du contrevenant, l'ordonnance prévoit que celui-ci doit verser à cette personne un montant qui ne peut dépasser les dommages, notamment la perte de revenu, imputables aux blessures corporelles, si ce montant peut être facilement déterminé.

Loi sur les jeunes contrevenants

Article 16. — Texte du paragraphe 20(8) :

(8) La partie XXIII du *Code criminel* ne s'applique pas aux poursuites intentées sous le régime de la présente loi; toutefois, les articles 749, 750 et 751 et le paragraphe 736(2) s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance.

ANNEXE I
(article 10)

Article	Colonne I Disposition du Code criminel	Colonne II Renvoi actuel	Colonne III Nouveau renvoi
1.	6(1)a)	736	730
2.	6(1)b)	736	730
3.	6(2)	736	730
4.	9	736	730
5.	91(6)	737(2)d)	732.1(3)d)
6.	100(1)	736	730
7.	100(2)	736	730
8.	106(2)b)	737(2)d)	732.1(3)d)
9.	113(4)b)	737(2)d)	732.1(3)d)
10.	114(1)h)	737(2)d)	732.1(3)d)
11.	149(1)b)(ii)	731	743.1
12.	259(1)	736	730
13.	259(2)	736	730
14.	261	736	730
15.	462.37(1)	736	730
16.	462.37(2)	736	730
17.	462.37(5)	718.1	736
18.	527(6)	717 et 731	718.3 et 743.1
19.	607(5)a)	736(1)	730(1)
20.	607(5)b)	736(1)	730(1)
21.	623	719	735
22.	667(1)a)	736	730
23.	667(2)	736	730
24.	672.11e)	736.11(1)	747.1(1)

SCHEDULE I — *Concluded*

Item	Column I Provision of <i>Criminal Code</i>	Column II Existing Reference	Column III Substituted Reference
25.	672.67(2)	736.1	747
26.	672.71(2)	736, 738(1)	730, 732.2(1)
27.	676(2)	736	730
28.	683(5)(c)	725 or 726	738 or 739
29.	683(5)(d)	727.9	737
30.	689(1)	725, 726 or 727	738 or 739
31.	759(6)	721(1)	719(1)
32.	773(5)	723(2)	734.4(2)
33.	801(2)	736	730
34.	804	736	730
35.	Form 46	737, 737(2)	732.1, 732.1(3)
36.	Form 48	736.11(1)	747.1(1)
37.	Form 51	736.11(3)	747.1(3)

ANNEXE I (suite et fin)

Article	Colonne I Disposition du <i>Code criminel</i>	Colonne II Renvoi actuel	Colonne III Nouveau renvoi
25.	672.67(2)	736.1	747
26.	672.71(2)	736, 738(1)	730, 732.2(1)
27.	676(2)	736	730
28.	683(5)c)	725 ou 726	738 ou 739
29.	683(5)d)	727.9	737
30.	689(1)	725, 726 ou 727	738 ou 739
31.	759(6)	721(1)	719(1)
32.	773(5)	723(2)	734.4(2)
33.	801(2)	736	730
34.	804	736	730
35.	Formule 46	737, 737(2)	732.1, 732.1(3)
36.	Formule 48	736.11(1)	747.1(1)
37.	Formule 51	736.11(3)	747.1(3)

SCHEDULE II
(Section 13)

Item	Column I Provision of <i>Corrections and Conditional Release Act</i>	Column II Existing Reference	Column III Substituted Reference
1.	16(2)	732(1)	743.3(1)
2.	17(1)	747	746.1
3.	18(2)	747	746.1
4.	99(1), definition "offender"	737	732
5.	107(2)	731	743.1
6.	119(1)	747	746.1
7.	120(1)	747, 741.2	746.1, 743.6
8.	120(4)	741.2	743.6
9.	121(1)	741.2	743.6
10.	125(1)(c)	741.2	743.6
11.	139(8)	721(1)	719(1)
12.	142(1)(b)(iii)	747(2)	746.1(2)
13.	226(1)	741.2	743.6

ANNEXE II
(article 13)

Article	Colonne I Disposition de la <i>Loi sur le système correctionnel et la</i> <i>mise en liberté sous condition</i>	Colonne II Renvoi actuel	Colonne III Nouveau renvoi
1.	16(2)	732(1)	743.3(1)
2.	17(1)	747	746.1
3.	18(2)	747	746.1
4.	définition de « délinquant » au paragraphe 99(1)	737	732
5.	107(2)	731	743.1
6.	119(1)	747	746.1
7.	120(1)	747, 741.2	746.1, 743.6
8.	120(4)	741.2	743.6
9.	121(1)	741.2	743.6
10.	125(1)c)	741.2	743.6
11.	139(8)	721(1)	719(1)
12.	142(1)b)(iii)	747	746.1(2)
13.	226(1)	741.2	743.6

SCHEDULE III
(Section 17)

Item	Column I Act and Provision	Column II Existing Reference	Column III Substituted Reference
1.	<i>Contraventions Act</i> , S.C., 1992, c. 47, section 56	718.1	736
2.	<i>Contraventions Act</i> , S.C., 1992, c. 47, subsection 60(2)	718(9)	734.7(3)
3.	<i>Contraventions Act</i> , S.C., 1992, c. 47, paragraph 62(3)(a)	718.1	736
4.	<i>Criminal Records Act</i> , R.S., c. C-47, section 6.1	736	730
5.	<i>Fisheries Act</i> , R.S., c. F-14, subsection 79.3(1)	737(1)(a)	731(1)(a)
6.	<i>Transfer of Offenders Act</i> , R.S., c. T-15, paragraph 16(1)(a)	738(3)	732.2(3)
7.	<i>Transfer of Offenders Act</i> , R.S., c. T-15, paragraph 16(1)(b)	740(1)	733.1(1)
8.	<i>Transfer of Offenders Act</i> , R.S., c. T-15, subsection 16(2)	740(1)	733.1(1)
9.	<i>Transfer of Offenders Act</i> , R.S., c. T-15, subsection 16(3)	738(4)	732.2(5)
10.	<i>Young Offenders Act</i> , R.S., c. Y-1, subsection 20(5)	741.1	743.5

ANNEXE III
(article 17)

	Colonne I	Colonne II	Colonne III
Article	Loi et disposition	Renvoi actuel	Nouveau renvoi
1.	<i>Loi sur les contraventions</i> , L.C. 1992, ch. 47, article 56	718.1	736
2.	<i>Loi sur les contraventions</i> , L.C. 1992, ch. 47, paragraphe 60(2)	718(9)	734.7(3)
3.	<i>Loi sur les contraventions</i> , L.C. 1992, ch. 47, alinéa 62(3)a)	718.1	736
4.	<i>Loi sur le casier judiciaire</i> , L.R., ch. C-47, article 6.1 (version anglaise seulement)	736	730
5.	<i>Loi sur les pêches</i> , L.R., ch. F-14, paragraphe 79.3(1)	737(1)a)	731(1)a)
6.	<i>Loi sur le transfèrement des délinquants</i> , L.R., ch. T-15, alinéa 16(1)a)	738(3)	732.2(3)
7.	<i>Loi sur le transfèrement des délinquants</i> , L.R., ch. T-15, alinéa 16(1)b)	740(1)	733.1(1)
8.	<i>Loi sur le transfèrement des délinquants</i> , L.R., ch. T-15, paragraphe 16(2)	740(1)	733.1(1)
9.	<i>Loi sur le transfèrement des délinquants</i> , L.R., ch. T-15, paragraphe 16(3)	738(4)	732.2(5)
10.	<i>Loi sur les jeunes contrevenants</i> , L.R., ch. Y-1, paragraphe 20(5)	741.1	743.5

SCHEDULE IV
(Section 18)

Item	Column I Existing Reference	Column II Substituted Reference
1.	section 665	section 727
2.	section 668	section 726
3.	section 669	section 728
4.	section 717	section 718.3
5.	section 718	section 734
6.	section 718.1	section 736
7.	section 719	section 735
8.	section 720	subsection 735(3)
9.	section 721	section 719
10.	section 722	section 734.8
11.	section 723	section 734.4
12.	section 724	section 734.6
13.	section 725	sections 738 and 741
14.	section 726	sections 739 and 741
15.	section 727.9	section 737
16.	section 728	section 751
17.	section 729	section 751.1
18.	section 730	section 743
19.	section 731	section 743.1
20.	section 732	section 743.3
21.	section 733	section 743.4
22.	section 734	section 744
23.	section 735	section 721
24.	subsections 735(1.1) to (1.4)	section 722

ANNEXE IV
(article 18)

Article	Colonne I Renvoi actuel	Colonne II Nouveau renvoi
1.	article 665	article 727.
2.	article 668	article 726
3.	article 669	article 728
4.	article 717	article 718.3
5.	article 718	article 734
6.	article 718.1	article 736
7.	article 719	article 735
8.	article 720	article 735(3)
9.	article 721	article 719
10.	article 722	article 734.8
11.	article 723	article 734.4
12.	article 724	article 734.6
13.	article 725	articles 738 et 741
14.	article 726	articles 739 et 741
15.	article 727.9	article 737
16.	article 728	article 751
17.	article 729	article 751.1
18.	article 730	article 743
19.	article 731	article 743.1
20.	article 732	article 743.3
21.	article 733	article 743.4
22.	article 734	article 744
23.	article 735	article 721
24.	paragraphe 735(1.1) à (1.4)	article 722

SCHEDULE IV — *Concluded*

Item	Column I Existing Reference	Column II Substituted Reference
25.	section 735(2)	section 722.1
26.	section 736	section 730
27.	paragraph 737(1)(a)	paragraph 731(1)(a)
28.	paragraph 737(1)(b)	paragraph 731(1)(b)
29.	paragraph 737(1)(c)	section 732
30.	subsection 737(2)	subsections 732.1(2) and (3)
31.	subsection 737(3)	subsection 732.1(4)
32.	subsection 737(4)	subsection 732.1(5)
33.	section 738	section 732.2
34.	section 739	section 733
35.	subsection 740(1)	subsection 733.1(1)
36.	subsection 740(2)	subsection 733.1(2)
37.	section 741.1	section 743.5
38.	section 742	section 745
39.	section 742.1	section 745.1
40.	section 743	section 745.2
41.	section 743.1	section 745.3
42.	section 744	section 745.4
43.	section 744.1	section 745.5
44.	section 745	section 745.6
45.	section 747	section 746.1
46.	section 748	section 750
47.	section 749	section 748
48.	section 750	section 748.1
49.	section 751	section 749

ANNEXE IV (suite et fin)

Article	Colonne I Renvoi actuel	Colonne II Nouveau renvoi
25.	paragraphe 735(2)	article 722.1
26.	article 736	article 730
27.	alinéa 737(1)a)	alinéa 731(1)a)
28.	alinéa 737(1)b)	alinéa 731(1)b)
29.	alinéa 737(1)c)	article 732
30.	paragraphe 737(2)	paragraphe 732.1(2) et (3)
31.	paragraphe 737(3)	paragraphe 732.1(4)
32.	paragraphe 737(4)	paragraphe 732.1(5)
33.	article 738	article 732.2
34.	article 739	article 733
35.	paragraphe 740(1)	paragraphe 733.1(1)
36.	paragraphe 740(2)	paragraphe 733.1(2)
37.	article 741.1	article 743.5
38.	article 742	article 745
39.	article 742.1	article 745.1
40.	article 743	article 745.2
41.	article 743.1	article 745.3
42.	article 744	article 745.4
43.	article 744.1	article 745.5
44.	article 745	article 745.6
45.	article 747	article 746.1
46.	article 748	article 750
47.	article 749	article 748
48.	article 750	article 748.1
49.	article 751	article 749

Published under authority of the Speaker of the House of Commons
by the Queen's Printer for Canada

Publié en conformité avec l'autorité du président de la Chambre des
communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public
Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics
et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

TABLE OF PROVISIONS OF PART XXIII OF THE CRIMINAL
CODE

PART XXIII

SENTENCING

Interpretation

716. Definitions

Alternative Measures

717. When alternative measures may be used

717.1 Records of persons dealt with

717.2 Police records

717.3 Government records

717.4 Disclosure of records

Purpose and Principles of Sentencing

718. Purpose

718.1 Fundamental principle

718.2 Other sentencing principles

Punishment Generally

718.3 Degrees of punishment

719. Commencement of sentence

Procedure and Evidence

720. Sentencing proceedings

721. Report by probation officer

722. Victim impact statement

722.1 Copies of documents

723. Submissions on facts

724. Information accepted

725. Other offences

726. Offender may speak to sentence

726.1 Relevant information

726.2 Reasons for sentence

727. Previous conviction

728. Sentence justified by any count

729. Proof of certificate of analyst

Absolute and Conditional Discharges

730. Absolute and conditional discharge

TABLE ANALYTIQUE DE LA PARTIE XXIII DU CODE
CRIMINEL

PARTIE XXIII

DÉTERMINATION DE LA PEINE

Définitions

716. Définitions

Mesures de rechange

717. Application

717.1 Dossier des suspects

717.2 Dossier de police

717.3 Dossiers gouvernementaux

717.4 Accès au dossier

Objectif et principes

718. Objectif

718.1 Principe fondamental

718.2 Principes de détermination de la peine

Peines en général

718.3 Degré de la peine

719. Début de la peine

Procédure et règles de preuve

720. Règle générale

721. Rapport de l'agent de probation

722. Déclaration de la victime

722.1 Copie des documents

723. Observations des parties

724. Acceptation des faits

725. Autres infractions

726. Observations du délinquant

726.1 Renseignements pertinents

726.2 Motifs

727. Condamnations antérieures

728. Peine justifiée par un chef d'accusation

729. Preuve du certificat de l'analyste

Absolutions inconditionnelles et sous conditions

730. Absolutions inconditionnelles et sous conditions

Probation

- 731. Making of probation order
- 731.1 Firearm, etc., prohibitions
- 732. Intermittent sentence
- 732.1 Definitions
- 732.2 Coming into force of order
- 733. Transfer of order
- 733.1 Failure to comply with probation order

Fines and Forfeiture

- 734. Power of court to impose fine
- 734.1 Terms of order imposing fine
- 734.2 Proceedings on making order
- 734.3 Change in terms of order
- 734.4 Proceeds to go to provincial treasurer
- 734.5 Licences, permits, etc.
- 734.6 Civil enforcement of fines, forfeiture
- 734.7 Warrant of committal
- 734.8 Definition of "penalty"
- 735. Fines on corporations
- 736. Fine option program
- 737. Victim fine surcharge

Restitution

- 738. Restitution to victims of offences
- 739. Restitution to persons acting in good faith
- 740. Priority to restitution
- 741. Enforcing restitution order
- 741.1 Notice of orders of restitution
- 741.2 Civil remedy not affected

Conditional Sentence of Imprisonment

- 742. Definitions
- 742.1 Imposing of conditional sentence
- 742.2 Firearm, etc., prohibitions
- 742.3 Compulsory conditions of conditional sentence order
- 742.4 Supervisor may propose changes to optional conditions
- 742.5 Transfer of order
- 742.6 Procedure on breach of condition
- 742.7 Where person imprisoned for new offence

Imprisonment

- 743. Imprisonment when no other provision

Probation

- 731. Prononcé de l'ordonnance de probation
- 731.1 Armes à feu
- 732. Peines discontinues
- 732.1 Définitions
- 732.2 Entrée en vigueur de l'ordonnance
- 733. Transfert d'une ordonnance
- 733.1 Défaut de se conformer à une ordonnance

Amendes et confiscations

- 734. Infliction des amendes
- 734.1 Contenu de l'ordonnance
- 734.2 Procédure
- 734.3 Modification des conditions de l'ordonnance
- 734.4 Attribution du produit au Trésor provincial
- 734.5 Licences, permis, etc.
- 734.6 Exécution civile
- 734.7 Mandat d'incarcération
- 734.8 Définition de « peine »
- 735. Amendes infligées aux personnes morales
- 736. Mode facultatif de paiement d'une amende
- 737. Suramende compensatoire

Dédommagement

- 738. Dédommagement
- 739. Dédommagement des parties de bonne foi
- 740. Priorité au dédommagement
- 741. Exécution civile
- 741.1 Notification
- 741.2 Recours civil non atteint

Condamnations avec sursis

- 742. Définitions
- 742.1 Octroi du sursis
- 742.2 Armes à feu
- 742.3 Conditions obligatoires
- 742.4 Modification des conditions facultatives
- 742.5 Transfert d'une ordonnance
- 742.6 Mesures en cas de manquement
- 742.7 Nouvelle infraction

Emprisonnement

- 743. Absence de peine

- 743.1 Imprisonment for life or more than two years
- 743.11 Report by court to Correctional Service
- 743.2 Sentence served according to regulations
- 743.3 Transfer of young person to place of custody
- 743.4 Transfer of jurisdiction

Eligibility for Parole

- 743.5 Power of court to delay parole

Delivery of Offender to Keeper of Prison

- 744. Execution of warrant of committal

Imprisonment for Life

- 745. Sentence of life imprisonment
- 745.1 Persons under eighteen
- 745.2 Recommendation by jury
- 745.3 Persons under eighteen
- 745.4 Ineligibility for parole
- 745.5 Idem
- 745.6 Application for judicial review
- 746. Time spent in custody
- 746.1 Parole prohibited

Hospital Orders

- 747. Definitions
- 747.1 Court may make a hospital order
- 747.2 Recommended treatment facility
- 747.3 Condition
- 747.4 Exception
- 747.5 Offender to serve remainder of sentence
- 747.6 Detention to count as service of term
- 747.7 Application of section 12 of *Corrections and Conditional Release Act*
- 747.8 Copy of warrant and order given to prison and hospital

Pardons and Remissions

- 748. To whom pardon may be granted
- 748.1 Remission by Governor in Council
- 749. Royal prerogative

Disabilities

- 750. Public office vacated for conviction

Miscellaneous Provisions

- 751. Costs to successful party in case of libel

- 743.1 Emprisonnement à perpétuité ou pour plus de deux ans
- 743.11 Rapport au Service correctionnel
- 743.2 Peine purgée conformément aux règlements
- 743.3 Transfèrement à un lieu de garde
- 743.4 Transfert de compétence

Admissibilité à la libération conditionnelle

- 743.5 Pouvoir judiciaire d'augmentation du temps d'épreuve

Remise du délinquant au gardien de prison

- 744. Exécution du mandat d'incarcération

Emprisonnement à perpétuité

- 745. Emprisonnement à perpétuité
- 745.1 Mineurs
- 745.2 Recommandation du jury
- 745.3 Mineurs
- 745.4 Libération conditionnelle
- 745.5 Idem
- 745.6 Demande de révision judiciaire
- 746. Détention sous garde
- 746.1 Libération conditionnelle interdite

Troubles mentaux

- 747. Définitions
- 747.1 Ordonnance de détention dans un hôpital
- 747.2 Établissement recommandé
- 747.3 Condition
- 747.4 Exception
- 747.5 Retrait du consentement
- 747.6 Calcul du temps passé en détention
- 747.7 Application de l'article 12 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*
- 747.8 Copie du mandat à la prison et au centre de soins

Pardon et remises

- 748. À qui le pardon peut être accordé
- 748.1 Remise par le gouverneur en conseil
- 749. Prérogative royale

Incapacité

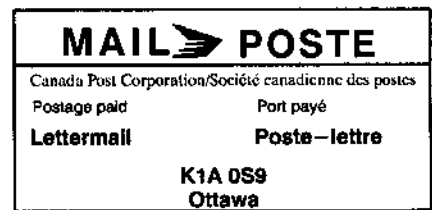
- 750. Vacance

Dispositions diverses

- 751. Attribution des frais en matière de libelle

751.1 How recovered

751.1 Exécution civile



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 Boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9